VIGILANCE ET INITIATIVES SYNDICALES ANTIFASCISTES

S'armer contre l'extrême droite

Un argumentaire syndical antifasciste

VISA a publié

Le FN au travail, Éditions Syllepse, 2003

FN, le pire ennemi des salarié.es, Visa, 2010

Contre le programme du FN, un argumentaire syndical, Visa, 2012

Barrage syndical antifasciste, Visa, 2014

Lumière sur mairies brunes, tome 1, Éditions Syllepse, 2015

Face au FN et à toute l'extrême droite, réponses et ripostes syndicales, Visa, 2016

Lumière sur mairies brunes, tome 2, Éditions Syllepse, 2017

VISA, 22 ans de luttes contre l'extrême droite… Et ce n'est pas fini !, Visa, 2018

Lumière sur mairies brunes, tome 3, Éditions Syllepse, 2020

www.visa-isa.org

assovisabis@gmail.com

©Auto édition 2021

Visa 80-82 rue de Montreuil, 75011 Paris

L'association VISA a également des antennes locales :
Bouches du Rhône, Finistère, Hérault, Pyrénées-Orientales, Var

table des matières

Page 7 : **Qui sommes-nous ?**

Page 9 : **Introduction**

Page 11 : **L'extrême droite, c'est quoi ?**

Page 15 : **Quand l'autoritarisme ouvre la voie au fascisme**

Page 21 : **Les codes visuels de la campagne du RN**

Page 27 : **Déconstruction du programme soi-disant social et économique du RN**

Page 41 : **Les municipalités d'extrême droite, laboratoires préparant un cauchemar national ?**

Page 51 : **Les votes des élus RN : exemples au Conseil Régional Occitanie pendant leur dernière mandature**

Page 55 : **Contrer les réactionnaires en matière de droits des femmes**

Page 67 : **Extrême droite et écologie, le brun ce n'est pas vert**

Page 77 : **Pourquoi une lutte syndicale et spécifique contre le FN / RN ?**

Page 81 : **Faites l'amour, pas Zemmour**

Page 95 : **Les faits et méfaits de Ménard à Béziers**

Page 103 : **La caractéristique principale de l'extrême droite et du fascisme, c'est la violence.**

Page 115 : **Les théories complotistes sont un danger mortel pour le mouvement syndical et les luttes sociales**

Page 131 : **La gangrène qui ronge le monde : nouveaux fascismes, régimes autoritaires ou dictatoriaux, milices fondamentalistes...**

Page 140 : **Liens de sites Internet militants antifascistes**

Qui sommes-nous ?

VISA est une association intersyndicale composée de plus de 120 structures syndicales : la FSU et plusieurs de ses syndicats, l'Union Syndicale Solidaires et plusieurs de ses syndicats, des fédérations et des syndicats de la CGT, de la CFDT, de la CNT-SO et le syndicat de la Magistrature.

Depuis 1996, VISA recense, analyse et dénonce les incursions de l'extrême droite et plus particulièrement du Front national, devenu Rassemblement national, sur le terrain social.

VISA se veut un outil d'information et de réflexion pour toutes les forces syndicales qui le souhaitent afin de lutter collectivement contre l'implantation et l'audience de l'extrême droite dans le monde du travail.

Les 17,9 % de Marine Le Pen à l'élection présidentielle de 2012, confirmés, voire amplifiés, lors des scrutins suivants, les 10,7 millions de voix obtenues au second tour de l'élection présidentielle de 2017, et les projections pour les élections de 2022, montrent que le discours fasciste s 'est installé durablement dans la société française. Cette situation ne peut nous laisser indifférents tant les « valeurs » et l'idéologie portées par le RN sont aux antipodes des idéaux de solidarité et de progrès défendus par nos organisations syndicales.

Nous, syndicalistes, avons une responsabilité particulière pour dénoncer les pseudo-solutions du RN qui consistent à dresser les uns contre les autres les précaires, les immigré-es, les Français-es, les chômeur-euses et celles et ceux qui ont un emploi.
Notre devoir est de défendre, de façon intransigeante, dans notre propagande et nos actions, la solidarité de tout le salariat quel que soit son origine ou son statut.

Ce combat antifasciste doit être pris en charge par toutes les organisations syndicales, de la base au sommet. Autant que possible, cette contre-offensive syndicale doit se faire dans l'unité la plus large.

VISA est partie intégrante de ce combat et y contribue :

- En informant sur les dangers et le développement de l'extrême droite en France, en Europe et dans le monde ainsi que sur les « passerelles » avec la droite dure.
- En analysant de manière critique les propositions dites sociales de l'extrême droite.
- En relayant sur son site toutes les prises de positions, actions des organisations syndicales contre l'extrême droite.
- En dénonçant toutes les discriminations racistes, sexistes, homophobes au sein et hors des entreprises.
- En se faisant l'écho de toutes les actions de solidarité avec les sans-papiers.
- En aidant, par des outils adaptés (journées de formation, brochures, affiches etc...), les équipes syndicales à se former et se mobiliser pour démystifier, aux yeux des salarié-e-s les propositions prétendues sociales de l'extrême droite.
- En alertant sur la présence dans les structures syndicales de militants d'extrême droite se prétendant responsables syndicaux.

INTRO

Le risque de voir l'extrême-droite arriver au pouvoir dans notre pays au printemps 2022 existe réellement. Que ce soit par une victoire aux élections présidentielles ou sous la forme de nominations individuelles au gouvernement, ce qui était impensable depuis la défaite des fascistes en 1945 est devenu une hypothèse de moins en moins incongrue.

Il suffit d'ailleurs de regarder autour de nous, en Italie, en Hongrie, en Pologne ou plus loin au Brésil, en Inde, aux Philippines… sans oublier le sinistre mandat de Trump et sa fin en forme de tentative de coup d'État… pour constater que le danger fasciste progresse partout.

En France, ce danger progresse tant dans les urnes que dans les têtes. Il progresse aussi dans la rue, avec la multiplication d'agressions physiques et de dégradations de locaux syndicaux.

Partant de là, la riposte antifasciste doit s'amplifier et les militant.es doivent s'armer de contre-arguments sur tous les sujets que l'extrême droite s'accapare, détourne, falsifie…

Cette brochure, élaborée par les militant.es de VISA, est un outil pédagogique à usage militant.

Elle commence par l'analyse des codes visuels de la campagne de Marine Le Pen, véritable supercherie de communication qui ne doit leurrer personne après avoir été décryptée.

Ensuite, VISA déconstruit le programme soi-disant social et économique du FN/RN, dénonce par les faits les nuisances de l'extrême droite quand elle est à la tête d'une municipalité, démontre la vision réactionnaire des fascistes vis-à-vis des femmes et du féminisme et explique l'imposture du FN/RN en matière d'écologie.

Mais l'extrême droite ne se résume pas au FN/RN.

Le sinistre Eric Zemmour, qui attire des adhérent.es et des cadres du FN/RN opposé.es à la stratégie de dédiabolisation et avides de radicalité, doit être également combattu sans relâche. La violence exponentielle des groupuscules d'extrême droite est aussi ici rappelée, en précisant qu'elle demeure une caractéristique principale du fascisme.

De même, les théories complotistes et ceux qui les portent sont décortiquées et dénoncées en tant que danger mortel pour le mouvement syndical et les luttes sociales.

Enfin, pour illustrer les bonnes réactions syndicales qui se multiplient fort heureusement dans la période, VISA a reproduit quelques communiqués qui peuvent servir d'exemples dans la lutte syndicale contre le fascisme.

Mais bien entendu, lutter contre l'extrême droite ne se limite pas aux campagnes électorales. Les outils que VISA fournit aux syndicalistes leur permettent d'être armé.es au quotidien pour mener le combat sur tous les terrains :

Au travail, en famille, dans la rue, dans les têtes, agissons ensemble et chaque jour pour faire reculer le danger fasciste !

Pas une voix pour l'extrême droite, no pasaran !

L'extrême-droite c'est quoi ?

L'extrême droite, c'est la fin du syndicalisme.

Le syndicalisme est né d'un rapport de force entre salarié.es (dominé.es) et un patron (dominant). Pour l'extrême droite, patron et salarié.es ont des intérêts communs dans l'entreprise, mais aussi dans le soutien à l'État, au pays, à la Nation, au dogme, à la religion, au chef.

Certains groupes d'extrême droite amalgament leur refus de la « mondialisation néolibérale » et celui de l'existence de la lutte de classe.

L'extrême droite divise les salarié.es et la population.

Tout le discours repose sur un basique « eux » et « nous ». On désigne « les autres », les étrangers au groupe, comme cause du déclin de l'unité et du fonctionnement du groupe « majoritaire ». On y retrouve le racisme, le sexisme, l'homophobie, l'antisémitisme.... Groupe contre groupe alors que tout n'est pas si simple. L'extrême droite ne cherche qu'un bouc émissaire responsable de tout ce qui ne va pas.

L'extrême droite n'est pas « anti-système »

L'extrême droite réécrit une histoire du pays et/ou de la Nation fantasmée, d'où une propagande galopante complotiste « les médias nous mentent », « c'était mieux avant »...).

Elle milite pour un repli de l'éducation et de l'enseignement selon des critères réactionnaires : on croit en des lois intangibles, à un pays éternel, à une religion.

L'extrême droite n'est pas « le premier parti des chômeurs.es et des précaires ».

C'est l'abstention qui est majoritaire, comme l'ont prouvé les différentes élections. Lorsque l'extrême droite parle « des précaires », ce n'est que pour les opposer aux réfugiés et aux migrants.

Dans la réalité, les pratiques de l'extrême droite, c'est la fermeture du Secours Populaire comme à Hayange et à Hénin-Beaumont; c'est son absence du secteur associatif solidaire et des actions humanitaires.

L'extrême droite, c'est « le régime de la Peur »

C'est l'éloge du nationalisme dont découle naturellement une glorification des valeurs martiales, de l'armée. Une obsession de la sécurité nationale, contre les ennemis extérieurs mais aussi intérieurs, d'où une obsession sur le sujet de la criminalité. Primauté de la police sur la justice (discours sécuritaire), qui serait mieux à même de faire « justice » que les lois et les juges.

L'extrême droite, c'est le « culte du chef »

Un mouvement d'extrême droite est dirigé par un chef. « Celui-ci sait ». Il sait « les désirs de son peuple » puisqu'il représente le « pays réel » contre les élites. L'expression de « pays réel » est née en 1900 sous la plume de Charles Maurras (Action française). Suivant le degré de fanatisme de la population et l'idéologie de son parti, il mettra en place un style de gouvernement pouvant aller du type autoritaire à la pire dictature totalitaire.

L'extrême droite, c'est « le mépris pour les sciences, les intellectuels et les arts »

Pour les adeptes de la pensée d'extrême droite, les sciences et les arts sont les émanations vivantes du « système », les intellectuels leurs gardiens du temple. C'est pourquoi chaque dictature d'extrême droite tend à créer « sa » propre science, à contrôler les intellectuels, voire à les réprimer, et à créer son art « revivifié ».

de l'autoritarisme au fascisme

1.

LIAISONS DANGEREUSES !



Quand l'autoritarisme ouvre la voie au fascisme

1 Chapitre

Le quinquennat qui s'achève au printemps 2022 aura été notamment marqué par des mesures autoritaires. Ce durcissement radical de l'attitude de plusieurs membres du gouvernement, et surtout du président Macron, n'est pas une nouveauté dans l'histoire de la Vème République mais il n'aura jamais caractérisé aussi fortement une action politique.

On se rappelle toutes et tous les Marcellin, Pasqua, Pandraud, Sarkozy, Hortefeux, Valls, Cazeneuve, Collomb, pour ne citer qu'eux, (que des hommes...), de leurs discours agressifs et de leurs méthodes violentes et autoritaires à l'égard des mouvements sociaux. Malik Oussékine, Adama Traoré, Rémy Fraisse et Steeve Maia Caniço en sont les tristes exemples...

Si les agissements des gouvernements successifs ne font pas d'eux des fascistes, il n'en demeure pas moins qu'ils ont contribué à banaliser et systématiser la répression des manifestations qui perturbaient leurs plans. La militarisation des « bien nommées » forces de l'ordre entraînant des mutilations, tout comme les stratégies de nassage et de charges gratuites faisant dégénérer des manifestations, se sont développées en parallèle de « réformes » et de lois extrêmement régressives pour notre camp social.

Loi travail, contre-réforme des retraites, casse de l'assurance chômage, gel des salaires... tout cela constitue des violences sociales qui s'ajoutent aux violences policières. La violence d'État est donc multiple, mais elle frappe toujours les mêmes.

En 2013, VISA avait déjà tiré la sonnette d'alarme sur les dérives autoritaires des gouvernements européens suite à la crise de 2008. En voici un extrait :

« En Mai 2013, les analystes de l'Europe Economic Research de la grande banque d'affaires nord-américaine J.P. MORGAN ont publié des critiques très dures à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle « réforme politique » précise l'étude, a « même à peine commencé. »

Le document détaille ensuite les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne – la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie – qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe.

Les auteurs écrivent : *« Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme. »*

« Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des États centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme

politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise. »(…/…)

Ainsi donc pour ces messieurs de J.P. Morgan " la protection constitutionnelle des droits des travailleurs " et " le droit de protester ", acquis dans la foulée de la défaite du nazisme et du fascisme en 1945, sont des obstacles à une sortie de crise favorable... à leurs intérêts !

Certains de leurs homologues, dans les années 30, disaient : "plutôt Hitler que le Front Populaire"...

Eux, en 2013, avec un discours plus léché, prennent la même pente glissante. Nul doute que ce rapport a bien circulé dans les hautes sphères des États européens et que les dirigeants français s'en sont fortement inspirés. C'est ainsi que les décisions gouvernementales pour lutter contre la pandémie de la Covid 19, notamment le passe sanitaire, ont été sans nul doute prises dans un état d'esprit opportuniste : restrictions, surveillance et répression au lieu de confiance, pédagogie et transparence.

Tout ceci accumulé conduit certains et certaines à penser que Macron et ses sbires se comportent comme des fascistes modernes, et que le combat contre leurs politiques ultralibérales est aussi un combat antifasciste.

Pour nous, militant.es syndicalistes donc antifascistes, l'équation est plus compliquée. Nous pensons plutôt que les politiques régressives couplées à la répression policière font le lit de l'extrême droite en risquant de lui faire la place de « l'original plutôt que la copie » et que la lutte contre toute l'extrême droite demeure un combat spécifique dans lequel le mouvement syndical doit prendre toute sa place.

En mars 2021, VISA a publié une analyse sur un éventuel duel Macron – Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2022 (Le bal des vampires), avant que le sinistre Zemmour n'entre dans la danse. Nous y affirmions que les politiques ultra-libérales mises en place depuis 40 ans et leurs conséquences (le chômage de masse, la paupérisation, la dévastation des services publics et la remise en cause des droits syndicaux) sont le terreau sur lequel s'est développée l'extrême droite. Parallèlement à cela, le manque de perspectives politiques participe à la désespérance grandissante de la population et à la tentation de se tourner vers le pire.

> ***« Ne pouvant se passer de l'appareil répressif de l'État contre les mouvements sociaux et antiracistes qui se mobilisent contre sa politique, le gouvernement cautionne, justifie et même parfois suscite les pires dérives de la police, qui est, en partie, déjà gangrenée par l'idéologie raciste et fasciste. Face aux luttes et mobilisations qui se développent contre l'ultra-libéralisme le gouvernement Macron répond par la répression et la mise en place d'un arsenal juridique autoritaire et liberticide. Cela va de pair avec la stigmatisation des Français.es issu.e.s de l'immigration post- coloniale et (ou) de confession musulmane ou non à travers la récente Loi contre le séparatisme. Macron et la République en Marche n'ont aucune légitimité pour lutter contre l'extrême droite ! »***

Certains ministres macronistes ont régulièrement et ouvertement donné des gages à l'extrême droite en évoquant « l'ensauvagement » d'une partie de la société, en stigmatisant un pseudo « islamo-gauchisme » notamment à l'Université et en trouvant Marine Le Pen trop molle…

Jamais un quinquennat n'aura autant permis à l'extrême droite de bomber le torse. Le pari de Macron de tout faire pour que l'extrême droite se retrouve au second tour face à lui pour être réélu « facilement » est un jeu dangereux et mortifère. En ne répondant aux questions sociales que par l'autoritarisme, il ouvre la voie au fascisme.

En ne répondant aux questions sociales que par l'autoritarisme, il ouvre la voie au fascisme.

Les mobilisations contre la politique antisociale et sécuritaire du gouvernement sont encore trop

faibles et éparpillées, mais une volonté unitaire s'exprime dans de multiples appels à l'action. La gestion catastrophique de la pandémie, des masques aux vaccins, aggrave la situation de la population et rend encore plus urgente la nécessité d'un vaste mouvement social, et ce, sans attendre l'échéance électorale de 2022.

De la même façon, il n'est pas question d'attendre les bras croisés pour se mobiliser contre les dangers Le Pen et Zemmour ! C'est dès maintenant qu'il faut s'organiser dans l'unité la plus large. Collectifs, associations, syndicats, organisations politiques et partis progressistes doivent s'inscrire de façon unitaire dans un front large et commun, contre la montée de l'extrême droite et de la droite extrême, et ce, quels que soient les candidat.es.

VISA continuera de prendre toute sa place dans ce combat :

Pas une voix pour l'extrême droite !

le maquillage d'une campagne brune

2.


LA MARQUE BRUNE !
UNE POLITIQUE AU RABAIS...

Les codes visuels de la campagne du RN : le maquillage d'une campagne brune...

Chapitre 2

La campagne présidentielle de Marine Le Pen a commencé très tôt. La présidente du Rassemblement National a annoncé sa candidature dès janvier 2020 afin de se poser en seule opposante crédible à Emmanuel Macron. Elle la confirme lors du congrès de Perpignan en juillet 2021 et confie momentanément le parti à Jordan Bardella. Et c'est à Fréjus, ville conquise depuis 2014, qu'elle lance officiellement les opérations le 13 septembre 2021.

C'est la troisième fois qu'elle se présente, et elle doit surmonter plus d'obstacles que prévu. Il faut faire oublier les échecs précédents et surmonter une certaine lassitude de son électorat. Elle n'a pas réglé ses gros problèmes financiers. Et fait nouveau, elle est talonnée sur sa droite par Eric Zemmour.

C'est donc une campagne difficile qui s'annonce. Elle doit afficher une posture présidentiable incontestable, et se donner une image qui la distingue de ses concurrents tout en conservant le répertoire qui est le sien depuis 10 ans.

La campagne de 2018 avait été résolument bleue. Le bleu de la droite, le bleu de l'ordre… Les fonds de scènes étaient d'un bleu intense. Le logo, la rose-épée horizontale, encadrée par les slogans « Au nom du peuple » et « Marine présidente », figurait en bleu sur fond blanc. Bleus encore les titres des 144 propositions programmatiques.

La campagne pour 2022 décline une autre gamme. Le bleu reste très présent, mais la tonalité est différente, beaucoup plus claire, et d'autres couleurs apparaissent, notamment le vert. La candidate veut se démarquer de ses challengers et récupérer les grands sujets du moment. Elle veut apparaître rassembleuse et populaire.

Le nouveau code graphique utilisé dans ces premiers mois transcrit ces objectifs en utilisant une palette variée.

Une touche de calme et de clarté

Sur la première affiche officielle de la campagne, sur un fond de feuillages, la candidate porte désormais un costume bleu clair. Un bleu « aigue-marine » (bien sûr !), symbole de protection et de tendresse, qui permet d'évoquer son prénom, la mer des origines bretonnes, le bleu marial de la Vierge de Lourdes... Carton plein !
Les premiers entretiens publiés sur le site officiel de la campagne « M la France » sont réalisés chez elle. Les pièces sont claires, l'ambiance est intime, calme. Les chats ne sont pas loin…
Même touche de douceur dans l'écharpe rose tendre arborée en octobre lors de divers déplacements.

Une touche de responsabilité et d'expérience

Les codes de la campagne de Marine Le Pen

veulent aussi signifier son sérieux, son expérience, sa capacité à gouverner. Dans ses interventions publiques, elle revêt le plus souvent une veste sombre sur un chemisier blanc, le costume quasi obligé du candidat sérieux à la présidence. Les quelques fantaisies vestimentaires sont généralement réservées aux tournées sur le terrain.

Sobrement, c'est le « M » qui fait désormais logo. Initiale et affirmation, il introduit le slogan de la campagne « Aime la France ». Sur scène, il est doublé par l'annonce « Le temps est venu », comme un rappel aux troupes.

Ce M à double sens repose sur un discret jambage tricolore qui évoque les documents officiels ou les décorations républicaines. L'animation dépliant la lettre à la façon de Netflix a fait rire, mais elle est explicite. Marine veut représenter la République.

Le jambage bleu blanc rouge devient ensuite ruban tricolore et réapparaît partout sur le site pour souligner les propositions de campagne et les fondamentaux du parti.

Une touche d'écologie

C'est l'irruption du vert qui est la modification la plus notable dans cette nouvelle campagne électorale. Marine Le Pen se proclame désormais défenseuse de l'environnement, et veut que ce soit visible.

Le vert s'affiche ostensiblement avec le fond de feuillages du portrait et de l'affiche de campagne. La candidate arbore même parfois, ce qui est nouveau, un manteau vert lors de ses interventions en région.

Plus discret mais insistant, le vert est aussi largement utilisé sur le site internet : dans les bandeaux, les flèches et icônes de navigation, les panneaux d'information.

Une touche de libertés

En vert encore, le slogan de la campagne « Libertés, libertés chéries » n'est évidemment pas choisi au hasard. La référence à la République des origines s'oppose au récit royaliste de Zemmour. Et le pluriel permet de reprendre les slogans des Gilets Jaunes et les revendications des manifestants anti-pass sanitaire soutenues par Florian Philippot.

Mais elle prend le soin de rappeler « Je serai la présidente des libertés françaises, et croyez-moi, ça changera tout ! ».

Sur toujours le même fond brun

Le thème des libertés plurielles sert surtout à décliner les fondamentaux du Rassemblement National. Le mot est répété à l'envi et sert à introduire tous les sujets évoqués.

Au delà de la défense de « la France des oubliés », qui constituerait désormais son socle électoral, c'est bien sûr les thèmes de l'immigration, de l'identité et de la sécurité qui sont sans cesse réaffirmés. Gageons que les affiches de campagne viendront bientôt rappeler avec force que ces thématiques appartiennent en premier lieu au Front National/Rassemblement National.

Aux origines de la flamme tricolore...

Si la flamme tricolore n'apparaît pas dans la campagne 2022, elle demeure le logo historique du parti et n'a pas été abandonnée lors du changement de nom du Fn en Rn.

De tous temps à jamais, la flamme tricolore est le symbole du parti Le Peniste. Apparue dès la création de l'organisation le 5 octobre 1972, elle est identique à celle du MSI, le parti néo-fasciste Italien, et ce n'est pas un hasard.

En effet, pour bâtir son parti, Jean-Marie Le Pen s'est inspiré du fonctionnement, de la structuration et des visuels du MSI. La flamme tricolore s'est ainsi imposée naturellement comme emblème du Fn.

… La marque d'un parti fasciste !

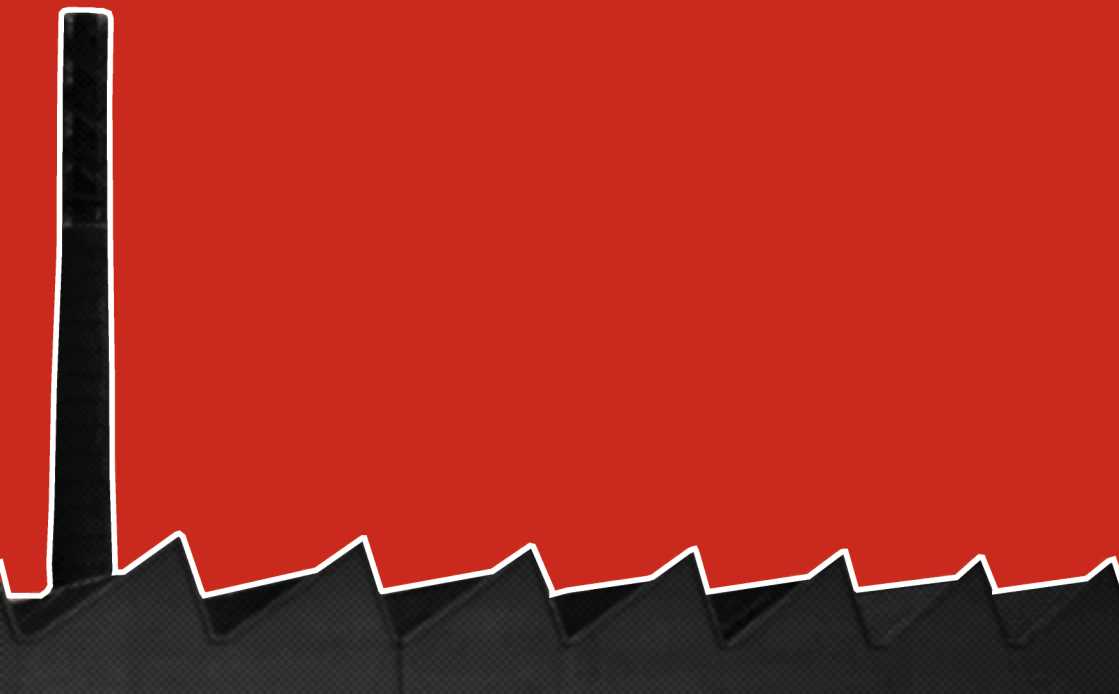
Et pour cause ! Cette flamme symbolise l'ascension au ciel de l'âme de Mussolini ! Avec cette marque historique irréfutable et permanente de l'appartenance du Fn/Rn à la famille fasciste, la dédiabolisation affichée ne peut ni ne doit tromper personne, tout comme les discours « pro-sociaux » de pure opportunité.

IDÉES COURTES POUR DÉGÂTS MAXIMUM!



un programme soi-disant social et économique

3.



Déconstruction du programme soi-disant social et économique du RN

3. Chapitre

A l'heure où nous écrivons ces lignes, le Rassemblement National n'a toujours pas présenté ni publié son programme détaillé pour l'élection présidentielle d'avril 2022.

Cela étant dit, plusieurs points de leur campagne sortent au fil de l'eau, sur leur site internet, dans les interviews, déclarations, conférences de presse et force est de constater que la posture générale du RN pour cette élection ne change pas vraiment des précédentes. En dehors de quelques points de programmes qui auront évolué, changé etc... la ligne directrice reste globalement la même : l'immigration est la source de la plupart des maux des français.ses !

La particularité de leur ligne électorale est à relier à la période actuelle et des dernières années. Marine le Pen et les dirigeants du RN qui passent sur les plateaux télé le disent haut et fort : nous n'avons qu'un seul adversaire, c'est Macron !

L'opportunisme et la démagogie sociale sont cette fois-ci à mettre en lien avec le mouvement des Gilets Jaunes dont le RN tente scandaleusement de se faire le porte-parole.

La candidature Zemmour pousse le RN à deux choses : avoir un projet plus structuré (être plus crédible) et plus ferme sur l'immigration et mettre en avant leur « sensibilité sociale ». C'est d'ailleurs ce qu'a précisément dit MLP sur le plateau de BFM TV le 10 octobre 2021 : « j'ai une sensibilité sociale plus importante que celle de Zemmour ». Ainsi, la question du pouvoir d'achat va tenir le haut du pavé de leurs déclarations en vue de l'élection, à tel point que le RN va revendiquer une politique de solidarité nationale contre l'ultralibéralisme.

Immigration

Sur cette thématique, aucune surprise de fond évidemment, le RN reste un parti profondément raciste et xénophobe. C'est donc en toute logique que la lutte contre l'immigration demeure la colonne vertébrale du programme du RN pour l'élection présidentielle de 2022. Est-il besoin ici de préciser de quel type d'immigration il s'agit ? Nous ne le pensons pas…

Le RN va essentiellement mettre en avant : le fantasme d'une soi-disant « submersion migratoire » (pour reprendre leurs propos) ; l'identité et le mode de vie des français.ses en danger ; le coût de l'immigration qui impacte le pouvoir d'achat des français.es ; les liens entre immigration et terrorisme islamique !

C'est pour apporter une réponse à tous ces soi-disant maux que le RN va dégainer sa proposition de référendum sur l'immigration lors d'une conférence de presse en date du 28 septembre 2021. Si Marine le Pen était élue Présidente de la République, elle lancerait immédiatement un référendum, dont la question posée serait la suivante : « Approuvez-vous le projet de loi C2I : citoyenneté, identité, immigration ? ».

L'idée de ce projet de loi à faire ratifier par réfé-

rendum est, selon Marine le Pen, de proposer « une solution clé en main pour régler les problèmes de l'immigration ».

Les mesures principales de ce projet de loi sont les suivantes :

« Priorité nationale inscrite dans la Constitution ; priorité nationale en matière d'emploi, de logement et d'aides sociales ; allocations familiales réservées aux français ; d'autres allocations seront possibles pour les étrangers mais seront soumises à une obligation d'avoir travaillé 5 ans en équivalent temps plein sur le sol français ; l'interdiction de la régularisation des illégaux sera la règle ; l'expulsion des étrangers délinquants sera aussi la règle ; le fait d'entrer ou de se maintenir sur le territoire en tant qu'illégal redeviendra un délit ; des sanctions pénales contre toute action de complicité avec l'immigration illégale seront appliquées ; les demandes d'asile ne seront prises en compte que si elles ont été faites hors du territoire français et concerneront uniquement le fait d'être personnellement menacé par l'Etat d'origine, le statut sera régulièrement réétudié ; fin du regroupement familial ; aller vers la fin du droit du sol ; la naturalisation sera soumise à des conditions d'assimilation strictes et vérifiées ; la déchéance de nationalité des bi-nationaux et naturalisés coupables de crimes graves sera précisée ; le droit de vote et l'éligibilité à la fonction publique seront réservés aux nationaux (sans remise en cause du droit de vote aux élections locales des ressortissants européens) ; fin du communautarisme et de la « discrimination positive » ; neutralisation de l'accord franco-algérien de 1968 … ».

Voilà le monde d'après que nous prépare le Rassemblement National : la priorité nationale inscrite dans la Constitution serait l'institutionnalisation du racisme à tous les niveaux de la société !

Imposture et démagogie sociale

/// Pouvoir d'achat

En cette campagne présidentielle, le RN n'a (presque) qu'un seul mot d'ordre à la bouche : augmenter le pouvoir d'achat des français.es ! Propose t'il pour cela l'augmentation des salaires ? Bien sûr que non ! Et la raison est double, et elle est simple : ce n'est pas dans son ADN d'être aux côtés des travailleurs.ses, mais ça l'est de l'être aux côtés du patronat. Augmenter le SMIC, augmenter les salaires, ce serait faire peser « le poids » de ces augmentations sur les patrons. Et de cela, il n'en est pas question !
Il est essentiel de comprendre cela pour se convaincre que tout le reste n'est que mesure d'affichage, mensonges et démagogie.

En tout premier lieu, et c'est le cheval de bataille du RN, faire peser la responsabilité du chômage et du manque de pouvoir d'achat des français. ses sur le dos des étrangers et des immigrés… ainsi que sur les impôts (idéologie poujadiste et d'extrême droite classique).

Marine le Pen et ses différents porte-paroles nationaux répètent donc à longueur d'interviews vouloir « rendre aux français 200 euros par mois »…le tout financé en coupant les dépenses liées à l'immigration !

Le racisme endémique du Rassemblement National est construit sur la manipulation et le mensonge. En effet dans un rapport publié en 2021 par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le coût de l'immigration est nul dans les États étudiés. Qu'en est-il en France ? La contribution budgétaire nette des personnes nées à l'étranger est de 1,02 %. Le rapport OCDE indique : « Ça veut dire, concrètement, que les impôts et les contributions qui sont payés par les immigrés sont un peu plus importants que ce que la France dépense pour leur protection sociale, leur santé et leur éducation ».

C'est une constante au RN : laisser passer l'idée que c'est l'immigration qui impacte le pouvoir d'achat des français.

Qu'il est bien pratique pour le RN de pointer du doigt les immigré.es ! C'est évidemment bien plus confortable que de s'attaquer aux véritables problèmes, à savoir par exemple l'évasion fiscale ou les exonérations de « charges » sociales des entreprises, les salaires mirobolants de certains patrons…ou à la logique même du système libéral.

Car pour le RN, la solution pour le pouvoir d'achat des français est d'expulser les étrangers

et de baisser la TVA sur les énergies (essence, gaz, électricité) à 5,5% (contre 20% aujourd'hui). C'est une de leur proposition phare ! Et qui cela concernerait t'il ? Eh bien tout le monde, donc également les foyers les plus aisés !

C'est donc encore une supercherie. Si le RN avait vraiment la volonté d'aider les populations les plus en difficulté en baissant la TVA sur les énergies, il proposerait, ce qu'il se garde bien de faire, un système de taxation progressif en fonction des revenus des foyers ? Ainsi les plus pauvres payeraient moins, et les plus aisés payeraient plus, ce qui financerait d'autres mesures d'aides aux plus pauvres ! Mais non, au RN, on est très soucieux de ne pas toucher au pouvoir d'achat des plus riches !

/// Réforme de l'assurance chômage

Sur ce sujet, il est en premier lieu important de se rappeler ceci : dans le programme présidentiel du RN de 2017, il n'y avait aucune proposition visant directement les demandeurs d'emploi. Les termes «chômage», «chômeur» ou «demandeur d'emploi» étaient d'ailleurs absents du programme.

Et pourtant, nous avons une Marine le Pen, la main sur le cœur et la larme à l'œil, qui dénonce maintenant haut et fort cette réforme : « avec la réforme de l'assurance chômage, le gouvernement considère que les français, les chômeurs, sont des fainéants. Ça c'est la théorie de droite à laquelle je ne crois pas » (BFM TV le 10 octobre 2021). Puis d'ajouter : «…Les 6,5 millions de français qui sont au chômage ne peuvent pas travailler car il n'y a pas d'emploi », ou encore « on nous dit qu'il manque 1 milliard d'euros pour financer l'emploi, eh bien en supprimant l'Aide Médicale d'Etat (AME) pour les étrangers on retrouve ce milliard en question. ».

Avec le RN, les étrangers portent définitivement beaucoup de poids sur leurs épaules…et le patronat beaucoup moins, lui qui est pourtant bel et bien responsable de dizaines de milliers de licenciements chaque année pour augmenter ses profits !

/// Retraite.

La position du RN sur ce sujet semble ne pas avoir évolué depuis 2017 : Un affichage de la retraite à 60 ans…avec 40 annuités de cotisation ! C'est Laurent Jacobelli, porte-parole national de la campagne du RN qui en parle le plus clairement, sur le plateau de Public Sénat le 8 octobre 2021 : « Si vous commencez à travailler à 23 ou 24 ans, comme la moyenne des français, vous partirez à la retraite 40 ans plus tard »…donc à 63 ou 64 ans. Donc en gros, malgré leur affichage, la retraite ne sera pas à 60 ans pour la moyenne des français.ses ! Et bien entendu, sans dire un mot sur l'éventuelle prise en compte de la pénibilité, du nombre d'années d'études, des périodes de chômage, des interruptions suite à un congé maternité ou à un congé longue maladie !

Sur la prise en compte de la pénibilité, un élément était indiqué dans le programme de 2017, proposant un « nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite. ». Une médecine du travail qui sera reconstituée ? comment ? avec quels objectifs ? et surtout au service de qui ? Telle est la question dont la réponse, n'en doutons pas une seconde, se trouve du côté du patronat avec les conséquences que l'on connait !

Ce qui intéresse ici le RN c'est d'afficher la retraite à 60 ans pour rassurer les travailleurs.ses…. Tout en donnant les garanties nécessaires pour rassurer le patronat !

Puis, selon un article du journal Le Monde du 15 septembre 2021, Marine le Pen « s'appuie sur un sondage confidentiel, commandé pour tester plus de 100 mesures auprès des Français et aider ses équipes à bâtir son projet présidentiel. Les résultats de cette enquête ont été présentés à la direction du RN et aux Horaces, groupe d'une vingtaine de hauts fonctionnaires et conseillers de l'ombre, lors du week-end des 4 et 5 septembre. La retraite à 60 ans y figure et, au soulagement de l'état-major du parti, emporterait largement l'adhésion. ».

C'est un sujet qui divise au sein du RN ! Mais MLP tient coûte que coûte à l'affichage de la retraite à 60 ans. Ce que démontre la commande de ce sondage c'est que ce n'est pas par idéolo-

gie que le RN tient à cette mesure mais bien par opportunisme pur et simple.

Comment, dans ces conditions, avoir une quelconque certitude dans la volonté du RN d'appliquer la retraite à 60 ans ? D'autant plus si l'on a en tête certains de ses revirements passés.

Lors de la campagne présidentielle de 2017, Marine le Pen avait rapidement exprimé sa volonté, si elle était élue, de mettre en œuvre sa réforme des retraites dès le début de son quinquennat… avant de se rétracter pour indiquer que ce serait plutôt en fin de quinquennat ! No comment !

Puis, ayons également en tête ce qui était écrit dans le programme du FN de 2012 : « mais si malgré de fortes économies à faire sur les dépenses néfastes de L'État, le système de retraite reste fragile et en danger, alors les français accepteront les sacrifices qu'on leur demandera en augmentant la durée des cotisations ». Expression d'un peu « d'honnêteté »….et de beaucoup de cynisme !

Et en voilà un peu moins de l'honnêteté : «Je soutiens la grève, la mobilisation, la manifestation du 5 décembre» disait Marine le Pen au démarrage de la grande mobilisation contre la réforme des retraites fin 2019, début 2020. Difficile de faire plus mensonger et plus opportuniste ! Mais ce n'est pas nouveau chez les fascistes.
N'oublions pas les leçons de l'histoire, il n'est pas nouveau que les partis d'extrême droite fassent croire qu'ils soutiennent des revendications sociales.

Lors du lockout des métallurgistes en Bavière en mars 1931, l'un des dirigeants de la NSBO (Cellule d'entreprise nationale socialiste, un pseudo syndicat créé par le parti Nazi) déclarait « Si nous les travailleurs allemands nous voulons voir nos efforts en tant que grévistes vraiment couronnés de succès, alors la seule solution est la grève générale » (The nazis, capitalism and working class de Donny Gluckstein). On connait la suite des événements…

/// Hôpital public

Nous avons ici un exemple typique de l'opportunisme du RN, cette fois-ci directement lié à la crise sanitaire.

Sur les plateaux TV, plusieurs portes paroles nationaux de la campagne du RN s'élèvent soi-disant contre les dizaines de milliers de lits d'hôpitaux qui ont été supprimés !

Mais pourquoi ne s'en sont-ils pas préoccupés avant ? Les suppressions de lits d'hôpitaux ne datent pas de l'ère Macron, bien au contraire. Pourquoi n'y a-t-il pas un mot sur le sujet dans le programme du RN de 2017 ? On vous laisse deviner la réponse !

Dans un communiqué en date du 16 novembre 2021, le RN décrit une visite de Marine le Pen au SAMU de Paris et précise :

« Elle a, à l'issue de ce déplacement, présenté ses premières mesures en matière de santé qui concernent les urgences ; outre un renforcement significatif des personnels, un accroissement de leur formation et une revalorisation salariale »
Outre l'aspect hautement démagogique et opportuniste lié à la crise sanitaire (encore une fois les précédents programmes présidentiels du FN/RN ne disent quasiment rien de l'état du système hospitalier), nous posons les questions suivantes : Renforcement significatif des personnels : combien ? Un accroissement de leur formation : comment ? Une revalorisation salariale : combien et comment ? Sous forme de primes ? en dégelant le point d'indice ? en augmentant les salaires nets ???

Et quand est-il du financement général de l'hôpital public ? Là-dessus pas de réponses !

Puis vient une proposition surprenante (ou pas) :

«Elle propose également de systématiser l'adossement de cabinets médicaux libéraux aux urgences afin de prendre en charge les patients qui ne relèvent pas des urgences, mais qui attendent tout de même une réponse médicale. »
Pour le dire plus clairement : pas plus de moyens financiers pour développer le système des urgences hospitalières publiques, mais un recourt au privé par le biais de cabinets libéraux !

Puis, dans une vidéo en date du 2 novembre 2021, Marine le Pen indique par ailleurs vouloir mettre en place un grand plan de sauvegarde de l'hôpital, avec comme premières mesures phares :

- « Un moratoire sur la fermeture des lits ». Donc dans le meilleur des cas on arrête les fermetures, dans le pire des cas on continue…car c'est bien le sens d'un moratoire, on arrête momentanément le processus le temps de discuter. Et surtout, il n'est absolument pas indiqué une augmentation des lits pour revenir à un niveau répondant aux besoins et pour compenser la suppression de plusieurs dizaines de milliers de lits en une quinzaine d'années !

- « Une limitation à 20% des effectifs administratifs afin de redéployer les moyens financiers vers les personnels soignants. ». Comme si l'hôpital public ne dépendait que de personnels soignants. Outre le mépris affiché des personnels non soignants, c'est clairement un aveu de suppressions annoncées de toute une catégorie de postes dans l'hôpital public.

/// Soutenir les automobilistes

Nous allons retrouver ici des mesures essentiellement destinées à « draguer » les gilets jaunes, à savoir plusieurs mesures autour des automobilistes : Baisser les tarifs des péages de 10 à 15%, revenir sur les 80 km/h, assurer l'accès à tous les véhicules aux villes, et supprimer les malus sur les véhicules familiaux, qui est une mesure qui existe déjà, facile de faire des promesses dans ces conditions .

Difficile de faire plus opportuniste !

Puis, un des premiers grands projets de la campagne du RN est de « renationaliser les autoroutes ». Au-delà de l'enjeu, pour Marine Le Pen, si elle est élue, de posséder et contrôler un important secteur de l'économie et de la logistique, le projet de « nationalisation » semble tout à fait improbable à mettre en œuvre d'un point de vue économique…en tout cas de la façon dont le RN le présente.

Comment compte-t-il entamer le bras de fer avec Eiffage ou Vinci (entre autres) qui détiennent des concessions pour plusieurs années encore ? Et avec quelles contreparties ?

Selon de nombreuses estimations (https://www.franceinter.fr/economie/nationaliser-les-autoroutes-d-accord-mais-ca-couterait-combien), cela coûterait à l'Etat entre 40 et 50 milliards d'euros.

Certainement pas par l'expropriation sans indemnités de ces sociétés qui se sont « gavées » depuis des années en bénéfices faramineux. Pas question pour le RN de s'en prendre aux profits capitalistes.

Alors, comment le RN compte t'il financer cela ?....attendez, on a une idée : réduire les coûts de l'immigration !!!!

/// Audiovisuel

Une fois n'est pas coutume (enfin si), commençons par nous rappeler le programme du RN en 2017 concernant l'audiovisuel : « Réformer le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel avec la création de trois collèges : l'un composé des représentants de l'État, le deuxième de professionnels, le troisième de représentants de la société civile (associations de consommateurs, de téléspectateurs, etc.). ». C'est le seul point de programme trouvé !

Programme pour 2022 : on privatise l'audiovisuel public ! Donc en 5 ans, on part de rien, ou presque, à une privatisation majeure ! Décidément, en 5 années, il s'en passe des choses au RN. Evolution idéologique ? Bien sûr que non, encore et toujours de l'opportunisme qui surfe sur une défiance grandissante de certains médias, notamment publics et depuis le mouvement des Gilets Jaunes.

Dans un article (repris sur le site de campagne du RN) du quotidien d'extrême-droite Causeur, en date du 15 octobre 2021 et consacré à la proposition du RN sur l'audiovisuel, on lit qu'une vision plus claire est développée : « À l'heure où l'État doit plus que jamais s'affirmer comme stratège, régalien et protecteur, il doit cesser de s'éparpiller dans des métiers comme celui de patron de presse. Les médias étatiques sont la marque des régimes autoritaires, des médias libres et régulés celle des démocraties confiantes et apaisées […] Cette emprise étatique dans un secteur si peu régalien a en revanche une conséquence fâcheuse : empêcher nos champions nationaux de l'audiovisuel d'atteindre la taille critique pour rayonner dans la bataille internationale qui se livre dans ce secteur d'activité. Une fois n'est pas coutume, le désengagement de l'État servirait le patriotisme économique. ». Quelle hypocrisie de la

part de l'extrême-droite de mettre en avant le fait que « les médias étatiques » sont la marque des régimes autoritaires. Ce RN qui est tant lié aux régimes ultra autoritaires et notamment celui de Viktor Orban en Hongrie (avec qui MLP a justement tenu une conférence de presse le 27 octobre 2021).

En effet, dans un article de Radio France du 30 novembre 2018, il est expliqué comment Victor Orban a mis la main sur l'ensemble des médias de son pays : « mercredi 28 novembre : les différents propriétaires de plus de 400 médias hongrois (400 ! Des grands et des petits journaux, des radios, des sites d'information) ont tous annoncé la même chose. Ils «donnent» leurs médias à une seule et unique fondation. «Donner», ça traduit bien l'influence de Viktor Orban, parce ce que cette «Fondation des médias et de la presse d'Europe centrale» est contrôlée par deux avocats, tous les deux proches du Premier ministre. Et dans sa charte, elle prétend «veiller à la préservation des valeurs nationales». L'opération doit encore être validée par l'autorité de régulation officielle des médias, mais ce sera une formalité : cette autorité est dirigée elle aussi par un proche de Viktor Orban ! ».

Non, ce n'est pas la nature (publique ou privée) des médias qui définit l'autoritarisme d'un Etat, c'est la nature même de cet Etat qui le définit, et comment il est capable de mettre au pas les médias, qu'ils soient publics ou privés !

Par ailleurs, cette proposition du RN, comme il est expliqué dans la deuxième partie de l'extrait de l'article de Causeur a évidemment pour objectif majeur de faire un cadeau gigantesque aux grands patrons de presse dont Marine le Pen pourrait espérer en retour une collaboration et une belle place dans leurs médias lors de la campagne présidentielle…et après en cas de victoire.

C'est donc une grande supercherie qui enverrait de nombreux.ses travailleurs.ses de l'audiovisuel public dans les bras de médias privés, avec des conditions salariales et de travail profondément dégradées.

Le tout présenté comme une mesure visant redonner du pouvoir d'achat aux français en supprimant la redevance audiovisuelle. Mais une fois l'ensemble des médias français aux mains du patronat, qu'est-ce qui empêchera les tarifs d'accès à ces mêmes médias d'augmenter ? On peut en être sûr, certainement pas un Etat aux mains du RN !

Par ailleurs, ce serait une porte ouverte à la multiplication de chaînes télévisuelles, comme Cnews, dédiées à la propagande d'extrême droite et de la fachosphère.

Fiscalité – entre attaques idéologiques et affichage de façade !

/// Un impôt sur la fortune qui n'en est pas vraiment un :

Depuis plusieurs années maintenant, Marine le Pen crie haut et fort sa volonté de rétablir l'impôt sur la fortune (ISF) avec comme principal objectif d'apparaître comme la candidate du peuple contre les plus riches !

Pour la campagne présidentielle de 2022, elle dit vouloir supprimer l'impôt sur la fortune immobilière (IFI – instauré par Emmanuel Macron en 2018 en remplacement de l'ISF) et le remplacer par un impôt sur les fortunes financières (IFF) sans expliquer quels produits financiers seraient taxés. Il ne reste rien ou presque de l'ISF qui tenait compte du patrimoine immobilier et financier.

Elle semble donc s'attaquer aux grandes finances…à ceci prêt que la résidence principale serait justement exonérée de cet impôt ! Celles et ceux qui dorment tous les soirs dans des palaces ou maisons luxueuses n'ont pas trop de soucis à se faire !

/// Solidarité intergénérationnelle…entre riches :

Et quand bien même…une autre mesure peut conforter les plus riches en leur permettant de contourner cet impôt : « permettre aux parents de donner sans impôts 100 000 euros par enfant tous les 10 ans » (contre 15 ans actuellement). Dans le programme de 2017, le RN proposait déjà cette mesure, mais en permettant cette donation tous les 5 ans ! Alors, que ferait le RN une fois au pouvoir ? 5 ans, 10 ans ? Difficile de le savoir tant leurs programmes sont semblables

à des girouettes ! Une chose est sûre, les plus riches seront épargnés ! Cette mesure ne favoriserait que les foyers les plus riches, les seuls à avoir un tel patrimoine à transmettre.

/// Impôts sur le revenu :

Une nouvelle proposition du RN pour 2022 : « Exonérer d'impôts sur le revenu tout jeune de moins de 30 ans ».

Prenons un exemple : on gagne 5000 euros à 29 ans, on est exonéré d'impôts. On gagne 1600 euros à 31 ans on paie des impôts !
Sous couvert de mesure sociale, ce « cadeau » ne toucherait que les plus hauts revenus, les moins de 30 ans étant pour la plupart peu ou non imposables.

Quelle est la logique d'une telle mesure ? Aucune, si ce n'est une proposition démagogique de soi-disant aide aux jeunes, tout en étant une attaque idéologique contre l'impôt sur le revenu, traditionnellement entreprise par l'extrême-droite.

Rien de nouveau, diminution des moyens de l'état, favorisation des plus riches …

Car ici il n'est toujours pas question d'augmenter le SMIC et tous les bas salaires pour aider notamment (mais pas que) les jeunes, et encore moins de, par exemple, augmenter les impôts sur le revenu des plus riches !

Le chef et le peuple... un Etat centralisé et autoritaire

Lors d'une interview sur Public Sénat le 8 octobre 2021, Laurent Jacobelli a précisé un élément de programme qui n'est pas nouveau et qui est très clair sur l'Etat que veut mettre en place le RN s'il accède au pouvoir : « Il faut un état fort et soutenir les maires ».

C'est à mettre directement en lien avec une des propositions du RN de 2017 : « Conserver trois niveaux d'administration (au lieu de six actuellement) : communes, départements et État. ». Mais également une autre proposition de 2017 : « Abaisser le nombre de députés à 300 (contre 577 aujourd'hui) et le nombre de sénateurs à 200 (contre 348 aujourd'hui) »

Pour le dire plus clairement : réduire le nombre d'élu.es et de potentiels contre-pouvoirs afin d'aller vers une centralisation extrême du pouvoir aux mains de l'Etat.

Il faut aussi se rappeler qu'en 2017, était également présent dans les 144 mesures du programme du RN l'extension « du champ d'application de l'article 11 de la Constitution ».

Cet article autorise le président (la présidente) à recourir directement au référendum. Étant aujourd'hui limité dans son application, son extension permettrait à une présidente RN de court-circuiter justement la démocratie représentative (le Parlement en premier lieu) pour entretenir un rapport direct au « peuple ». C'était le sens de leur proposition de mise en place d'un RIP (Référendum d'initiative Populaire).

Il n'est donc pas étonnant que Marine le Pen propose maintenant un référendum sur l'immigration mais met également en avant la mise en place du fameux RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) cher à de nombreux.ses Gilets Jaunes (opportunisme, quand tu nous tiens…).
Ces mesures dessinent le vrai projet du FN/RN : l'exaltation d'un État fort et l'affaiblissement ou la suppression de nombreux contre-pouvoirs… ainsi qu'un lien symbolique et plus direct entre un.e chef.fe et son peuple, à l'image des toutes les dictatures fascistes !

Enfin, mais ce n'est pas étonnant non plus, le RN compte engager, s'il est élu, deux lois de programmation pour la sécurité ou encore mettre en place la présomption de légitime défense pour la police…un véritable permis de tuer !

Un projet de destruction des syndicats

Le Rassemblement National s'inscrit dans la droite ligne des partis et dictatures fascistes dans l'histoire.

Le projet est résolument anti-syndical, donc tourné contre les intérêts des travailleurs et travailleuses. Pour 2022, Marine le Pen a indiqué vouloir mettre en place « la liberté syndicale », ce qui, selon elle, consisterait à permettre « des candi-

datures libres aux élections professionnelles », qui viseraient à briser le monopole de syndicats majoritairement à gauche.

Mais pour comprendre précisément leur projet sur ce point, il faut aller jeter un œil dans leurs programmes précédents car la stratégie de dédiabolisation en œuvre au FN/RN depuis 10 ans passe par un lissage de plusieurs de leurs mesures phares.

On pouvait par exemple ainsi lire dans le programme de 2017 : « Instaurer une véritable liberté syndicale par la suppression du monopole de représentativité et moraliser la vie syndicale par un contrôle public du financement des syndicats ».

Ou encore dans celui de 2002 : « La liberté du travail sera rétablie par l'interdiction pénale des piquets de grève et l'exigence d'un vote personnel à bulletin secret, préalable à tout mouvement de grève ».

Cette haine du syndicalisme s'accompagne d'une volonté de revenir à un « syndicalisme » corporatiste tel qu'il a toujours été souhaité par l'extrême droite et qui a été mis en œuvre par Pétain en France ou bien Mussolini en Italie dans leurs Chartes du Travail, ou bien encore par Hitler, Franco ou Salazar. Tous avaient le même objectif : l'anéantissement des syndicats ! Ainsi, dans le programme du FN de 2012, on pouvait lire : « Une grande réforme des syndicats sera mise en œuvre avec comme objectif principal d'assurer une meilleure représentation des salariés. …. Des syndicats plus représentatifs travailleront mieux à la réelle défense des intérêts des salariés : ils seront en effet plus à même d'entrer dans des logiques de concertation constructives et moins tentés de recourir à un rapport de forces (grève, manifestation) pour pallier leur manque de légitimité. ». Dans celui de 2002, c'est encore plus clair : « Il convient d'amener les différentes représentations des salariés, des cadres et du patronat à dialoguer […] au sein de grandes organisations professionnelles réellement paritaires, c'est-à-dire où salariés et entrepreneurs ont un poids identique. ». Nous sommes bien là dans un pur projet basé sur le principe du corporatisme et de la collaboration de classes. Pour s'en convaincre, citons simplement quelques extraits de la Charte du Travail de Mussolini, lancée en 1927 : « L'organisation syndicale et professionnelle est libre. Mais seul le syndicat légalement reconnu et soumis au contrôle de l'État a le droit de représenter légalement toute la catégorie des employeurs et des travailleurs pour laquelle il est constitué »

« Dans le contrat collectif de travail, la solidarité entre les divers facteurs de production trouve son expression concrète, moyennant la réconciliation entre les intérêts opposés des employeurs et des travailleurs et leur subordination aux intérêts supérieurs de la production. »

« Les corporations constituent l'organisation unitaire des forces de production et en représentent intégralement les intérêts. »

« En vertu de cette représentation intégrale, les intérêts de la production étant des intérêts nationaux, les corporations sont reconnues par la loi comme des organes de l'État ».

Ne sous-estimons pas le danger RN, il est réel !

Communiqué FSU - SUD éducation - UNSA éducation - CGT éducation :

Personnels de l'éducation, nous devons rester toutes et tous uni-es contre l'extrême droite !

En 2017, lors de la dernière élection présidentielle, moins de 5% des enseignant·es et des personnels de l'éducation ont voté pour Marine Le Pen. Le monde de l'éducation a jusqu'alors résisté à la percée de l'extrême-droite de ces dernières décennies. Depuis 2017, les médias montent en épingle des enseignant·es engagé·es auprès de Marine Le Pen ou aujourd'hui d'Éric Zemmour. Or on constate qu'il s'agit, et heureusement, d'un phénomène très marginal.

Comment l'expliquer ? En tant que syndicalistes nous avons une connaissance privilégiée de l'institution et de ses personnels. Nous sommes convaincu·es que cette résistance aux idées d'extrême-droite est bel et bien indissociable des aspirations qui président aux métiers de l'éducation.

Et pour cause : être un·e professionnel·le de l'éducation, c'est faire sien l'héritage des Lumières, de la Révolution française, des conquêtes républicaines, contre l'obscurantisme et la pensée rétrograde. C'est porter l'histoire de la construction d'une école émancipatrice, des grandes batailles pour la laïcité et contre la mainmise des églises sur l'enseignement, pour l'extension et la défense du service public. Être un·e professionnel·le de l'éducation, c'est avoir la conviction que chaque élève a sa place dans notre société. C'est donc œuvrer au quotidien pour la tolérance et, à l'échelle de sa classe, de son établissement, pour que les préjugés antisémites, racistes, LGBTIphobes et sexistes ainsi que toutes les formes de discriminations reculent. C'est d'ailleurs ce qu'exigent de nous les programmes scolaires !

Enfin, être un·e professionnel·le de l'éducation, c'est assumer la ferme conviction que notre objectif est bien de former des citoyen·nes éclairé·es, et que la pédagogie, la bienveillance, la construction de la confiance avec les élèves et les familles, l'innovation ne sont pas des gros mots mais bien les leviers d'une école qui permette à toutes et tous de réussir.

Or, l'extrême droite représente l'inverse de tout cela. Elle incarne le courant politique issu en droite ligne de l'opposition à la République et à ses valeurs, depuis la Révolution jusqu'à la guerre d'Algérie, en passant par le régime de Vichy. Les récentes interventions de certain·es de ses représentant·es les plus médiatiques le

confirment, même si plusieurs années de tentative de “dédiabolisation” ont pu le faire oublier. Elle représente le courant le plus hostile au syndicalisme, à la démocratie sociale, aux acquis du mouvement ouvrier.

Enfin, elle est vent debout contre ce qu’elle appelle le “pédagogisme”, revendique un retour à l’école de l’estrade et des punitions, porte dans la société une vision décliniste et rétrograde de l’école, dans laquelle les enseignant·es seraient au fond les idiot·es utiles d’une menace sourde sur le destin de la France. Elle porte la lourde responsabilité de la désignation des enseignant·es comme bouc-émissaire des colères identitaires.

Elle est hostile à l’immigration, au féminisme, aux droits des personnes LGBTQIA+ : dans le champ de l’éducation, elle s’est illustrée ces dernières années par son opposition à toutes les politiques visant à promouvoir l’égalité. Plus généralement, on ne compte plus le nombre de personnalités d’extrême-droite condamnées par la justice pour provocation à la haine raciale.

L’extrême-droite ne condamne jamais l’insuffisance des moyens attribués à l’éducation. Jamais l’extrême-droite ne parle des vraies difficultés des personnels qui ont vu leurs conditions de travail se dégrader. Jamais l’extrême droite ne porte un regard critique sur les inégalités scolaires et sociales des élèves qui n’ont cessé de se renforcer.

Au contraire elle instrumentalise les craintes pour dénigrer l’école et ses personnels ou pour imposer des mesures de préférence nationale au sein du service d’éducation. Elle fait de l’école un prétexte pour imposer sa vision xénophobe et sécuritaire de la société.

Il n’est pas difficile d’imaginer ce que deviendrait l’école si l’extrême droite prenait les rênes du pouvoir. Nous en avons déjà une illustration dans les municipalités tenues par l’extrême droite avec des mesures anti-sociales telle que la fin de la gratuité de la cantine ou des transports pour les enfants des familles démunies, ou encore des entraves dans l’accès aux activités périscolaires.

Pour nous, responsables syndicaux·ales de plusieurs organisations de l’Éducation nationale, les personnels ont un rôle à jouer, particulièrement en cette période de campagne pré-électorale. Nous appelons donc solennellement les personnels de l’Éducation nationale à faire front contre la montée de l’extrême droite et ses idées, sur nos lieux de travail comme dans le débat public.

Communiqué CGT Schindler – *RH Île-de-France et Génération identitaire : La direction Schindler doit prendre position*

Schindler (entreprise d'ascenseurs), a embauché Pierre HENRY en tant que responsable des ressources humaines pour l'Île-de-France fin 2017. À l'occasion de la diffusion du reportage d'AL-Jazeera, Génération Hate, il a été identifié comme militant Identitaire, sous le pseudonyme de Pierre LARTI, par plusieurs salariés qui ont alors alerté la CGT Schindler. Le syndicat a diffusé à tous les salarié-e-s le communiqué ci-dessous.

Pierre HENRY a quitté alors précipitamment la société, sans que l'on sache s'il s'agit d'une démission ou d'une rupture à l'amiable négociée avec la direction. En tout cas, la vigilance syndicale a porté ses fruits ! Au moins un dossier de licenciement d'un salarié, géré par Henry/Larti, fait l'objet d'une procédure aux prud'hommes, ainsi que d'une saisine du Défenseur des Droits pour discrimination raciale.

Dans une émission de la chaîne Al Jazeera, des membres de la CGT Schindler ainsi que des salariés de l'entreprise ont pu reconnaître, sous le nom de Pierre LARTI, le responsable ressources humaines Schindler Île-de-France, Monsieur Pierre HENRY.

Choqués par les propos rapportés dans ce documentaire, de nombreux salariés, comme la CGT Schindler, ont effectué des recherches sur internet. Nous avons alors découvert les activités et les idées de Pierre HENRY. Il a été porte-parole de la section parisienne de Génération identitaire jusqu'en 2016, et a participé à de nombreuses actions de ce groupuscule d'extrême-droite. Dans une interview datée d'avril 2018, alors qu'il est en poste au sein de Schindler, il explique s'être fait discret. Mais à aucun moment il ne récuse ses idées.
Quelles sont-elles ? Lutte contre l'immigration dite massive, contre l'islamisation et pour la défense de pseudo-valeurs françaises, il prône la « remigration », c'est-à-dire le retour de l'ensemble des immigrés dans leur pays d'origine. En un mot, le RH Schindler IdF est partisan d'un véritable nettoyage ethnique.

De telles prises de position, racistes, sont intolérables, a fortiori quand elles émanent d'un homme qui a un pouvoir disciplinaire et hiérarchique sur plusieurs centaines de salariés. En tant que membre du service RH de l'entreprise, il joue un rôle dans l'élaboration de la politique de promotion et de recrutement des salariés, ainsi qu'au choix des sanctions ou des récompenses, il participe à part entière au comité de direction de la zone Schindler Île-de-France et dispose d'une délégation de pouvoir pour présider le comité d'établissement Île-de-France. Ses convictions ont nécessairement une influence sur ses choix, nous ne pouvons pas accepter que quelqu'un portant de telles idées reste à ce poste de responsabilité crucial pour les salariés.

La CGT est radicalement opposée aux conceptions racistes qui visent à opposer les travailleurs entre eux. Ces idées ne servent que la soif de profit des entreprises privées contre la satisfaction des besoins du plus grand nombre. Nous refusons l'opposition entre nationaux et immigrés, entre blancs, noirs, bleus ou jaunes. Nous affirmons la nécessité de mobiliser tous ensemble, gilets jaunes et gilets rouges, pour imposer d'autres choix.

Nous alertons la direction sur cette situation qui est en train de provoquer des tensions et des incertitudes parmi l'ensemble de nos collègues de travail sur l'éthique de l'entreprise. Une position claire et sans ambiguïté est urgente, pour savoir si l'entreprise partage, tolère ou au contraire refuse les positions politiques de Pierre Henry.

les laboratoires du cauchemar national

4.



Les municipalités d'extrême-droite, laboratoires préparant un cauchemar national ?

4 Chapitre

Pendant 6 ans, de 2014 à 2020, VISA a fait l'inventaire, preuves à l'appui, des politiques, actes et déclarations racistes, nationalistes, xénophobes anti-pauvres et antisyndicaux des maires frontistes. Cette « boite à outils » s'est concrétisée par la publication de trois tomes intitulés « Lumière sur Mairies Brunes » permettant à chacun.e de consolider et de manifester sa vigilance antifasciste et d'étoffer ses arguments pour contrer les discours haineux et mensongers.

Une grande majorité de ces maires d'extrême droite a été réélue. D'autres municipalités ont « basculé ». Cela prouve, que la prise du pouvoir au niveau local de l'extrême droite, est rarement éphémère. L'exemple de la mairie d'Orange qui a été dirigée par un maire facistoïde pendant 17 ans, avant qu'il ne soit devenu inéligible récemment, en est la démonstration.

Ceux celles qui pensent que l'application d'une politique « fasciste » entraîne prise de conscience et mobilisation sociale, et pourquoi pas une « révolution » se trompent. La défaite provoque d'abord la sidération.

Quand un.e maire d'extrême droite supprime les financements des associations, ferme les bourses du travail, exclut les enfants de la cantine sous prétexte qu'un des deux parents travaille, pratique la discrimination raciste, supprime les primes et les 35 heures pour les employé.e.s municipaux, débaptise des rues pour leur donner des noms de fascistes, d'antisémites ou de royalistes, exclut des marchés les vendeurs d'origine maghrébine, etc., la priorité n'est pas de « faire la révolution » mais de résister.

Toutes les luttes deviennent alors défensives !
Certain.e.s répondront, « oui mais, dans certaines municipalités, de droite et même de gauche, on a appliqué certaines de ces mesures ».
Certes, mais dans les Mairies d'extrême droite, les habitant.e.s ont subi la systématisation de toutes ces mesures appliquées à la puissance dix sans interruption.

Par ailleurs, la défaite, la peur et le sentiment d'impuissance d'une partie des habitants subissant ces politiques rendent difficile la résistance à ces mesures.

Enfin, alors qu'avant l'élection, ils n'étaient pas militants d'extrême droite, une partie de la population, « bascule » devenant des soutiens indéfectibles à la Mairie d'extrême droite. Clientélisme et corruption font partie des moteurs du fascisme quand il est au pouvoir.

Ces municipalités ont été le laboratoire du programme politique qu'appliquerait l'extrême droite s'il elle gagnait la présidentielle en 2022.
Imaginons ce que signifierait la victoire de l'extrême droite, l'année prochaine lors des élections présidentielles. Imaginons la mise en place, systématique, au niveau national de toutes ces mesures prises par les municipalités d'extrême droite qui se sont caractérisées pendant leur mandature par :

- Des attaques systématiques contre les organisations syndicales, les salariés et les associations.
- La chasse aux pauvres.
- La systématisation de politiques et des propos discriminatoire, racistes, antidémocratiques
- Promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, fasciste, intégriste, colonialiste et raciste.
- Les attaques contre la culture et monde culturel.

La prise du pouvoir au niveau national, par l'extrême droite aurait aussi pour conséquence la promulgation de nouvelles Lois, pour pratiquer, sans entrave, une politique encore plus raciste, d'atteinte aux libertés, aux droits syndicaux et associatifs, d'obsession sécuritaire et de haine des pauvres que celles qu'ont subies et subissent encore les classes populaires, les étrangers et le français.e.s issu.e.s de l'immigration dans les « Mairies brunes ».

Pour fourbir « nos armes » contre le danger fasciste, informer, convaincre et mobiliser, nous avons décidé de vous faire découvrir ou redécouvrir pour certain.e.s les méfaits, répertoriés des maires et municipalités d'extrême droite.

Attaques contre les syndicats, les salariés et les associations

Beaucaire

Le maire, réélu en 2020, a fait voter une disposition remettant en cause le temps de travail réglementaire. Il a entrepris de réduire la prime de fin d'année pour les employé.e.s ayant eu recours aux arrêts de maladie.

Il a déclaré : « Soixante-dix employés municipaux de trop », Affichant une volonté de réduire la dépense publique, sa politique : tailler dans les dépenses salariales. Le journal 'Le Monde' le citait de la manière suivante, dans un article publié le 26 mars 2016 : « Il se félicite de ne pas avoir remplacé vingt contractuels et assure que la mairie emploie encore soixante-dix employés de trop.

Il agresse verbalement une enseignante ayant refusé de lui serrer la main et déclare à la presse, qu'il avait attaqué « quelques syndicalistes sans éducation, privilégiés, aigris et sectaires, dont le comportement n'a rien à envier à celui de racailles ». Poursuivi par la CGT, il a été condamné à une amende de 1500 euros par le Tribunal correctionnel de Nîmes pour délit d'injure à l'encontre de la syndicaliste CGT enseignante. En réaction au jugement, il déclare : « Ils peuvent me faire condamner, installer la guillotine devant le Palais de justice, je continuerai à dire ce que j'ai à dire. ».

Hayange

Le Maire, réélu en 2020, a instauré un système de gestion clientéliste des contrats précaires, qui conduira à une grève des agents d'accueil de la petite enfance suite au non renouvellement du contrat précaire d'une auxiliaire de puériculture, en poste depuis quatre ans, âgée de 55 ans et employée en contrats précaires depuis toute sa vie, cette employée, d'origine maghrébine sera remplacée par une militante de FNJ (Front National de la Jeunesse).

Pendant la précédente mandature, la municipalité a attaqué, nommément le secrétaire général du syndicat CGT des fonctionnaires et agents territoriaux des établissements de la Ville de Hayange. Ce dernier fut traité de « fraudeur », parce qu'il aurait été rémunéré par l'administration en appliquant une NBI (Nouvelle bonification indiciaire) à laquelle il n'aurait plus droit, selon les prétentions de la mairie.

Le maire a insulté le Secours populaire local, en taxant l'association - qui aide matériellement au moins 800 personnes sur la commune - de «propagande pro-immigrés», et prétendant qu'elle serait «politisée». Puis, passant à la vitesse supérieure, a envoyé un huissier de justice avec la police municipale pour ordonner à l'association de quitter son local, coupure définitive du courant. La police municipale a même cherché à retirer le panneau qui ornait la porte d'entrée, et sur lequel le nom de l'association était inscrit.

Hénin-Beaumont

Le Maire, réélu en 2020, déclarait concernant les augmentations de salaires et les emplois communaux : « Il y a des augmentations mécaniques, mais on devrait y voir plus clair dans deux – trois ans, en n'ayant pas remplacé les départs d'agents non productifs », autre déclaration : « Quant aux embauches 2014, il n'y en a eu que 13, pour 24 départs ! »

Béziers

Lors de la précédente mandature une quinzaine de cadres furent licenciés. Le Directeur général des services (DGS) avait lancé l'offensive contre les organisations syndicales, en déclarant sur un ton menaçant : « Il est fini, le temps où les syndicats ouvrent les portes de la DRH à coups de pied. (…) Nous avons, nous aussi, les moyens de durcir le dialogue social, nous espérons ne pas les avoir à mettre en œuvre. ».

Par ailleurs, ce maire, réélu en 2020, avait traité un enseignant de « petit con » ajoutant quelques jours plus tard qu'il ferait déplacer l'enseignant de « sa » ville, et que ce dernier « mériterait une gifle.

Pour justifier le licenciement de l'ancien directeur de la médiation de la mairie de Béziers, six mois après son élection, le maire avait d'abord invoqué des divergences politiques et des questions de confiance Le tribunal administratif de Montpellier a considéré ce licenciement comme injustifié, et a ordonné sa réintégration à son poste de travail.

Le maire a envoyé une lettre recommandée aux organisations syndicales utilisatrices de la Bourse du travail, pour dénoncer le bail signé en 2007 pour 30 ans et exigé un avenant qui remette en cause la mise à disposition gratuite de l'immeuble.

Le maire a voulu expulser l'association biterroise contre le racisme (ABCR) de la Maison de la Vie associative (MVA) en lui refusant de lui attribuer une salle. Accusations d'utilisation d'une boite aux lettres pour les «clandestins», d'être une association «politique» et ou encore de tenir des réunions dans le hall de la MVA.

Villers-Cotterêts

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) voulait retenir une salle municipale pour une conférence-débat sur le droit à la Santé. La mairie frontiste a accepté... mais pour un prix de 1662 euros sous prétexte que le courrier avait été signé par le comité régional et non par l'antenne locale.

Ainsi, les recommandations du FN de voter «contre toutes subventions à des associations politisées (LICRA, MRAP, LDH, SOS Racisme…) des « officines » taxées de mener « une lutte hystérique contre le mouvement national », sont appliquées à la lettre.

Fréjus

Fin août 2016, deux associations, l'ASTI (Association de Solidarité avec tous les Immigrés) et le Forum Républicain, se sont vus refuser leur participation au forum des associations de la ville sans aucune motivation.

Cogolin et Fréjus

Jusqu'à 20 % de baisse des aides pour certaines associations ont été décidées pendant la précédente mandature, la location d'une salle de réunion par une association coûtera jusqu'à 100 euros !

La chasse au pauvre

Villers-Cotterêts

Le maire a déclaré qu'il était « contre la gratuité totale des transports scolaires » parce que cela constituait, à ses yeux, une « déresponsabilisation ». Il s'agit bien d'une prise de position antisociale, même si, hypocritement, il attaque aussi le département « qui ferme des écoles » en zone rurale, augmentant ainsi la masse globale du ramassage scolaire.

Beaucaire

« Beaucaire Magazine » a ciblé les « parents profiteurs », leur crime consistant à « abandonner » leurs enfants à la cantine scolaire sans paiement préalable, stigmatisant, honteusement ces parents en parlant de « pratiques inadmissibles ».

Le maire, lors de la dernière mandature, a supprimé toutes les subventions à la « Maison du vivre ensemble », un centre socio-éducatif qui assurait un soutien scolaire aux enfants en déclarant : « Si ces personnes ont besoin de soutien parce qu'elles ne parlent pas le français, ce n'est pas mon problème, ce n'est pas à nous de payer ! » La « Maison du vivre ensemble », qui accueillait jusque-là une centaine d'enfants en soutien scolaire, a dû fermer ses portes le 28 janvier 2015. Auparavant, un courrier du cabinet du maire avait intimé à tous les personnels l'ordre d'être « tous dehors ».

Fréjus

Un des centres sociaux de Fréjus, implanté dans un quartier populaire, a été fermé malgré une mobilisation sans précédent dans la ville contre cette mesure.

Le Pontet

Fin de la gratuité des cantines scolaires pour les enfants issus de familles démunies.

Désengagement du « Téléthon » local. Depuis dix ans, avec un soutien financier et une mise à disposition de personnel par la mairie, une course de 24 heures était organisée. L'année dernière, elle avait réuni 400 participant-e-s, ayant versé dix euros chacun-e. S'y ajoutaient des dons du public, pour un total d'environ 20.000 euros.

Hayange

Fermeture estivale d'un centre de jeunesse… pour financer l'opération « Hénin plage » qui coûte 300 000 euros, alors que le budget annuel du CAJ ne dépasse pas quelques dizaines de milliers d'euros.

Cogolin

Baisse de 20 % des budgets des écoles pour l'achat de manuels scolaires et de fournitures.

Etudes du soir ont été supprimées et remplacées par une garderie payante.

Fin aussi de la gratuité des transports scolaires, suppression des plats de substitution au porc dans les cantines et augmentation du prix du repas.

Mantes-La-Ville

Pendant sa mandature, le maire FN, non réélu en 2020, a favorisé la privatisation des crèches, supprimé la fabrication des repas sur place, et non renouvelé les contrats de nombreuses assistantes maternelles. Concernant les services sociaux de la ville, il a déclaré :« Vous savez, 95 % du temps, il faut dire non aux gens qui viennent vous solliciter, […] car je pense que c'est dans l'intérêt du collectif, ou que je ne peux pas parce que ce n'est pas à la commune de s'en charger » Que les pauvres quittent le centre-ville, mais restent dans leurs quartiers à l'abandon, sans que le maire n'accorde d'importance à leurs demandes, c'est ça, une mairie FN !

A Beaucaire, au Pontet et à Villers-Cotterêts

Les tarifs de la cantine ont été substantiellement augmentés.

Discrimination et racisme

De la préférence nationale à la priorité nationale mais dans les faits « Préférence raciale », les municipalités d'extrême droite pratiquent une discrimination raciste à peine « camouflée », les maires tenant aussi des propos abjects contre les français issus de l'immigration post coloniale, les étrangers et les réfugiés.

Beaucaire

Le maire stigmatise les enfants issus de l'immigration qu'il est, à son grand regret, obligé d'inscrire dans les écoles de « sa » ville : *« je tiens, en tant que Maire, à alerter le gouvernement et l'opinion publique sur le coût pour les*

contribuables et la répercussion sur le niveau des enseignements offerts à nos enfants de l'accueil d'élèves dits allophones (autrefois appelés primo-arrivants) dans les écoles françaises. A Beaucaire (16 000 habitants), ce sont ainsi 22 nouveaux élèves étrangers ne parlant pas français que je suis contraint par la circulaire n°2012-141 du 02/10/2012 d'accueillir dans les écoles de ma ville (du CP au CM2) en cette rentrée scolaire, sans compter les 9 élèves de maternelle. »

Le maire s'est vanté d'avoir entamé une politique de « nettoyage » (selon les mots des victimes de cette démarche) du marché de la ville. Comme son homologue de Cogolin, il souhaitait écarter des commerçants dont bon nombre sont d'origine maghrébine, pour faire un « marché provençal » ! Des emplacements d'étals ont été supprimés, sans qu'aucune alternative n'ait été proposée aux commerçants concernés.

Le maire a demandé une dérogation pour ne pas créer d'aire d'accueil pour les gens du voyage.

Marseille, 7ème secteur

Pendant la mandature du maire FN, non réélu en 2020, le nombre d'attestations d'accueil permettant à une personne résidant sur place d'inviter un ressortissant étranger, et facilitant l'obtention du visa pour ce dernier avait chuté *« de 200 à une soixantaine délivrées chaque mois »*. Le Monde fait état de *« réactions parfois violentes face aux refus aux guichets d'accueil de la mairie. »*

La mairie dit avait organisé pour les enfants de sa ville un spectacle de Noël… à la seule condition d'être munie d'une « carte nationale d'identité ». Ce maire n'hésitait d'ailleurs pas à affirmer par ailleurs qu'il existe *« dans cette ville et ce pays un processus de remplacement, de grand remplacement »*.

Refus de la mairie de la construction de nouveaux logements sociaux, en affirmant : *« Tant que cette politique-là sera mise en œuvre, en plus de la préférence étrangère de fait, (…) ce sera non pour nous. »*
L'association des Femmes Kurdes Arin-Mirkan organisait dans les 13ème et 14ème arrondissement de Marseille un festival en solidarité avec les combattantes qui affrontent Daech. Malgré l'autorisation officielle qu'il leur avait été accordée par la mairie, le maire du 7ème secteur, non réélu, s'est empressé de diffuser un tract ignoble et mensonger aux habitants d'un des quartiers de son secteur, notamment en comparant les organisatrices, elles et leurs soutiens, aux « casseurs des manifestations ». Dans cette lettre, le maire de secteur précise qu'il s'était opposé à la tenue de ce festival, dont les participants « s'agitent dans les Nuits Debout » ! Le maire FN parle même d'une « invasion » qu'ont dû subir les habitants des quartiers attenants au parc où avait lieu le festival, et s'excuse du bruit qu'ont subi ces mêmes habitants.

Une vingtaine de migrants en provenance de Calais devaient être accueillis dans un nouveau centre d'accueil de la Croix -Rouge dans le 7éme secteur de Marseille. Le maire FN de secteur, s'est immédiatement insurgé à l'annonce de cette nouvelle et s'est permis d'organiser un rassemblement d'une centaine de personnes devant lesquelles il a proposé le retour au pays de ces personnes comme seule solution viable !

Villers-Cotterêts

Le maire adjoint FN lors d'un différend portant sur une voiture mal garée profère des insultes : *« Dégagez de là, vous n'êtes pas dans votre cambrousse ! »* L'élu prétend ensuite que dans sa bouche, ces mots n'auraient eu aucune signification raciste : il n'aurait utilisé le terme « cambrousse » que dans le sens de « campagne », par opposition à la vie en ville.

Une élue municipale FN s'est illustrée par ses excès verbaux. Chargée entre autres du CCAS (Centre communal d'action sociale) sous la municipalité FN et membre de la « commission sociale » à la mairie, elle s'est lâchée sur Facebook, fin décembre 2015. A propos du débat sur la déchéance de nationalité pour certains binationaux, elle y écrivait : *« Pourquoi accorder tant d'indulgence à des êtres qui n'en valent pas le coup. (…) Juste les expédier du haut d'un avion dans leur pays d'origine que cela leurs plaise ou non, bien sûr accompagnés par une centaine de têtes de porcs et déverser du sang de porc par-dessus tout »*

Cogolin

Le maire, qui a quitté le FN en 2017, a été réélu en 2020. Il s'était illustré par sa vive opposition à la présentation d'un spectacle de danse orientale lors d'un Gala des associations. A travers des propos cités par le journal « Huffington Post », il assène qu' *« on est en Provence, pas en Orient ! »* Rajoutant même que : *« S'ils veulent vivre comme en Orient, les frontières sont ouvertes. ».*

Il s'était fait, aussi, le chantre de la « promotion de l'identité provençale et chrétienne », comme il l'exprima dans un entretien au nouveau et luxueux journal municipal « Cogolin Terre Mer », numéro 1. Ainsi s'est-il attaqué *« au marché du mercredi qui avait, très certainement, perdu son caractère provençal pour devenir un marché tout à fait oriental ».*

Dans le numéro 3 du même magazine, déclaration de l'adjointe déléguée aux Affaires sociales de la mairie : *« Comme nous l'avions annoncé pendant la campagne, nous mettons en place une politique sociale qui intègre la préférence nationale et surtout la « préférence cogolinoise », plus particulièrement en matière de logements sociaux, pour lesquels il y a beaucoup de demandes ».* Ce qui ne constitue rien d'autre que l'affirmation d'une intention politique qui est, purement et simplement, contraire à la Loi et à la Constitution.

Toujours dans le bulletin « Cogolin Terre-mer », un article a fait ouvertement de l'agitation contre le fait que *« la municipalité (a été) contrainte par le procureur de la République de marier une étrangère en situation irrégulière, ayant outragé deux agents publics ».* Il s'agissait, en fait, de l'histoire d'un couple franco-marocain que la municipalité FN avait longuement refusé, en toute illégalité, de marier. Seul le procureur de la République, que le maire peut saisir en cas de soupçon, a le pouvoir de s'opposer à la célébration du mariage, et uniquement au cas où il a des raisons fondées de penser qu'il s'agit d'un mariage « blanc ». Ce qui n'était pas le cas ici. La mairie a donc été contrainte d'appliquer la Loi, tout simplement.
La mairie a exprimé son vif souhait de voir écartées des sorties scolaires des mères de famille portant le foulard.

Hayange

Le maire a déclaré que *« la danse orientale est incompatible avec le Front national ».* Il déplore que « *le catholicisme était totalement abandonné au profit d'un communautarisme »,* sous-entendu musulman.

Fréjus

Un permis de construire une mosquée dans le quartier de La Gabelle avait été délivré. La municipalité FN/RN a ensuite pris un arrêté interruptif des travaux, sous prétexte que le chantier aurait débuté « en dehors du délai imparti ». Toutefois le Tribunal administratif de Toulon a annulé cet arrêté autorisant ainsi la poursuite des travaux.

Béziers

Le maire, lors d'une émission de télévision, a publiquement affirmé qu'*« il y a 64,6 % d'élèves de confession musulmane dans les écoles publiques de Béziers ».* Ménard prétendait alors que la mairie disposait de ses propres statistiques en la matière, et qu'il était facile de déduire l'appartenance confessionnelle des enfants *« grâce aux noms et prénoms ».*

Le maire se présente, devant des familles réfugiées de Syrie, pour leur lancer : *« Vous n'êtes pas les bienvenus, vous devez partir ! »* remettant en cause la présence de deux centres d'accueil de demandeurs d'asile (gérés par l'Etat) dans la ville.

La mairie s'est illustrée en publiant dans le journal municipal (mensuel) une « Une » racoleuse intitulée : « Ils arrivent ». Un photomontage, toujours à propos des migrants, montre un train bondé – la photo ayant été prise en Macédoine – devant un prétendu panneau de signalisation qui porte l'inscription suivante : *« Béziers 3.865 km. Scolarité gratuité. Hébergement et allocations pour tous ! ».*

Hénin Beaumont

La majorité municipale FN a voté une motion présentée par l'adjointe à la famille et à la petite enfance. Cette motion visait à dénoncer l'arrivée de personnes demandeuses d'asile et de *« s'opposer à l'arrivée »* de ces personnes sur la ville en raison de la *« crise du logement ».*

Orange

Dans un numéro du bulletin municipal, le maire avait crié au scandale en dénonçant le fait que les appels à la prière musulmane, dans le quartier de Fourchevieille, se fassent par le biais de hauts parleurs ! C'est évidemment un mensonge éhonté dénoncé par l'opposition municipale. Mais au-delà du mensonge c'est la terminologie de l'article qui est frappante par sa haine et son racisme. L'article débute par *« à Fourchevieille, des prières islamiques sont diffusées par hauts parleurs dans les rues depuis l'illégale mosquée salafiste. On se croirait en plein Moyen -Orient où le muezzin appelle à la prière ! ». Puis l'article se conclue par : « Il (l'Etat) laisse les musulmans imposer leur religion et leur culture en toute tranquillité dans la rue. A quand le changement de nos villes, de nos rues, en arabe !? »*

Camaret-sur-aigues

La FSU 84 a dénoncé une « campagne politique et idéologique malsaine » menée par le maire de Camaret-sur-Aigues contre les cours d'ELCO (Enseignements de Langues et de Cultures d'Origine, relevant d'accords bilatéraux entre la France et 9 autres pays) de marocain et de turc, se déroulant dans les écoles primaires de la commune. Le maire s'opposait fermement à la mise à disposition de locaux appartenant à la commune. Pour se justifier, le maire évoquait, au sujet des enseignants intervenants dans l'ELCO, de prétendues *« inquiétudes des parents concernant la présence dans les écoles de personnels dont le parcours est inconnu » et d'ajouter que ces enseignants « ne rendent de comptes à personne ».* Ces propos sont totalement mensongers puisque les enseignants en question sont connus de l'Education Nationale et soumis à des inspections.

Promotion d'une idéologie sexiste, homophobe, fasciste, intégriste, colonialiste antisémite et raciste.

Cogolin

Le maire voulait renommer une place de sa ville en lui donnant le nom de Maurice Barrès (écrivain de la droite nationaliste, professant non seulement un *« nationalisme intégral »*, mais aussi des thèses indéniablement antisémites.

Dans un discours de 14 juillet le maire a expliqué qu'il ne fêtait pas la Révolution mais *« le mode de vie que notre nation a acquis »,* il fustigea les *« quartiers de non-droit »*, revendiqua la « laïcité » et pour ceux qui n'auraient pas tout compris, il invoque les racines chrétiennes de la France en déclarant : *« Le sang qui coule dans nos veines n'est pas que celui de nos parents, c'est aussi le sang de la terre de nos ancêtres, le sang de la terre des cathédrales et le sang de la terre des Lumières ».*

Villers-Coterrêts

Le maire s'est opposé (en sa qualité de conseiller régional) à la réhabilitation des déserteurs de la Première guerre mondiale, fusillés pour s'être opposés à la boucherie de 1914-1918 ou pour avoir cherché à s'y soustraire. Il a déclaré que *« ces fusillés ne l'étaient pas tous pour l'exemple !».* Après avoir fait scandale par son refus de célébrer officiellement le jour anniversaire de l'abolition de l'esclavage, ce même maire n'entend toujours pas mettre en avant la mémoire du système esclavagiste et de sa suppression.

Bollène

La maire, non réélue, avait refusé de marier deux femmes car cela lui posait un « *douloureux problème de conscience » !*

Villers-Cotterêts, Béziers et d'autres municipalités d'extrême droite et FN/RN

Plusieurs municipalités (Villers-Cotterêts, Béziers, etc.) installent, systématiquement, avant Noël, des crèches dans les mairies pour affirmer l'idée de *« racines chrétiennes »* éternelles de la France.

Fréjus

Une stèle à la gloire de *« tous ceux qui sont tombés pour que vive la France en Algérie »* et aux « Français d'Algérie, 1830 – 1962 » a été inaugurée par le maire.

Beaucaire

Le maire a fait débaptiser la « rue du 19 mars 1962 » dans sa ville, remplaçant sa dénomination en *« rue du 5 juillet 1962. Massacre d'Oran »*. Ce jour-là, un mouvement de foule, animé par des cris de vengeance, avait ainsi eu lieu dans la ville d'Oran, échappant vite au contrôle du FLN et des nouvelles autorités algériennes, pour déboucher sur une tuerie qui fera plusieurs centaines de morts. L'extrême droite française ne cesse, depuis, de rappeler ce fait pour jeter une ombre sur le fait même que l'Algérie soit devenue indépendante ; et pour défendre le colonialisme qui est à l'origine des haines ayant opposé des populations.

Plusieurs des maires FN ont d'ailleurs boycotté les cérémonies officielles organisées le 19 mars 2015 dans toutes les villes pour commémorer la fin de cette guerre.

Les commémorations, avant l'arrivée du FN, avaient une symbolique particulière. Le maire n'a pas accordé le concours de la mairie pour une commémoration officielle, au nom du refus « *d'une auto-culpabilisation permanente en France »* (selon un propos cité par le « Courrier picard » du 10/05/15).

Hayange

Suite au message officiel rédigé par le Secrétariat national aux anciens combattants pour la cérémonie commémorative du 18 juin 1940, le maire FN a tenu à lire son propre texte. Le contenu, relevé par le journal régional 'Le Républicain Lorrain', est un tissu de propos haineux contre « l'islamisation de la France » ainsi que le prétendu déclin des valeurs et traditions.

Marseille

Une déclaration du maire, non réélu : *« Je fais la différence entre les enseignants et les militants, et j'ai pour premier souci l'intérêt des enfants et des enseignants ... Ce n'est pas quelques braillards sur la place de la Préfecture, trop pris d'apéros,... Qui ont proféré des menaces physiques, estimant qu'il valait mieux rester dans l'entre soi... Cette école primaire où l'on trouve du shit dans l'école, où on deale devant la porte, où les profs ne peuvent plus enseigner à cause du communautarisme... Même Valls le reconnaît, il faut en finir avec cette école gangrenée par la violence, le communautarisme et le trafic de drogue - à l'entrée -. Avec votre idéologie vous avez laissé entrer dans l'école les pires dérives, en politisant l'école ; le cadavre du communisme empeste encore la politique française (sic) !... Nous, nous ne faisons pas de politique... ».*

Béziers

Le maire s'est incliné devant une stèle glorifiant des terroristes de l'OAS. Ces membres de l « Organisation de l'armée secrète » ont été condamnés à mort et fusillés pour leur rôle joué dans les activités criminelles de leur organisation. (L'OAS est responsable d'au moins 2 200 morts en Algérie et de 71 morts et 394 blessés en France ; 85 % des victimes de l'OAS furent des musulmans subissant une politique d'« épuration » des quartiers, notamment à Oran.).Le député UMP et ex-rival de Robert Ménard aux municipales, s'est lui aussi joint à cette même commémoration

Le maire a débaptisé le nom de la rue « rue du 19 mars 1962 » (commémorant la fin de la guerre d'Algérie) pour le remplacer par celui du « Commandant Denoix de Saint-Marc », défenseur inconditionnel de l'Algérie française et ayant participé au Putsch fasciste des généraux d'Alger du 21 avril 1961

Le 19 mars, jour anniversaire des accords de paix en Algérie, la mairie a mis les drapeaux en berne.

Le maire a reçu de façon médiatisée, Ludovine de la Rochère, catholique 'ultra' et présidente du mouvement « La Manif pour tous », mouvement opposé à l'ouverture du mariage aux couples homosexuels.

Après l'élection de Sadiq Khan, membre du Parti travailliste, fils d'un chauffeur de bus d'origine pakistanaise à la mairie de Londres, le maire tiens des propos haineux, vilipendant une élection qui *« symbolise le grand remplacement en cours ».*

Le maire a organisé, du 27 au 29 mai 2016, dans « sa » ville une réunion regroupant divers courants de l'extrême droite (FN, mouvance identitaire, catholiques traditionalistes et adversaires du mariage homosexuel...) mais aussi des représentants de la droite (Denis Tillinac, Yves de Kerdrel pour « Valeurs Actuelles », Jean-Frédéric Poisson issu de la droite Sarko-Boutiniste).

Attaques contre la culture

Cogolin

Le maire a fait placarder dans sa ville une affiche montrant un coq… mais un coq marchant au pas de l'oie ! Cette affiche illustrant la « fête du coq ».

Un spectacle de chants méditerranéens proposé par l'équipe pédagogique de l'école élémentaire Fontvielle, et particulièrement la chanson ' Aïcha' de Khaled déplaisait à la municipalité frontiste. Celle-ci a menacé de procéder à une réduction des crédits de cette école et ce en toute illégalité

Villers-Cotterêts

Le maire a refusé plusieurs années de suite d'organiser la célébration de la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage. Villers Cotterets étant la ville où est né Alexandre Dumas, petit-fils d'esclave.

La municipalité FN a refusé la présentation d'un recueil de textes, accompagnant des peintures et des sculptures, dans une exposition à la médiathèque de la ville réunissant les peintures de paysages abstraits de la Néerlandaise Victoria Kloek et des sculptures réalisées par la Française Sophie Verger. Le prétexte : de ce travail commun les deux artistes avait tiré un recueil intitulé « Sur terre en mère », dans lequel elles avaient écrit *« les monstres arrivent comme une montée des eaux(…)c'est un amusement d'atelier(…)Amusez-vous, cela symbolise ? La montée de l'extrême droite ? »*

Camaret-sur-Aigues

Le Maire RN, réélu en 2020 avait fait retirer dans sa ville les affiches de la « La Belle saison » puis supprimer toute mention du film, sorti le 19 août, qui raconte l'histoire d'amour d'une Parisienne avec une jeune paysanne au début des années 1970 – sur fond de mouvement de libération des femmes -, du site Internet de la mairie.

Fréjus

La mairie FN a décidé de supprimer plusieurs quotidiens de la bibliothèque municipale, réduisant ainsi le pluralisme d'idées. L'abonnement à 'Libération' a été résilié.`

Les évènements culturels de Fréjus avaient été mis sous la houlette d'une société : « La Patrouille », dirigées par 2 personnes bien connues de la mouvance identitaire. Jean-Pax Méfret, surnommé le chanteur de l'Occident, eut les honneurs de la ville. L'auteur de «Dien Ben Phu», «Le loup de guerre», «Ni rouge ni mort», grand chantre de l'Algérie Française, a reversé une partie de la recette à «SOS Chrétiens d'Orient» dont plusieurs responsables sont issus de l'Action Française ou des Identitaires. Dernièrement «La Patrouille» a été mise en liquidation judiciaire.

Marseille, 7ème secteur

Le maire avait fermé de l'Espace Culturel Busserine et supprimé la subvention de fonctionnement de 100 000 euros.

Résister et combattre

Résumant, à sa manière, ce que nous avons voulu démontrer dans ce chapitre, un camarade CGT, délégué syndical à la Mairie de Béziers avait, il y a quelques années, fait cette déclaration :

« Je pensais qu'avec l'ancien maire avoir touché le fond de la piscine... mais Robert Ménard m'a démontré que l'on pouvait encore creuser (et profondément) …ajoutant : *« Ils se font élire par les franges populaires de la population, se disant défenseurs de leurs intérêts, mais une fois aux affaires, ils n'ont de cesse de s'en prendre à leurs acquis sociaux en mettant en œuvre une politique d'austérité pour les salariés. ».*

Il appartient à nous tous, militants syndicaux et du mouvement social, associations antiracistes et de défenses des droits humains, organisations de gauche et écologistes, féministes, LGTB et plus généralement tous celles.ceux qui veulent défendre les acquis et les libertés démocratiques de se mobiliser dans l'unité la plus large, pour empêcher qu'un jour, notre pays devienne «une terre de détresse, où nous devrions sans cesse creuser… » sous la férule d'un gouvernement d'obédience fasciste.

Les votes des élus RN –
Exemples au Conseil Régional Occitanie pendant leur dernière mandature

Au Conseil Régional d'Occitanie, les élu.e.s RN ont voté contre les crédits alloués ou ont proposé un amendement pour les supprimer concernant :

- La lutte contre les discriminations.

- La lutte contre l'illettrisme.

- Le plan régional d'actions contre le racisme et l'antisémitisme

- La subvention de l'association Rencont'Rom pour l'action « Festival Balkania ».

- La subvention à l'association Dell'arte pour l'action des droits culturels des quartiers.

- La subvention du Secours Populaire Français.

- La subvention à « Santé des jeunes » et à la fédération du « Planning familial » Occitanie.

- Le pass mutuel étudiant.

- La subvention à la FCPE du département de l'Hérault pour soutenir l'ensemble des actions d'accompagnement des familles.

- La subvention de l'association Occitanie Livre et Lecture pour soutenir son projet de rencontres avec 13 auteurs dans les lycées pour l'année scolaire 2020-2021

- La subvention des partenariats passés avec les associations d'éducation populaire

- Le financement de l'action de solidarité régionale familles aux revenus modestes (opération premier départ en vacances pour les jeunes d'Occitanie – édition 2021 – 2022).

- Les crédits alloués au dispositif « génération égalité » (ligne égalité femmes/hommes).
- Le financement du programme « Déclic » (décrochage scolaire).

- La subvention de la Ligue de l'Enseignement.

- La subvention du développement des énergies renouvelables.

- Le budget consacré à l'économie sociale et solidaire.

- La ligne budgétaire fonctionnement liée à la "Solidarité et relations internationales.

- Les lignes budgétaires "Éducation à l'environnement" .

- La Subvention à Réseau Compost Citoyen Occitanie pour la mise en œuvre du programme régional d'animation sur le compostage et la gestion de proximité des biodéchets en 2021.
La subvention de l'association SOS Méditerranée France.

«Telle est l'imposture sociale du Rassemblement National !

Telle est la politique discriminatoire et raciste que prône l'extrême droite

Motion du 2e congrès du SNUTER- FSU -
Non à l'extrême-droite !

Le mouvement syndical doit prendre toute sa part dans la mobilisation pour empêcher l'ED de gagner la bataille des idées et d'accéder au pouvoir qu'il soit étatique ou local.

Le relatif insuccès du RN aux élections territoriales ne doit pas nous conduire à baisser la garde.

En effet Le RN demeure fondamentalement un parti politique développant des thèses racistes inacceptables, proférant obsessionnellement des analyses sécuritaires infondées et demeurant le pire ennemi des libertés et des droits sociaux et culturels, ainsi que le pire ennemi des travailleurs.ses.

• Il surfe sur la peur du déclassement,
• Tire profit des crises,
• Exploite le terreau de la destruction des services publics,
• Pratique les doubles discours.

Quelle société nous prépare l'extrême droite ?

• Une société de l'exclusion, du racisme, de l'antisémitisme et des discriminations institutionnalisées, • Une société ou les droits des femmes et personnes LGBTQI reviendraient en arrière
• Une société violente et ultra-autoritaire
• Une société injuste.

Le Front National a changé de nom, il développe une stratégie de normalisation qui par un discours policé et même consensuel, se revendiquant détenteur d'une légitimité qu'il qualifie de droite nationale.

Cette réorientation du discours politique a nécessité de se débarrasser de certaines positions économiques (sortie de l'euro), en particulier pour améliorer la crédibilité de sa future candidate à l'élection présidentielle, défendant désormais un programme libéral-conservateur, construit pour répondre aux attentes des plus riches.
Avec le « localisme », un concept utilisé en place de l'écologie, le RN tente de s'approprier la question environnementale.

Mais le discours du RN adopte aussi par opportunisme des positions sociales trompeuses pour répondre aux attentes supposées de l'électorat :

- telle sa revendication en faveur de la retraite à taux plein à 60 ans avec 40 annuités (mais sans prise en compte de la pénibilité au travail, du nombre d'années d'études, des congés maternité etc.),
- sa revendication d'un retour aux 35h (mais en proposant dans le même temps l'autorisation des négociations par branches pour travailler au-delà),
- La proposition d'une « augmentation des bas salaires » (mais sans augmentation du SMIC, par le biais d'une prime financée à l'État et non prise en compte pour la retraite),
- la défense des petits commerçants uniquement par opportunisme.

Le RN n'est pas l'ami des citoyennes et citoyens ! - Le RN est le parti de la haine !

Le SNUTER soutiendra ses syndicats locaux confrontés aux dangers du RN et des idées de l'extrême droite,
Il participera à tous les échelons de son organisation à toute initiative et action permettant de lutter contre le racisme, les discriminations et l'exclusion,
Il réaffirme son engagement antiraciste, antifasciste et s'inscrit dans le combat contre toutes les formes de haine et de discrimination,
Il engagera toute action de formation aux militant.e.s pour leur permettre de comprendre et appréhender ces questions,

Il réaffirme son engagement à VISA pour participer à la lutte syndicale contre les idées d'extrême droite, toutes contraires aux valeurs sociales que nous portons collectivement.

2 juillet 2021

contrer les réactionnaires en matière de droits des femmes

5.



Contrer les réactionnaires en matière de droits des femmes

5. Chapitre

L'extrême droite n'a jamais été favorable aux femmes...

Ses fondamentaux reposent sur une pensée biologisante et essentialiste : la société doit se conformer à une organisation « naturelle » qui implique une répartition sexuelle et sociale des rôles entre l'homme et la femme pour garantir la stabilité et la survivance de la société. La famille est le pilier de la Nation. L'Homme, fort d'un autoritarisme viril, est responsable de l'Ordre. La Femme, vouée à la reproduction et l'éducation, se doit de lui être soumise.... L'avortement, crime contre la vie, est inadmissible.

Cette position est défendue par les diverses tendances de la droite extrême française, soit au nom d'un néopaganisme fondé sur la loi de la nature et la défense de la race, soit au nom d'un catholicisme traditionaliste basé sur la volonté de Dieu. Et on retrouve ces présupposés, proclamés ou implicites, partout dans les discours, les textes, les prises de position et les actions de ces mouvements.

Au sein du Front-National/Rassemblement National, on distingue deux grandes périodes, Jean-Marie Le Pen puis Marine Le Pen. Les différences de formes sont nombreuses. Mais, loin de ce qu'on pourrait penser, il n'y a pas beaucoup de différences sur le fond.

Le Front National, dès sa création en 1972, rassemble catholiques traditionalistes, monarchistes, poujadistes, pétainistes et néo-nazis... Jean-Marie Le Pen en devient le président et le tonitruant porte parole. Il défend une vision traditionnelle de la femme, assignée à la procréation et à l'éducation des enfants, garante de la pérennité de la nation : « Il est ridicule de penser que leur corps leur appartient, il appartient au moins autant à la nature et à la nation. » (Le Parisien 1996). Il stigmatise l'homosexualité jugée contraire à l'ordre de la loi naturelle : « L'homosexualité n'est pas un délit, mais constitue une anomalie biologique et sociale» qui «[conduirait] à la disparition du monde » (1984).

Il dénonce le « déclin de la France », et réclame la relance de la démographie par la natalité des familles françaises : « Il faut convaincre les femmes de notre peuple de l'absolue nécessité d'assumer leur fonction de reproduction » (Var matin 2014). Et il dénonce l'avortement, un « génocide anti-français ».

Marine Le Pen devient présidente du FN en 2011. Une femme, certes, mais surtout la fille du chef ! C'est la filiation qui compte. Le FN est un clan familial avant tout.

Elle engage une rénovation du parti avec un discours de modernisation et de dédiabolisation, et elle part à la conquête du pouvoir par une pêche aux voix tous azimuts. Elle veut désormais conquérir l'électorat féminin et homosexuel : « Qu'on soit homme ou femme, hétérosexuel ou homosexuel, chrétien, juif, musulman ou non croyant, on est d'abord Français ! » (Orléans 2011).

Ce leurre fonctionne, et l'écart lié au genre

diminue peu à peu à partir de 2014. « À âge, profession, diplôme, pratique religieuse, orientation idéologique égaux, les femmes ont autant voté pour elle que les hommes » [Nonna Mayer, 2016].

Marine Le Pen n'a de cesse de mettre en avant son statut de « femme de son temps », « divorcée, mère de trois enfants», vivant en union libre avec une famille recomposée. Elle devient l'incarnation de la femme moderne qui mène de front sa vie privée et sa vie professionnelle. Mais le vieux fond est toujours là et se retrouve un peu partout dans un discours opportuniste et fluctuant comme toujours. Il faut regarder dans les coins.

Dans le programme de 2012, elle dénonce la parité, une « idéologie différentialiste et multiculturelle » visant à mettre en place « une forme de racisme inversé » dont « les premières victimes en sont les hommes blancs hétérosexuels ». A l'Assemblée Nationale, les députés FN ou apparentés votent contre toutes les lois en faveur des femmes : loi sur le harcèlement sexuel, loi pour l'abolition du système prostitutionnel, loi pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes - qui comprend des dispositifs de lutte contre les violences faites aux femmes, loi santé - qui comporte des mesures pour renforcer le droit d'avorter, ou encore la résolution réaffirmant l'engagement de la France sur le terrain de l'avortement.

Au sein du parti, sa nièce Marion Maréchal Le Pen, proche des catholiques traditionalistes et des néo fascistes italiens, milite pour la réunion des droites dures, tacle les féministes « ringardes », et participe à la Manif pour tous.

Au Parlement Européen, les députés FN (loin de leur électorat, proches des groupes d'extrême droite européens) s'expriment sans fard. En mars 2015, Dominique Martin (membre du bureau politique du FN) défend « la liberté des femmes à ne pas travailler ». Il souhaite laisser « la liberté aux femmes de s'occuper de leur foyer, notamment par un salaire parental d'éducation ». Cette mesure aurait, selon lui, deux mérites : « libérer des emplois » et « donner une meilleure éducation à nos enfants ». Pour Aymeric Chauprade, chef de la délégation FN au parlement européen, l'avortement est une « arme de destruction massive contre la démographie européenne » et pour Bruno Gollnisch (un historique du FN) l'avortement est « une culture de la mort ».

Le combat constant du FN contre l'avortement

Tout à sa conquête de l'électorat féminin, Marine Le Pen louvoie sur la question de l'avortement. Elle tente un numéro d'équilibriste entre défense d'une politique nataliste et affichage "féministe".

En avril 2012 à Sciences Po, elle déclare « Je suis attachée à ce droit [de l'avortement], je l'ai dit. Alors que dans le mouvement que je préside, il y a beaucoup de personnalités et d'adhérents qui sont résolument contre. J'ai été très claire dans la compétition interne que j'ai menée avant mon élection: je ne suis pas pour remettre en cause l'avortement.»

Mais elle reconnaîtra ensuite que c'était juste une stratégie politique dans le cadre d'une lutte interne : « En 2012, j'ai évoqué ce sujet pendant la présidentielle comme une forme de concession en réalité à ceux qui avaient fait le choix de Bruno Gollnisch... Aujourd'hui, ce débat-là [sur l'avortement] est tranché. Je n'ai pas de concession à faire car, entre-temps, j'ai été élue à 100 %, en 2014, à la tête du Front national. » Désormais, c'est la deuxième partie de son discours qui sera développée : « Je dis qu'il y a des dérives et des abus(…) ce sont les femmes qui utilisent l'avortement comme un moyen de contraception. » ou encore « Oui au droit à l'avortement, non à celles qui abusent de ce droit (…) et que la communauté nationale ne doit pas prendre en charge. »

Marine Le Pen n'envisage pas (en paroles) l'interdiction de l'avortement mais réclame son déremboursement, au prétexte que certaines femmes le choisiraient comme moyen de contraception banal qu'elle qualifie « d'IVG de confort » et attaque le Planning familial « structure d'incitation à l'avortement ».

L'alternative par une politique nataliste et familiale

Elle prône « une meilleure prévention et information », « une responsabilisation des parents », « la possibilité d'adoption prénatale » et « une amélioration des prestations familiales pour les familles nombreuses » françaises ! En 2010 elle propose « un salaire maternel » et précise en 2012 « un salaire minimum qui serait accordé aux femmes qui font le choix d'élever leurs enfants ». Dans les engagements de 2017, il ne reste que la proposition de « mettre en œuvre une vraie politique nataliste réservée aux familles françaises ». On y arrive ! Le but principal : lutter contre l'islam et les migrations.

Le RN instrumentalise les droits des femmes pour nourrir son argumentaire contre les migrations. L'explication est ici moins politique que culturelle : l'islam serait incompatible avec les valeurs démocratiques à commencer par les droits des femmes. « La crise migratoire signe le début de la fin des droits des femmes » (L'Opinion 2016).

C'est ainsi qu'on a pu voir se généraliser, au FN, comme dans les groupuscules fachos, tout un discours visant à protéger les femmes blanches des agressions de la « racaille islamique ». Ce n'est donc plus le sexisme qui est mis en cause, c'est la défense des femmes qui vient alimenter un argumentaire raciste.

Mais le RN essaie de garder un ton modéré, fait le ménage parmi les ultras - surtout en période électorale - et sous-traite désormais les thèmes clivants aux groupes plus radicaux qui utilisent violence et provocation. La campagne identitaire « Ni voilée, ni violée, touche pas à ma sœur » en est un exemple marquant.

Au delà du Rassemblement National, l'extrême droite contre les droits des femmes

Les nombreux groupes et mouvements de droites dures et d'extrême droite, souvent issus du catholicisme traditionaliste, sont au premier rangs des campagnes contre l'avortement, la PMA et la GPA, le mariage pour tous, la parité, les études de genre, et plus généralement contre les droits des femmes. On peut citer quelques exemples.

Civitas.

Ce mouvement national-catholique, créé en 1946, œuvre « à promouvoir et défendre la souveraineté, l'identité nationale et chrétienne de la France en s'inspirant de la doctrine sociale de l'Église, du droit naturel et des valeurs patriotiques, morales et civilisationnelles indispensables à la renaissance nationale ». Et encore : « L'État pervers républicain organise la destruction de la Famille, cellule de base de la société. Après avoir dénaturé le mariage et promu l'idéologie du genre jusque dans les écoles, l'État républicain, adepte de tout ce qui est contre-nature, se prépare à légaliser la PMA et la GPA, formes abjectes de marchandisation des bébés et des ventres des femmes. »

En 2016 Civitas devient un parti politique et peut présenter des candidats aux élections. En 2017, il participe à la création, avec des néo nazis grecs et slovaques, du parti européen Coalition pour la Vie et la Famille qui promeut les valeurs familiales traditionnelles, et dénonce à l'avortement et l'homosexualité.

Exclu de la Manif pour tous pour ses excès, Civitas organise ses propres manifestations, parfois violentes, dénonce « christianophobie » et « homofolie », et attaque des féministes en marge du cortège. Il participe aux Marches pour la vie contre l'avortement, l'euthanasie et la GPA. Il trouve un nouveau souffle depuis la crise de Covid dans les manifestations antivax, en dénonçant la dictature sanitaire sur fond de complotisme et d'antisémitisme.

La Manif pour tous.

En 2012, ce collectif revendique haut et fort l'abrogation de la loi Taubira, dénonce la PMA sans père et la GPA, s'oppose aux études de genre. Il se présente comme apolitique et aconfessionnel, mais regroupe surtout des associations confessionnelles liées au catholicisme traditionaliste et ses appels à manifester sont largement soutenus par la droite et l'extrême droite.

La Manif pour tous rassemble des foules importantes, surtout en 2013 avec la grande manifestation du 13 janvier qui réunit plusieurs centaines de milliers de personnes. Au FN, Marine Le Pen et ses proches restent en retrait, mais de nombreux membres du parti, dont Marion Maréchal Le Pen, s'y affichent ostensiblement.
La Manif pour tous devient officiellement un parti politique en 2015 mais c'est surtout pour obtenir des financements.

Ses membres les plus droitiers se retrouvent en 2014 pour Jour de colère, manifestation anti-gouvernementale et violente, avec des slogans à teneur antisémite, négationniste et raciste.

Les mouvements anti-avortement.

S'intitulant pro-vie en France, ils prennent modèle sur les mouvements américains pro-life et organisent des actions contre les établissements pratiquant des IVG.

On peut citer SOS Tout-Petits, association proche de la très intégriste Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X. Elle est opposée à l'avortement, à la contraception et au mariage entre personnes de même sexe. Depuis 1986 elle organise des commandos anti-IVG et des manifestations devant les centres d'IVG ou de planning familial, malgré plusieurs condamnations pour délit d'entrave.

La fondation Jérôme Lejeune, un généticien proche de l'Opus Dei et du pape Jean-Paul II, prend la suite de Laissez les vivre et milite contre l'avortement en multipliant les recours et les interventions dans les lycées. « La loi Veil aura sublimé le signe le plus sûr du déclin d'une civilisation, le refus de ce « miracle qui sauve le monde » par lequel Hannah Arendt désignait la naissance. »

La Marche pour la vie organise depuis 2005 une manifestation annuelle pour l'abolition de l'avortement.

Portée par les associations pro-vie et le Collectif 30 ans ça suffit/ En marche pour la vie, elle a pour but de fédérer les actions menées dans le but d'abroger la loi Veil. En 2013, elle rejoint la Manif pour tous. En 2015, on y voit Bruno Gollnisch (un fidèle de Jean-Marie Le Pen), Jacques Bompard (fondateur de la Ligue du Sud, proche des Identitaires), Karim Ouchikh (président du SIEL, parti souverainiste satellite du FN).
Les médias influencés par l'idéologie de l'extrême droite, de plus en plus nombreux, dénoncent à flux continu le « féminisme institutionnel » de gauche et les luttes pour les droits des femmes. Et ne parlons pas des attaques contre les LGBT+, les femmes racisées, l'intersectionnalité… Des polémistes surenchérissent de violence, proclament leur haine des femmes et du féminisme, et dénoncent la discrimination du mâle blanc hétéro. Ce genre de discours se diffuse largement, bien au-delà de la seule extrême droite, mais est particulièrement popularisé par les propos très médiatisés d'Alain Soral ou Eric Zemmour.

Alain Soral, antisémite, négationniste, conspirationniste, virulemment antiféministe, multiplie les provocations sexistes et racistes dans ses livres et ses vidéos. D'abord proche de Jean-Marie Le Pen, puis de Dieudonné, il fonde son association Égalité et Réconciliation en 2007 avec des anciens du GUD. Il diffuse d'interminables monologues videos où il affiche une très grande haine des femmes, et dénonce la féminisation de la société, cause de la décadence de la France. Dans ses livres Vers la féminisation : démontage d'un complot antidémocratique en 2007 ou La Sociologie du dragueur en 2016, il vomit son mépris des femmes. «Finalement même les femmes de culture sont malgré elles cantonnées à la reproduction. Parce que qu'elles fassent des enfants ou de la culture elles sont quand même toujours dans un art de la reproduction : elles ne créent, pas elles reproduisent, y a pas d'inventions. Et je le démontre par le jazz notamment : on a jamais vu des femmes musiciennes de jazz géniales : y en a pratiquement pas car c'est un art de l'improvisation, de la création instantanée».

Il a fait l'objet de nombreuses condamnations, You Tube a récemment fermé sa chaîne vidéo, mais il est encore très influent.

Eric Zemmour. Polémiste provocateur qu'on ne présente plus. Hélas ! Il affirme que tous les problèmes de la France et de l'Europe sont aggravés par l'immigration et par l'islam. Il décrit une « guerre d'extermination de l'homme blanc hété-

rosexuel catholique », il affiche sa misogynie et attaque sans relâche toutes les formes de féminisme. Pour lui, les femmes « ne détruisent pas, elles protègent. Elles ne créent pas, elles entretiennent. Elles n'inventent pas, elles conservent. [...] En se féminisant, les hommes se stérilisent, ils s'interdisent toute audace, toute innovation, toute transgression»… (Pour plus de détails, voir le chapitre sur Zemmour ci-dessous).

Soral et Zemmour ne sont pas des cas isolés. Les propos anti-féministes se multiplient et les mouvements prônant la haine des femmes s'affichent en clair sur les réseaux sociaux.

Le masculinisme.

Ce machisme sexiste, très majoritairement situé à l'extrême droite, peut se définir comme « un mouvement organisé d'hommes, parfois violents, hostiles à l'émancipation des femmes et souhaitant conserver leurs privilèges et leur position de pouvoir au sein de la société ». Il est apparu en Amérique du Nord, et a atteint une violence extrême en 1989 avec le massacre de l'école polytechnique de Montréal où 14 étudiantes ont été tuées et 10 autres blessées. Le meurtrier, Marc Lépine, reste un modèle pour les groupes les plus extrêmes...

En France, le mouvement s'est surtout répandu à partir de 2015. On peut citer Julien Rochedy, ancien responsable du Front national de la jeunesse (FNJ), qui a claqué la porte du parti à l'arrivée des «petits mecs autour de Florian Philippot » et créé un site nommé École Major, sous titré « Être et rester un homme », qui s'adresse aux hommes qui en ont « marre de la société d'eunuques dans laquelle on vit, marre de toutes les tentatives pour faire d'eux des individus fades, plats, petits, esclaves, sensibles et dominés ».

Les masculinistes dénoncent en vrac féminisme, antiracisme, droits LGBT+, multiculturalisme ou écologie, en opposition à la France « saine » des villages. Ils vantent les qualités viriles, la force de caractère, l'honneur. À l'inverse sont renvoyés du côté du féminin le déshonneur, la lâcheté, l'absence d'identité de l'homme de gauche…

C'est une posture très partagée dans la fachosphère, et elle se recoupe avec le nationalisme identitaire et le suprémacisme blanc. Pour les militants d'extrême droite, notre société « décadentiste » aurait dépossédé les hommes de leur identité masculine. Le discours masculiniste est très bien représenté sur la toile par des youtubeurs influents comme Papacito, qui a simulé l'exécution d'un gauchiste sur sa chaîne, ou Daniel Conversano, raciste revendiqué qui appelle à créer des territoires « préservés » en Europe de l'Est où on pourrait développer une politique nataliste pour sauver la race blanche...
Les groupes identitaires, les groupuscules d'ultra droite, portent haut ces « valeurs » dangereuses. Au delà de la seule baston, ils s'exercent, s'arment, et parfois préparent des attentats. On peut citer le cas de l'AFO, le réseau terroriste d'ultra-droite récemment démantelé. Le rapport du parquet général de la cour d'appel de Paris sur plusieurs dossiers concernant des « association de malfaiteurs terroristes » souligne cette proximité entre l'extrême droite, le masculinisme et le terrorisme. « Le constat semble relever de l'évidence, mais il figure cette fois noir sur blanc dans un rapport officiel. L'antiféminisme, la culture de la virilité, la reconstruction d'une masculinité hégémonique sont au cœur de l'idéologie de l'extrême droite et l'un des moteurs d'action de l'ultradroite terroriste en particulier » (Mediapart). Les femmes de l'extrême droite ne sont pas en reste.

L'extrême droite a pris Jeanne d'Arc pour héroïne, qui va servir de symbole double : fille du peuple, de la terre, et symbole de la défense du pays contre l'envahisseur étranger. C'est pour Jean-Marie Le Pen « l'allégorie du souverainisme, de la résistance patriotique de la France d'en bas face aux "collabos", aux immigrés qu'il s'agit de "bouter hors de France" et à l'Europe des élites ». Elle permet de réunir toutes les mouvances : nationalistes, royalistes, anarchistes de droite qui se retrouvent autour de sa statue lors de la manifestation désormais organisée le 1er mai, en pied de nez au cortège syndical.

Des femmes aussi portent les positions de l'extrême droite contre les droits des femmes.

En premier lieu, bien sûr, et comme on l'a vu plus haut, Marine Le Pen, la cheffe du FN/RN, et Marion Maréchal Le Pen, sa nièce en embuscade à l'arrière plan.…

Les groupes violents, très masculins, de Génération identitaire affichent une porte parole féminine, bien entendu blanche et blonde : Thaïs d'Escufon (après Anaïs Lignier). Catholique traditionaliste, elle se dit appartenir à « la civilisation la plus brillante de l'histoire de l'Humanité » et dénonce le « racisme anti-blanc ».

On peut citer Élisabeth Lévy, journaliste à Causeur, invitée régulière sur Cnews : « Aujourd'hui la condition des femmes n'a strictement rien à voir avec le récit victimaire qui est délivré par #Metoo»… Les nouvelles féministes ne veulent pas l'égalité, elles veulent le pouvoir. Les places. L'argent. Et elles ont compris que, le plus court chemin pour y parvenir était de se hisser au sommet du palmarès de la souffrance. »

Pour contribuer à la confusion, il y a aussi l'émergence d'un nouveau «féminisme» d'Extrême Droite qui dénonce avec virulence « l'impasse des luttes féministes » sous l'étiquette d'Alterféminisme.

Eugénie Bastié (remplaçante de Zemmour sur Cnews !) publie en 2017 avec Marianne Durano le Manifeste du féminisme intégral dans Limite, revue de l'écologie intégrale (une OPA des cathos tradis sur l'écologie). On peut y lire : « Le féminisme intégral considère la femme dans son entier: il n'évacue pas ses hormones et son utérus du champ politique, sous prétexte qu'ils seraient un facteur d'aliénation, ou en alléguant une égalité abstraite et désincarnée entre les sexes ». Elles renvoient les femmes à la « vraie » féminité et à leur rôle principal de la maternité, et dénoncent le féminisme dit « médiatique », « conventionnel », « beauvoirien », porteur de la contraception, de l'avortement, de la PMA, de la GPA...

On peut aussi citer dans cette mouvance:

Thérèse Hargot, qui considère la pilule « comme l'un des plus grands scandales du XXe siècle ». Lucie Choffey, auteure de L'Effroyable Imposture du féminisme, édité par Alain Soral.

Virginie Vota, blogueuse identitaire, qui défend la France éternelle « parce que la famille est le socle de la France ».

Des groupes de femmes d'extrême droite se sont constitués pour populariser ces positions.

Les Antigones sont créés en 2013 contre les Femen. Toutes habillées de blanc, elles font des interventions très médiatisées. Elles défendent des valeurs conservatrices, condamnent l'avortement, la PMA ou le mariage pour tous. « Filles de nos pères, épouses de nos maris, mères de nos fils, nous ne rejetons pas les hommes ». Elles se disent apolitiques, mais le groupe est constitué en bonne partie de militantes identitaires. Leur site internet renvoie aux médias d'extrême droite Radio Courtoisie, Breiz Info, Krisis...

Le collectif Nemésis est né en octobre 2019, à l'initiative d'étudiantes de l'extrême droite parisienne. Elles se revendiquent féministes, issues de « la génération de Cologne ». Pour elles, la cause de tous les maux, c'est l'immigration, l'ennemi principal, c'est l'homme « extra-européen ». Elles créent la confusion en reprenant les codes des luttes féministes actuelles. Lors de leur première apparition en 2019 à Paris à la manifestation contre les violences faites aux femmes, elles brandissent des pancartes anti-immigration réclamant « la vérité pour Cologne » et se font vite virer du cortège. Némesis est présente maintenant dans de nombreuses villes (Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Brest, Lille, Strasbourg, Marseille, Nice, Tours, Rennes) où elles participent aux événements d'extrême droite et soutiennent Génération Identitaire. Elles font surtout des apparitions provocatrices dans les manifestations, comme récemment à la manifestation #NousToutes à Paris le 20 novembre 2021. Malgré les intimidations des gros bras qui les accompagnaient, elles ont été rapidement chassées par le S.O. de la manifestation.

Les Caryatides, « Mouvement nationaliste de femmes », se donnent pour but de contrer « le féminisme gauchisant » et de défendre « la France, la famille et l'enfance ». Essentialistes revendiquées, elles expliquent qu'une « Caryatide a le devoir de s'instruire, de se former en permanence pour constituer l'élite féminine de la nation ».

Les Brigandes, quant à elles sont un peu à l'écart. Ce groupe sectaire vit en communauté à la campagne, dans le Gard. Elles sont proches

de la Ligue du Midi, un groupe identitaire violent qui multiplie les coups de poing en Languedoc. Elles se présentent comme « un groupe de 7 chanteuses engagées dans la contre-culture antimondialiste et identitaire ». Elles sont invitées dans de nombreux événements de l'extrême droite. Leurs chansons sont sans fard : «Monsieur Le Pen, dans le vent, la tempête, y a pas rien qui l'arrête, même les détails de l'histoire ». Ou encore « Ce geste » qui revendique le salut hitlérien...

Où en sommes nous ?

On pourrait croire qu'une bonne part de ces expressions sont folkloriques et minoritaires. Hélas il n'en est rien. Et il ne faut pas oublier le contexte international où ce genre de positionnements se multiplient. La guerre culturelle initiée par la nouvelle droite gagne des points. Les idées de l'extrême droite se diffusent dans les médias, les réseaux sociaux, la parole politique. Ce sont elles qui désormais fixent les débats et font dériver les valeurs qu'on croyait acquises.
Heureusement, il y a de fortes résistances, ancrées dans des luttes emblématiques. Mais cela ne peut se faire que dans le collectif et dans les luttes menées en commun. La victoire des femmes de chambre de l'Ibis Batignolles est une victoire du mouvement social, mais aussi une victoire contre l'exploitation et l'invisibilisation de très nombreux métiers féminins. Ces combats devront se multiplier.

Dans le cadre des affrontements de la campagne présidentielle, le RN va tenter de brouiller les cartes. Il ne faut pas oublier que les propos soi-disant féministes de Marine Le Pen sont toujours liés à la pêche aux voix des femmes dans les moments où elle est fragilisée. C'était le cas en 2012, lorsqu'elle était en guerre avec la vieille garde et les amis de papa. C'est le cas en ce moment, où la défense des femmes va devenir son principal atout contre la montée d'Eric Zemmour. Et elle multiplie les petites phrases : « Il a un problème avec les femmes manifestement, Eric Zemmour » (BFMTV). Et Jordan Bardella dénonce « la brutalité » des propos d'Éric Zemmour « à l'égard des femmes » et fait valoir que Marine Le Pen était « la candidate de la cause des femmes d'abord parce qu'elle est une mère de famille et parce qu'elle défend d'une manière plus générale la tradition française ». Il semblerait qu'une stratégie « féminité » soit désormais envisagée par les conseillers du RN sur le thème « Marine, femme d'État ». Comme le note Cécile Alduy, chercheuse au CEVIPOF : « C'est justement le vote féminin que Marine Le Pen pourrait grappiller à Zemmour, car il sera très difficile de se différencier sur les autres sujets, où ils sont d'accord pratiquement sur tout ».

C'est à nous de dénoncer cette mascarade à venir.

Appel du collectif Droits des femmes contre les extrêmes droites - *12 juin 2021.*

Lutte pour les droits des femmes et lutte contre l'Extrême Droite : même combat !

Le collectif Droits des femmes contre les extrêmes droites a été créé en 2016 par « des féministes venu-e-s d'associations, de syndicats et de partis. Des féministes qui en ont assez de voir resurgir les vieux fantômes du passé. Des féministes qui ne croient pas à la mutation, dédiabolisation des extrêmes droites. L'actualité mondiale nous le montre à chaque instant : « le ventre est toujours fécond d'où a surgi la bête immonde «. Nous ne voulons pas de cette société là ».

L'appel du 12 juin 2021 le réaffirme avec force.

Pour nos libertés, contre les idées d'extrême droite. Les extrêmes droites sont un danger pour les droits des femmes !

Dans le contexte pré-électoral, les thématiques d'extrême droite et la manière de les traiter sont placées par de trop nombreux acteurs-trices politiques au centre des débats. Les propos racistes et sexistes sont banalisés et les alliances avec l'extrême droite deviennent plus fréquentes. L'air devient progressivement irrespirable.

Tout ceci dans un contexte sanitaire, économique et social dégradés où les inégalités se creusent engendrant misère et pauvreté, surtout pour les femmes et où les libertés fondamentales sont attaquées.

Même si le Rassemblement National ne s'exprime pas beaucoup sur le sujet à l'heure actuelle, les idées d'extrême droite, qui infusent au-delà de ce parti politique, révèlent un projet politique clairement patriarcal, dans lequel l'égalité entre les femmes et les hommes n'a pas sa place. C'est cette banalisation des idées de l'extrême-droite qui conduit à des actes violents comme récemment la dégradation des locaux de Planning familiaux par des anti-IVG (Strasbourg et Nantes).

De fait le RN ne propose rien de concret pour défendre les droits des femmes.

Il ne dit mot par exemple des violences sexistes et sexuelles sauf pour incriminer les immigrés qui en seraient les auteurs exclusifs. Bien plus, le 8 mai dernier Marine Le Pen, évoquant la

candidature de Dupont Moretti dans les Hauts de France, se permettait d'ironiser sur les bracelets anti rapprochement, dispositif de lutte contre les violences machistes au sein du couple. Et cela quelques jours après le féminicide perpétré contre Chahinez à Mérignac.

Le RN s'oppose aussi à la PMA pour toutes les femmes et veut revenir sur le mariage pour tou.te.s.

Il est vide de propositions effectives sur l'accès à l'égalité salariale ou la résorption de la précarité.

Partout dans le monde, quand les extrêmes droites sont au pouvoir, les droits des femmes et ceux des immigré.e.s sont attaqués en premier. Donald Trump aux États-Unis ou Jaïr Bolsonaro au Brésil en sont la démonstration éclatante. La situation actuelle en Pologne ou en Russie sont aussi des exemples où au nom d'une vision de la famille traditionnelle, le droit à l'avortement est attaqué, les violences conjugales dépénalisées.

Figeant et essentialisant un « eux » et un « nous », divisant la population selon la nationalité, la couleur de peau ou encore la religion, instrumentalisant la laïcité, les extrêmes droites s'opposent à l'universalité des droits, en particulier sur des sujets concernant directement les femmes. Elles sont un véritable danger qu'il faut combattre.

Partout, formons des cortèges féministes.

ATTAC, CGT, CNDF, Collectif CIVG Tenon, Les Effrontées, Femmes Solidaires, FSU, LDH, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie, Maison des Femmes de Montreuil, Marche Mondiale des Femmes, Mémoire traumatique et Victimologie, Réseau féministe Ruptures, SKB, Solidaires.



le brun n'est pas vert

6.



Extrême-droite et écologie, le brun ce n'est pas du vert

6. Chapitre

Les organisations syndicales sont partie prenante des mobilisations contre le dérèglement climatique. L'appel à la création du collectif « Plus jamais ça !, préparons le jour d'après » signé par Greenpeace, l'Association ATTAC, la CGT, la Confédération Paysanne, la FSU, Solidaires, le Syndicat de la Magistrature ; l'UNEF ainsi que des organisations lycéennes en est une des démonstrations. De leur côté , la CFDT, la CFTC, la FAGE , l'UNSA, la Mutalité Française, ainsi que d'autres associations caritatives, solidaires et de soutien aux réfugiés sont à l'initiative d'un « appel pour un pacte écologique et social ». Ces mobilisations s'inscrivent dans la défense non seulement des conditions matérielles et financières des salarié.e.s, mais aussi de leur condition de vie, de leur cadre vie....

Comme ils le font sur d'autres sujets, le Rassemblement National ou Zemmour, instrumentalisent la légitime inquiétude concernant le réchauffement climatique. Ils proposent « leurs » solutions bricolées, basées sur les principes : « c'était mieux avant et tout changer pour que rien ne change ».

Et derrière ces « facistoïdes » en pleine lumière, d'autres vautours de l'extrême droite brouillent les repères, s'essaient à infiltrer les aspirations écologistes légitimes par leurs revendications nauséabondes : droit du sol, espace vital et préservation d'une espèce : « l'homme blanc », sous le faux nez du « localisme ».

Nous allons nous efforcer, dans ce chapitre, d'analyser les deux faces d'une même pièce de l'idéologie mortifère et faussement écologiste de l'extrême droite.

Le FN/RN, le nucléaire et l'écologie : Petit rappel historique

Historiquement, pendant de longues périodes, l'extrême droite « institutionnelle » s'est largement désintéressée du sujet, lui réservant peu de propositions et le considérant plutôt comme une préoccupation de luxe pour « bobos ». Cette observation doit être nuancée dans le sens où il y a eu des exceptions pendant de courtes périodes.

Ce n'est qu'au congrès de Nice, fin mars et début avril 1990, que la direction du Front national (FN) de l'époque avait avancé des propositions « sur le social et l'écologie », une première à l'époque. Il critiquait alors le « tout nucléaire » en ce qui concernait la politique énergétique du pays, et soutenait, bien sûr, la force de frappe nucléaire.

Il s'agissait alors, à ce moment là pour Bruno Mégret, à l'époque, idéologue du FN , organisateur de ce congrès, de faire la démonstration que le parti ne se cantonnait plus à ses thèmes traditionnels de prédilection, « immigration et sécurité », mais prétendait avoir un programme total.

Il n'y aura pas, alors, beaucoup de suites à cette annonce d'un programme écologique. Ultérieurement, Jean-Marie Le Pen, tant qu'il sera

président du FN, montrera plutôt son désintérêt pour le sujet.

A propos de la représentation politique du courant écologiste, il aura recours à une théorie du complot de bas étage, affirmant – à la tribune du congrès du FN de la fin avril 2000 à Paris – que « les Verts ont été créés en Allemagne de l'Est avec l'aide du KGB (soviétique) » ; une pseudo-argumentation que même un complotiste invétéré pourrait trouver paresseuse.

Jusqu'à la fin de sa présidence du parti, Jean-Marie Le Pen se montrera climatosceptique.

Marine Le Pen, dans sa tentative de modernisation du parti, fera en revanche plusieurs incursions sur le terrain de la thématique de l'environnement.

Dès son discours d'intronisation lors de son arrivée à la tête du FN, le 16 janvier 2011 au centre des congrès de Tours, elle empruntera quelques accents à tonalité écologique. Ceci notamment en plagiant des argumentaires altermondialistes qui critiquent, par exemple, l'augmentation des transports internationaux (p.ex. par conteneurs sur les océans) – en lien avec l'évolution de la division du travail internationale, dont la transformation de la Chine en « usine du monde » - et la pollution causée par elle.

Le RN et Marine Le Pen un faux programme écologiste, démagogique et nationaliste pour ne rien changer

Au cours des années suivantes, Marine Le Pen se fera, lorsqu'il s'agit de trouver des angles d'attaques contre le gouvernement en place ou tout simplement pour des raisons électoralistes, une défenseure acharnée de « l'automobilisme » ou encore de l'industrie nucléaire. Alors que la critique de l'énergie nucléaire est une position chez les écologistes, elle dénoncera notamment, en 2017, la décision prise par le gouvernement Hollande, de fermer la centrale nucléaire de Fessenheim.

L'un des arguments, à l'origine de la décision de fermeture, était que le site où était implantée la centrale nucléaire présentait un éventuel risque sismique, la promesse électorale de François Hollande, donnée en 2017, de fermer au moins cette centrale sera donc réalisée.

En février 2020, lors de la fermeture effective de la centrale nucléaire, Marie Le Pen dénoncera durement la mise en oeuvre cette de décision, la qualifiant de *« fermeture absurde »* et d'un « *désastre* », mais aussi d'« *aberration sur le plan écologique* ».

Ce dernier argument se fonde sur le calcul de l'empreinte carbone du mégawatt produit par l'énergie nucléaire, à peine supérieur à celui d'une éolienne.

Par contre, jamais le RN n'aborde les questions inquiétantes de la sécurité nucléaire, de la gestion des déchets, et des risques d'accident graves comme ceux qui se sont déroulés à Tchernobyl et à Fukushima. Par ailleurs, le réchauffement climatique, par les sècheresses qu'il provoquera, risque de poser de sérieux problèmes concernant le refroidissement futur des centrales. Enfin, l'uranium, produit par les pays en voie de développement est « pillé » par les multinationales, à un prix bradé, mais, le RN n'en a cure, lui qui soutien ces pillages et le néo colonialisme économique.

L'extrême droite n'étant pas la seule force politique à avancer l'argument de l'empreinte carbone en défense de l'énergie nucléaire, par contre elle dénonce et combat aussi farouchement l'éolien, et ne dis rien sur la nécessité de développer les énergies renouvelables.

Le projet « écologiste » du RN pour les présidentielles

Au printemps 2021, alors que l'élection présidentielle approche et que la préparation de celle-ci commence à se concrétiser, la présidente du Rassemblement national (RN) avance maintenant de manière plus offensive sur le terrain écologique, afin de se présenter comme une candidate ayant des propositions à avancer.

Le 14 décembre 2020, le président Emmanuel Macron avait annoncé un référendum sur la

base des propositions retenues par la Convention citoyenne pour le climat qu'il avait lui-même créée, propositions qui lui avaient été soumises le 21 juin de la même année. Il en écartera cependant plusieurs, les plus « dérangeantes » parmi les 150 propositions. Le référendum promis sera, cependant, finalement enterré.

Dans ce cadre, Marine Le Pen présentera, le 09 mars 2021, une série de quinze contre-propositions, dont elle annonce qu'en cas de victoire électorale, elle les soumettra à son tour à un référendum, sur la base de l'article 7 de la Charte de l'environnement de 2004 (le texte qui avait servi de fondement à la votation qui avait conduit à l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Damedes-Landes). Le tout étant présenté sous l'intitulé : *« Quinze questions sur l'environnement. »*

A regarder de plus près ce contre-projet, formulé sous forme de questions référendaires, il est possible de ranger ces dernières en plusieurs catégories.

D'abord, plusieurs propositions présentent un caractère assez général voire vague, formulées de manière à ne mécontenter certainement à peu près personne : *« Souhaitez-vous développer les espaces verts dans les villes (…) ? »* - qui serait foncièrement contre ? - ; ou encore : *« Souhaitez-vous restreindre fortement toute nouvelle construction sur des terres agricoles ? »*

Cette dernière proposition sous forme de question fait référence, sans l'indiquer, à des projets tels que la construction d'« Europacity » dans le triangle de Gonesse, en région parisienne, ou encore la construction abandonnée de Notre-Dame-les-Landes ainsi qu'à la problématique de l'artificialisation des sols. Toutefois, la formulation est tellement élastique que tout est dans le vocabulaire : « restreindre fortement », ça irait jusqu'où ? Quelles seraient, en pratique, les conditions permettant de construire néanmoins ? Le projet ne l'indique pas du tout.

E Ensuite, certaines questions comportent déjà exactement la réponse qu'elles sont censées induires, et ne sont ainsi pas neutres. C'est surtout le cas de la question du référendum projeté sur le nucléaire, qui donne déjà clairement la réponse souhaitée, montrant au passage que le parti pris pro-nucléaire du RN n'est absolument pas remis en cause. La question proposée aux votant-e-s, en cas de victoire électorale de Marine Le Pen et d'organisation dudit référendum, serait ainsi formulée : *« Souhaitez-vous que la France continue d'investir dans le nucléaire, énergie décarbonée ? »*

La formulation est doublement suggestive : elle dissimule sous la formulation « continue d'investir » (qui donne l'apparence d'une stabilité dans le cadre de ce qui existe), le fait qu'une poursuite du programme nucléaire nécessiterait un gros effort financier sous forme de nouveaux investissements, puisqu'un nombre important de réacteurs actuellement exploités devraient être remplacés à l'horizon 2030 puisqu'ils atteindront une limite d'âge difficilement dépassable.

Par ailleurs, la formulation *« énergie décarbonée »,* glissée dans la question, est clairement destinée à induire une réponse positive puisqu'elle suggère, dans la tête du lecteur ou de la lectrice, que l'énergie nucléaire constituerait *« la »* seule solution au problème des émissions de CO2. Une approche qui, pour le moins, fait débat.

Le RN est, de fait, pour le tout nucléaire, et refuse d'envisager un programme pour en sortir partiellement ou totalement par son remplacement par les énergies renouvelables, combiné avec des solutions techniques permettant de palier à leurs émissions intermittentes d'électricité.

Une autre des questions référendaires proposées (qui correspondent à autant de propositions du RN) tend, d'ailleurs, à arrêter le développement d'au moins l'une des énergies renouvelables, puisqu'elle est ainsi formulée : *« Souhaitez-vous suspendre tout projet de construction d'éoliennes ? »* Une idée qui fait partie, effectivement, du discours du parti d'extrême droite.

La position de Marine Le Pen, contre l'implantation des éoliennes, qui produisent l'énergie la moins carbonée, montre son inconséquence concernant la lutte contre le réchauffement climatique. Dans la pure tradition poujadiste de l'extrême droite, le RN dragues les NIMBY (NIMBY ou Nimby est l'acronyme de l'expression « Not In My BackYard », qui signifie « pas

dans mon arrière-cour en particulier » D'ailleurs, exception faite d'endroit où les pratiques des multinationales de l'éolien sont, à juste titre inadmissible et dénoncées, le mouvement anti-éolienne est noyauté en grande partie par la droite extrême et l'extrême droite.

Et c'est bien, pour ce public et pour ces électeurs potentiels que MLP faisait cette déclaration honteuse: *«les migrants, c'est comme les éoliennes»* parce que *«personne ne veut que ce soit à côté de chez lui»*.

Un ensemble d'autres questions reflète avant tout la visée économique de ce parti, qui entend développer le protectionnisme au nom d'un « intérêt national » que partageraient – selon lui – les salarié-e-s et des patrons nationaux, moins « mondialistes » que d'autres représentants du Capital.

Ce choix, ici justifié par les impératifs écologiques, se reflète dans plusieurs des questions suggérées :

- *« Souhaitez-vous interdire les importations de produits (agricoles ou manufacturés) dont la production serait interdite en France ? »*

- *« Souhaitez-vous que la France instaure une taxe sur les produits importés (…) ? »*, précisant que ce serait justifié par *« les effets de leur production et de leur transport sur l'environnement »*

- *« Souhaitez-vous que la responsabilité de l'importateur ou du distributeur puisse être engagée (…) ? »*, idée justifiée par l'idée que le produit soit *« défectueux ou non conforme à la réglementation en vigueur »*.

S'il est vrai, par ailleurs, qu'il faut combattre les effets de l'utilisation de la concurrence internationale par l'ultra libéralisme dont le projet est de tirer les conditions sociales et/ou écologiques de la production vers le bas, par la mise en concurrence justement -, le projet du RN ne permettrait certainement pas de résoudre cette problématique positivement. Son programme est en effet basé sur une prétendue panacée : la relocalisation d'un maximum de productions sur le territoire français (ou européenne), au nom de l'idée, comme l'exprime l'un des sous-titres du projet présentée le 09 mars 2021 par Marine Le Pen, d'une *« économie circulaire et (du) localisme »*.

Ce dernier terme a été apporté au RN par son cadre Hervé Juvin : un ancien libéral reconverti à l'écologie combinée aux idées « identitaires », conception qu'il a développé aussi dans les colonnes de la revue « Eléments » appartenant à la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist, dans laquelle il tient une rubrique régulière depuis 2017. Le vocable est, sur la dernière période, devenu une sorte de mot magique au RN, censé apporté la solution à plusieurs problèmes à la fois. Or, en matière écologique, le concept ne résoudrait a priori pas grand-chose, en dehors du fait que la tentative de l'appliquer réduirait sans doute les transports internationaux de marchandises. Il ne diminuerait cependant pas automatiquement la pollution à l'intérieur de la production, qu'il rapprocherait simplement des consommateurs européens sur le plan géographique. Tant qu'il n'y a pas de projet de changements qualitatifs dans la logique de la production, cela ne changerait rien fondamentalement. Or, le RN n'avance aucune idée allant dans le sens de tels changements qualitatifs ; il n'aborde même pas le sujet de ce qu'il conviendrait de remettre en cause à ce niveau.

Là où les gouvernements libéraux avaient favorisé la délocalisation d'un certain nombre d'activités économiques vers la Chine (pouvant ainsi créer, en Europe, l'illusion que la pollution qui y était liée avait disparu…), il s'agirait, à en suivre ses idées, d'entamer un mouvement inverse. Or, le simple changement de territoire sur lequel se déroule la production ne permet pas de la rendre substantiellement moins polluante ; sa *« relocalisation »* pourrait aussi aller de pair, pour la rendre *« attractive »* aux *« acteurs économiques »*, avec un abaissement des normes environnementales en vigueur en France et/ou en Europe. Conséquence possible que le RN n'aborde pas, mais que son nouveau concurrent électoral Eric Zemmour – rival sur son terrain – avait brutalement nommée, sur CNews, le 04 novembre 2021. Lui qui se prononce également pour une certaine relocation des productions et une « réindustrialisation de la France » avait, alors qu'il était invité sur la chaîne de Bolloré (…qui l'avait employé jusqu'à la décision du CSA du 08 septembre 2021 demandant un

décompte de son temps de son parole), exigé explicitement de *« réduire les normes environnementales »*. Là, au moins, les termes étaient clairs, brutalement clairs. Le RN, lui, prend simplement plus de gants en ne développant pas cette conséquence probable – sans remise en cause du cadre capitaliste et de la recherche du profit – de ses choix.

Enfin, le RN propose aussi, dans ce même ensemble de questions référendaires présentées le 09 mars 2021, que *« les actes pris dans le cadre de l'Union européenne »* (sans doute une mauvaise expression pour évoquer des normes juridiques) soient *« inapplicables en France »,* lorsqu'ils *« ne respecteraient pas les dispositions de la Charte de l'environnement »*.

Ici encore, il s'agit surtout pour le RN d'exprimer, sous couvert d'écologie, une préoccupation qui est la sienne en toutes circonstances et en dehors de tout prétexte environnemental : la supériorité systématique du droit national sur le droit européen ou international.

Cette exigence tient lieu de la stratégie du « billard à deux bandes », car ce qui préoccupe le RN c'est de soustraire notre pays aux Lois européennes qui, au moins en matière de lutte contre les discriminations ou concernant les droits humains, sont des garanties. Le RN, pourrait ainsi, s'il parvenait au pouvoir détruire ces acquis démocratiques au nom d'une soit disante souveraineté.

C'est la raison pour laquelle, le RN a soutenu et félicité bruyamment les gouvernements polonais et hongrois, dont Marine Le Pen a rencontré les chefs respectifs le 22 octobre 2021 à Bruxelles et le 26 octobre 2021 à Budapest, et qui mettent en œuvre cette orientation. L'écologie n'est là qu'un prétexte. Alors que la véritable pertinence écologiste serait de se donner les moyens d'imposer des normes écologiques supérieures au niveau européen et international, et utilisant le poids de la France dans ce sens.

Une dernière mention doit être faite de la question par laquelle le RN ouvre son projet présenté en mars 2021, et qui est ainsi formulée : *« Souhaitez-vous que nos textes constitutionnels contiennent le principe de sécurité environnementale et la protection de notre patrimoine matériel et immatériel ? »*

Autant l'inscription d'une sécurité écologique ne pose aucun problème – mais elle a déjà été effectuée à travers le *« principe de précaution »*, au moment de la réforme constitutionnelle du 1er mars 2005 qui a intégré la Charte de l'environnement au bloc constitutionnel -, autant les termes de *« patrimoine matériel et immatériel »* paraissent hautement problématiques. Surtout utilisés par le RN qui, comme l'ensemble de l'extrême droite, défend une chimère idéologique sous forme d'une *« identité »* fantasmagorique, dont il entend sans aucun doute qu'elle fasse partie de ce *« patrimoine (…) immatériel »*.

Au moment de la présentation du programme du RN avant les dernières élections européennes, Marine Le Pen avait d'ailleurs expliqué, à la mi-avril 2019 : *« Celui qui est enraciné, il est écologiste (…) parce qu'il ne veut pas pourrir la terre sur laquelle il élève ses enfants. Celui qui est nomade, il s'en moque, de l'écologie, parce qu'il n'a pas de terre ! »*. Hervé Juvin, la principale source d'inspiration de la direction actuelle du RN en matière écologique, écrit de son côté par exemple que l'écologie comprend la nécessite de *« défendre son biotope contre les espèces invasives »*… appliquée aux sociétés humaines. Voici le type de *« patrimoine »* assez immatériel que le parti d'extrême droite entendra défendre…

Depuis la présentation de projet de mars 2021 que nous venons d'analyser, Marine Le Pen paraît en panne d'idées sur le terrain écologique. A part son obsession anti-éolienne : le 14 avril 2021, elle proposait, sur RTL, le démantèlement de l'ensemble du parc d'éoliennes en France.

Pour lutter contre le réchauffement climatique, MLP est monomaniaque et défend, de fait, le tout nucléaire.

Et Zemmour ? Une vide sidéral concernant l'écologie

On peut dire, qu'en partie, le modèle de Zemmour, en matière d'écologie, c'est Trump. Ses déclarations sur les limitations de vitesse et le permis à point sont dans le prolongement de son idéologie hyper viriliste et sexiste en direction

des automobilistes qui confondent leur voiture et leur phallus.

Il n'ose pas, (encore?), dans notre pays, faire des déclarations totalement climatosceptiques, mais, avec, ce personnage, on peut s'attendre à tout. Ainsi, lors du Grand Jury-LCI-Le Figaro, il a déclaré que n'étant pas scientifique, il ne pouvait se prononcer sur la question du réchauffement climatique, et que la France n'avait aucune responsabilité.

Au moment où nous écrivons ces lignes, sa seule proposition en matière d'écologie consiste, pour l'instant, à vouloir renforcer l'industrie nucléaire, parce que ce serait bon pour le climat, rejoignant, ainsi MLP son alter égo, dédiabolisée (avant rediabolisation?).



une lutte syndicale spécifique

7.





Banderole déployée le 1er mai 1995 par Ras l'front sur le toit de l'opéra de Paris pendant le meeting de Jean-Marie Le Pen.

Ras l'front – reproduction interdite (© G. Watkins/Reuter/MAXPPP)

Imprimerie Rotographie

Pourquoi une lutte syndicale et spécifique contre le Fn / Rn ?

Chapitre 7

Le syndicalisme est porteur de valeurs radicalement opposées aux idées du Fn / Rn.

Quand nous prônons la solidarité et l'unité des salarié.es, l'extrême droite provoque leur division en opposant les Français et les étrangers (préférence nationale).

Lorsque nous revendiquons un meilleur partage des richesses, notamment par une fiscalité juste et progressive, le Fn / Rn s'y oppose au nom de son Poujadisme historique.

Plus globalement, le Fn / Rn se contente de désigner des boucs émissaires issus de son idéologie (les musulmans, les migrants, l'Europe, le mondialisme…) mais jamais il ne propose ni ne participe à des mobilisations revendicatives.

Et quand nous, par contre, agissons pour la transformation sociale, le Fn / Rn dénonce l'action syndicale car pour les fascistes, le syndicalisme doit se limiter à sa corporation, conformément à la charte du travail élaborée par le régime de Vichy.

Sur l'échiquier politique actuel, le Fn / Rn est le seul parti à promouvoir l'interdiction des syndicats librement constitués.Il y a donc bien une lutte syndicale et spécifique à mener contre le Fn / Rn.

Oui, le Fn / Rn est bel et bien un parti fasciste !

Au-delà de ses idées assumées (antisémitisme, racisme, violences physiques, Etat policier et autoritaire, nationalisme…) son logo en est la preuve incontestable : Identique à celui du parti néo-fasciste Italien des années 70, le MSI, la flamme tricolore symbolise l'ascension au ciel de l'âme de Mussolini.

Et lors du changement de nom du parti, le Fn / Rn a gardé cette flamme, confirmant ainsi que sa soi-disant dédiabolisation n'est qu'un leurre. Dans la quinzaine de mairies qu'elle occupe depuis 2014, l'extrême droite n'a eu de cesse d'entraver l'action syndicale : Menaces et placardisation des responsables syndicaux dans les collectivités territoriales, suppressions de subventions à certaines Unions Locales, tentatives de fermetures de bourses du travail ou de maisons des syndicats…

La LDH (fondée en réaction à l'affaire Dreyfus), ainsi que le Secours Populaire (qui aide les pauvres, sans distinction de race), subissent également les foudres des maires d'extrême droite. D'autre part, si l'on constate ça et là que les idées nauséabondes du Fn / Rn se répandent dans d'autres formations politiques, cela reste dans le cadre de dérives individuelles ou opportunistes afin de rattraper leurs électeurs qui pourraient passer au Fn / Rn, cela confirme une droitisation de la politique Française, mais

pas encore un basculement idéologique total des partis de droite et / ou sociaux libéraux.
En clair, le Fn / Rn est notre ennemi, les autres partis sont nos adversaires.

Non, le Fn / Rn n'est pas un parti comme les autres !

Ses programmes électoraux et ses slogans sont à géométrie variable, ils s'adaptent à la conjoncture du moment, dans une logique de caméléon croisé avec un vautour.

Par exemple, alors que le parti de la famille Le Pen n'a jamais défendu les services publics et a toujours combattu l'impôt sur le revenu depuis sa création en 1972, ses discours actuels reprennent une analyse qui pourrait être la nôtre. Déclaration de S Chenu, député Rn du Nord : *« La création de nouveaux centres des finances publiques est une mesure de bon sens si elle va au-delà du simple effet d'annonce. Depuis de nombreuses années, le Rassemblement national dénonce la fermeture des services ruraux et l'éloignement constant des administrations de nos concitoyens. »*

En surfant sur le recul réel de la présence de l'État, le Fn / Rn ne doit tromper personne. Dans les mairies brunes, les Centres d'Action Sociale ont vu leurs subventions systématiquement rabotées, les fonctionnaires territoriaux partant en retraite n'ont pas été remplacés, mais les effectifs et les moyens des polices municipales ont considérablement grossi.

Et que dire des mensonges ignobles sur les migrants ?

Sous le titre, « Le saviez-vous ? », le parti d'extrême droite assure qu'*« un mineur isolé étranger coûte 40 000 € par an au département. 60 % sont en réalité majeurs. (Rapport sénatorial 2017) Ils sont responsables de l'explosion de l'insécurité. (Exemple : 2 délits/crimes par jour à Bordeaux en 2020). Seuls nos élus mettront un terme à ce scandale ! »*

En réalité, les mineurs isolés représentent moins de 10 % des enfants pris en charge par l'ASE, pour un prix de journée qui va jusqu'à 23 euros, soit 8 395 euros par an – loin des 40 000 euros annoncés. Le taux de 60 % de majeurs est faux, tout comme l'accusation de faire exploser l'insécurité. Mais c'est tellement plus facile de ne jamais parler de la réelle insécurité qu'est le chômage, la précarité, les réformes des retraites et de l'assurance chômage (silence du Fn / Rn sur ce sujet).

L'idéologie et les actes du Fn / Rn au pouvoir sont donc sans aucune mesure avec les autres partis. De ce fait, lorsque nous nous adressons aux candidats aux élections pour leur faire part de nos revendications, il ne faut jamais interpeller directement le Fn / Rn et systématiquement dénoncer leur pseudo discours social.

faites l'amour pas Zemmour

8.



ZEMMOUR CANDIDAT
LA PRÉSIDENCE C'EST SA CIBLE !



Faites l'amour, pas Zemmour

8. Chapitre

Avertissement : Ce chapitre a été rédigé avant le meeting de Zemmour le 5 décembre 2021. Nous y avons donc ajouté un chapeau introductif afin de relater ce qui s'est passé à Villepinte.

Retour sur le meeting de Villepinte

Après un mois de déplacements plutôt difficiles – tout le monde se souviendra du doigt d'honneur montré à Marseille -, Eric Zemmour, après avoir officiellement déclaré sa candidature le 30 novembre 2021, se lança dans son premier meeting de campagne officiel le dimanche suivant. C'était le 05 décembre 2021 à Villepinte.

Les médias ont annoncé une affluence plus ou moins importante : 13.000 personnes présentes selon BFM TV, 11.000 selon le quotidien Le Monde. La réalité numérique nous semble plutôt située en dessous. Certes, le hall n° 6 du palais des congrès de Villepinte est vaste (47.000 mètres carré), mais les organisateurs du meeting n'en utilisaient qu'une infime partie, la grande salle du bas. Celle-ci était remplie de chaises, très majoritairement occupées, mais il n'y avait aucun public debout en dehors des rangs de chaises alignées. Au même endroit, en avril 2012, Nicolas Sarkozy, alors candidat à sa réélection, avait tenu un meeting en ouvrant non pas un, mais une demi-douzaine de halls, avec un public debout et extrêmement serré. La différence visible entre les meetings permet d'affirmer que celui du 5 décembre 2021 rassemblait certainement plutôt la moitié de ce qui était publiquement annoncé.

Toujours est-il que c'est numériquement important, et surtout, que le public était – on pourra le plaindre – en moyenne nettement plus jeune que lors des meetings du FN devenu RN en région parisienne, avec un certain poids de la jeune génération universitaire. Aucune attention n'était donnée aux mesures de distanciation sociale nécessaires en période de pandémie, alors que la place aurait été disponible pour cela, et presqu'un tiers du public très serré était sans masques. Ce qui paraît comme assez irresponsable dans le contexte du moment.

Une demi-douzaine de militant-e-s antiracistes membres de SOS Racisme ont osé protester à l'intérieur de la salle, en arborant des tee-shirts avec l'inscription « non au racisme », alors que d'autres manifestations antifascistes se tenaient aussi en dehors du hall ainsi qu'à Paris, la même après-midi. Les images des coups donnés aux antiracistes, de la tête d'une jeune femme pleine de sang ainsi que de la chaise jetée par un énergumène d'extrême droite ont largement fait le tour des médias. Les violences émanaient essentiellement des militants du groupe d'extrême droite « Les Zouaves », en partie proches des milieux hooligans. Mais un enregistrement publié le lendemain sur une chaîne télévisée d'information en continu (image et audio) montre bien que les membres des « Zouaves » étaient remerciés, par le dirigeant du Service d'ordre des zemmouriens pour avoir « fait le boulot », avant de leur demander de laisser les forces de l'ordre faire leur travail et de leur souhaiter un « bon meeting ». La veille, lors d'un débat sur le plateau de la même chaîne, une rédactrice du

« Figaro Magazine » qui avait été l'employeur de Zemmour – Judith Waintraub – refusa de condamner nettement ces violences, en indiquant qu'il fallait d'abord déterminer qui avait commencé, qui étaient les agresseurs et les agressés, ce qui ne semblait pas clair à ses yeux.

Avant la prise de parole du candidat et son annonce de création d'un nouveau parti sous le nom « Reconquête », un certain nombre de representant-e-s de forces politiques préexistantes, souvent de taille assez réduite, l'avaient précédé à la tribune. Ainsi on enregistra le ralliement de l'ex-ministre catholique réactionnaire Christine Boutin et de son successeur à la tête du Parti démocrate chrétien (PCD) devenu « Via, La voix du peuple », Jean-François Poisson, ainsi que de l'ancien député européen villiériste Paul-Marie Coûteaux (ce dernier expliquant tout de go, à la tribune, qu'il préférerait voir Zemmour « roi de France » plutôt que président de la République…). Une ancienne militante des Gilets jaunes, Jacline Mouraud, qui n'est pas spécialement connue pour l'intelligence de ses propositions personnelles - elle s'est aussi illustrée en 2020 comme auteur dans le magazine « Front populaire » alors créé par un Michel Onfray devenu proche des positions de Zemmour – était aussi présente dans l'avant-programme sur scène, avant l'entrée du candidat Zemmour.

Ce qui est extrêmement frappant (…en dehors des coups distribués), c'est l'absence quasi-totale de tout programme social, dans le projet présenté par le candidat.

Si Zemmour est bien entré dans le détail, lors de son meeting à Villepinte, avec une dizaine de mesures concrètes – dont la plupart déjà connues du FN devenue RN -, en matière de traitement des étrangers et de droit de la nationalité, ce n'était absolument pas le cas en matière économique et surtout sociale. Sur l'économie, le candidat Zemmour a présenté un discours incantatoire sur « la réindustrialisation de la France » (il faut qu'on, il n'y à qu'à…). Mais c'est en matière de propositions sociales qu'il envoyait le public dans un désert absolu. Ledit public, majoritairement étudiant et/ou bourgeois, ne semblait d'ailleurs guère s'en plaindre.

Unique proposition dégainée par Zemmour lors du meeting de Villepinte : réduire l'écart entre le salaire brut et le salaire net, en transférant de l'argent aujourd'hui versé sous forme de cotisations sociales sur le salaire net perçu à la fin du mois. Zemmour évoque, à ce sujet, le transfert d'une centaine d'euros mensuels pour un salaire au niveau du SMIC, des cotisations sociales vers le salaire net (vendu sous la formule : « un treizième mois par an pour les SMICards »).

Mais il se garde bien de dire que cela revient à supprimer notre système de protection sociale puisqu'il serait ainsi privé de cotisations ! Les vrais bénéficiaires seraient donc les sociétés d'assurance privées et certainement pas les salarié.es !

Jean-Marie Le Pen avait exposée cette proposition en 1984, sous le nom de « salaire direct », dans le livre « Droite et démocratie économique » qu'il avait alors signé… même s'il était en réalité rédigé en 1978 par Pierre Gérard, alors membre de la direction du FN, après avoir travaillé à partir de 1941 au « Commissariat général aux questions juives » du régime de Vichy, pour lequel il devint en 1942 le directeur adjoint pour « l'aryanisation de l'économie ». Des références qu'on préférera taire plus tard…

Sous une forme nettement plus modérée et rangée au second plan parmi d'autres mesures, on trouve cette même idée aussi chez certains responsables de la droite LR.

Du point de vue patronal, cette idée a évidemment l'avantage de sembler permettre une augmentation des salaires sans aucunement toucher aux bénéfices des dirigeants des entreprises, puisque la répartition est censée se faire à l'intérieur de la masse salariale. Surtout, elle aurait l'inconvénient majeur, pour les salarié-e-s, de tuer les mécanismes d'assurance sociale : si les salarié-e-s pourraient individuellement avoir en apparence plus d'argent, à la fin du mois, leurs coûts en cas de maladie, de chômage ou leur perte de rémunération lors du départ en retraite seraient d'autant plus élevés…

Par ailleurs, nous mettrons quiconque au défi de détecter une autre proposition de nature «sociale» même entre guillemets, parmi celles avancées par le canidat Zemmour lors de ce premier grand meeting.

Aux origines d'un ambitieux : les débuts de Zemmour

Éric Zemmour, né le 31 août 1958, a grandi en région parisienne, d'abord à Montreuil, puis à Drancy. Ses parents, originaires d'Algérie, déménagent en France en 1952, juste avant la guerre. Son père préparateur en pharmacie devient ambulancier, sa mère reste au foyer. Leur fils fait sa scolarité à l'école privée juive Julien-de-Hirsch. Plus tard, son diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris en poche, il tente d'entrer à l'ENA à deux reprises. Faute d'y parvenir il débute sa carrière de journaliste au Quotidien de Paris en 1986. Dix ans plus tard il trouve sa vocation de polémiste en intégrant le Figaro comme journaliste politique. Il y reste jusqu'en 2009 avant de passer au Figaro magazine. Pendant cette période il fait en parallèle des piges pour les journaux Marianne et Valeurs actuelles. Au milieu des années 2000 il participe à plusieurs émissions où ses interventions polémiques commencent à faire le buzz. Que ce soit sur I-Télé dans l'émission « Ça se dispute » ou sur France 2 avec « On n'est pas couché » animée par Laurent Ruquier. Il fait aussi quelques apparitions dans l'émission « Salut les terriens ». Son passage sur le plateau de Thierry Ardisson du 6 mars 2011 lui vaut une première condamnation le 19 février 2011 pour provocation à la discrimination raciale. Cela ne l'empêche pas de continuer à répandre son venin sur les ondes de RTL de 2010 à 2016.

C'est en 2019 qu'il devient le personnage central de « Face à l'info » sur CNews. En septembre 2021, après la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel de décompter le temps de parole du quasi candidat à l'élection présidentielle, la chaîne CNews annonce qu'elle met un terme à sa collaboration avec son polémiste vedette. Au-delà du décompte du temps de parole, il y a aussi le risque pour Zemmour de se voir reprocher un financement illégal de campagne puisque l'émission risquait d'être assimilée à un don en nature du groupe Bolloré, ce qui est interdit par la législation.

Parallèlement à cette carrière médiatique il publie plusieurs ouvrages. En 2006 un pamphlet ouvertement sexiste : « Premier sexe », puis en 2014 le trop célèbre « Suicide français », vendu à environ 300 000 exemplaires. Son dernier brûlot auto-édité, « La France n'a pas dit son dernier mot », lui a déjà rapporté plus d'un million d'euros. A chaque fois ses publications reçoivent les honneurs de la presse d'extrême droite avec en première ligne l'hebdomadaire Valeurs actuelles ou l'Incorrect, dirigés par des proches de Marion Maréchal-Le Pen, avec qui il partage la volonté de rétablir la peine de mort.

Une rhétorique décliniste : Zemmour et ses haines

Zemmour hait toutes celles et tous ceux qui ne lui sont pas semblables. Son idéologie est raciste, masculiniste et homophobe. Ces trois haines sont le principal moteur de sa fumeuse rhétorique qui estime que la France, et par extension l'Occident, sont en déclin. Pour lui l'islam et les féministes menacent culturellement et géopolitiquement la civilisation occidentale qu'il veut d'essence chrétienne uniquement. Cette approche que l'on peut qualifier de décliniste, vient s'inscrire dans ce qui subsiste du courant de l'extrême droite contre-révolutionnaire. Celle qui n'a toujours pas digéré la fin de l'absolutisme permis par la Révolution française. Décliniste aussi parce que le polémiste n'a toujours pas digéré la transformation des mœurs qui découla de mai 68. Dès lors rien d'étonnant à ce que Zemmour se réclame de l'antisémite Charles Maurras. Celui qui fut l'un des principaux fondateurs de la plus vieille organisation monarchiste d'extrême droite de l'hexagone : l'Action française. Ce père spirituel fut condamné à perpétuité à la Libération, notamment pour avoir soutenu le régime de Vichy. Pour Zemmour et bien d'autres néo-maurassien.nes, il s'agit d'imposer un roman national qui voudrait que la nation française, par essence chrétienne, ait été construite par les rois et les élites depuis le haut moyen-âge. Vision de l'histoire que l'on retrouve dans l'introduction de son livre « Le Suicide français ». « Maurras exalta jadis les quarante rois qui ont fait la France ; il nous faut désormais conter les quarante années qui ont défait la France. »

Parce que fondée sur la nostalgie et la xénophobie, nous pouvons qualifier la vision du monde de Zemmour de décliniste. Autrement dit et pour faire simple, comme souvent avec l'extrême droite, l'activité de Zemmour consiste à agiter

des processus sociaux, ou de simples faits divers, pour les présenter comme le problème central. Ceci afin de mieux se présenter comme le détenteur d'une solution qui se trouve dans le passé. Zemmour est un pompier pyromane qui n'a de cesse de crier partout : « c'était mieux avant ».

Sa principale haine cible les étranger.es et tout particulièrement celles et ceux de confession musulmane. De cette obsession il a fait la clé explicative sur laquelle est fondé l'essentiel de sa rhétorique. En septembre 2019, lors de la convention de la droite organisée par Marion Maréchal-Le Pen, devant un parterre de néo-fascistes, Zemmour va déclarer : « En France, comme dans toute l'Europe, tous nos problèmes sont aggravés par l'immigration : école, logement, chômage, déficits sociaux, dette publique, ordre public, prisons, qualifications professionnelles, urgences aux hôpitaux, drogue. Et tous nos problèmes aggravés par l'immigration sont aggravés par l'islam. C'est la double peine ».

Pour autant, toutes ses déclarations ne sont pas restées sans suite. Car si Zemmour a le verbe brun bien tendu, nous vivons heureusement dans un pays où les propos racistes ne sont pas de simples opinions comme les autres mais des délits. Accusé dans une quinzaine de procédures dont neuf sont encore en cours d'instruction, il a déjà été condamné à deux reprises. La première fois en février 2011 pour provocation à la haine raciale. Cela suite à sa déclaration dans l'émission «Salut les terriens» de Thierry Ardisson sur Canal + où il avait dit que «la plupart des trafiquants sont noirs et arabes... C'est un fait». Une deuxième fois en septembre 2019, pour provocation à la haine religieuse. Suite à ses déclarations sur le plateau de «C à vous» en 2016, où il avait dit qu'il faut donner aux musulman.es «le choix entre l'islam et la France» et que la France vit «depuis 30 ans une invasion» avec, dans certaines banlieues, une «lutte pour islamiser un territoire». Dernièrement, le 17 novembre 2021, une amende de 10.000 euros a été réclamée par le parquet contre le polémiste pour avoir affirmé que les migrants mineurs étaient tous «voleurs, violeurs et assassins».

De fait, pour lui les races existent et cela nous autorise à qualifier cet homme de dangereux raciste puisqu'il défend l'idée que l'espèce humaine est composée de différentes catégories de personnes. Et chose intolérable, il exprime régulièrement son racisme sur les plateaux, comme ce fût déjà le cas le 13 novembre 2008 dans l'émission « Impertinente » sur la chaîne Arte. Invité par Isabelle Giordano, Zemmour se retrouve face à Rokhaya Diallo, présidente de l'association « Les Indivisibles », et en plein débat sur le métissage, le polémiste affirme « j'appartiens à la race blanche, vous appartenez à la race noire ! ». Et pour ce qui est de savoir s'il y a une race supérieure à une autre il suffit d'aller voir dans d'autres déclarations pour en avoir la confirmation. Notamment en avril 2014, où sur le plateau de I-Tele, il défend la « supériorité symbolique du Français de souche » devant l'animatrice Léa Salamé. A partir de là il n'est pas nécessaire de pousser plus loin pour comprendre qu'Éric Zemmour est un raciste au sens suprémaciste du terme.

Mais qu'on se le dise, le polémiste n'a pas l'intention de s'en tenir au projet ridicule de rétablir la loi de 1803 qui interdirait à nouveau les prénoms « non-français ». Les ambitions racistes de Zemmour vont bien plus loin puisqu'il compte parmi celles et ceux qui n'hésitent pas à propager la théorie du « grand remplacement ». Cette fable conspirationniste inventée par Renaud Camus, qui voudrait que les populations européennes soient substituées par celles du Maghreb ou de l'Afrique noire. Ainsi il affirmait dans l'émission « C à vous » en septembre 2016 que « Nous vivons depuis trente ans une invasion, une colonisation, qui entraîne une conflagration ». Afin de mieux susciter les peurs, et puisque le polémiste défend la grandeur du passé colonialiste de la France, il va jusqu'à inverser l'histoire en ravivant le vieux mythe du sauvage assoiffé de sang. Ainsi, toujours lors de la convention de la droite, Zemmour déclare « Aujourd'hui nous vivons une inversion démographique qui entraîne une inversion des courants migratoires, qui entraîne une inversion de la colonisation. Je vous laisse deviner qui seront leurs indiens et leurs esclaves : c'est vous ! ».

Le souci c'est que Zemmour n'est pas le seul à faire référence à cette théorie du grand remplacement. En effet, celle-ci est à l'origine de plusieurs tueries perpétrées par des suprémacistes blancs. C'est le cas notamment du massacre commis par Brenton Tarrant à Christchurch en

Nouvelle Zélande le 15 mars 2019 et qui a fait 51 morts et 49 blessés. Le multirécidiviste en quête de buzz permanent va jusqu'à prophétiser l'impossible en affirmant qu' « En 2050, nous serons un pays à moitié islamique. En 2100, une République islamique ». De son adhésion à la théorie du grand remplacement découle logiquement sa volonté d'adopter des mesures de « remigrations ». Le 15 septembre 2021 sur RMC, il affirme sa volonté d'expulser 2 millions d'étranger. es. Peut-être faut-il voir ici que Zemmour est devenu plus raisonnable en matière de chasse aux étranger.es puisqu'en 2014, dans une interview au Corriere della sera, il avait répondu à propos de l'éventualité de déporter 5 millions de musulman.es : « c'est irréaliste, mais l'histoire est surprenante ». Le multirécidiviste sait brosser dans le sens du poil toute cette frange identitaire qui ne rêve que de « remigration » en arguant que la France a déjà été capable d'adopter des mesures de rapatriement comme ce fût le cas en 1962, avec notamment les Polonais qui travaillaient dans les mines.

Dans l'ordre des détestations zemmouriennes, la seconde position pourrait être attribuée aux femmes. Car en matière de condition féminine, Zemmour n'a pas attendu la publication de son brûlot masculiniste pour faire état de sa vision de celles qui constituent la moitié de l'humanité. « Premier sexe » se voulait certainement une réponse à l'ouvrage de référence de la féministe Simone de Beauvoir. Dans ce pamphlet le polémiste étale sa haine des féministes, accusées d'être des castratrices. Avec ce brûlot il ne s'en prend pas qu'aux féministes mais bien aux femmes dans leur ensemble. Reconnaissance suprême, au moment de la sortie de cet essai nauséabond, le fasciste fondateur d'Égalité et réconciliation Alain Soral lui reproche d'avoir plagié son non moins abject « Sociologie du dragueur » publié en 1996.

Dans les 144 pages qui constituent ce livre présenté comme « un traité de savoir-vivre viril à l'usage de jeunes générations féminisées », Zemmour flirte allègrement avec la culture du viol. Allant jusqu'à préciser que « l'homme est un prédateur sexuel, un conquérant » pour des femmes réduites au statut d'objet de désirs masculins forcément légitimes. Et de regretter le temps merveilleux où un chauffeur de bus pouvait « glisser une main concupiscente sur un charmant fessier féminin » sans que celle-ci ne porte plainte. Dès lors il n'y a plus rien d'étonnant à ce que Zemmour considère à l'époque l'accusation de DSK de tentative de viol comme une « castration de tous les français ». Malgré ses positions clairement masculinistes, plusieurs femmes ont constitué, en avril 2021, un collectif « Les Femmes avec Zemmour ». Ces dernières tentent tant bien que mal de faire passer leur idole pour le défenseur de la liberté des femmes de circuler et s'habiller librement. Comme à son habitude il s'agit là de ramener l'insécurité que peuvent subir les femmes à son obsession : la menace islamiste. Vaste entreprise qui consiste à faire oublier l'acrimonie misogyne d'un Zemmour qui attribue aux femmes un « cerveau archaïque ». Nous pouvons nous réjouir de constater que sa détestation des femmes n'est pas sans conséquence puisque d'après l'« Enquête électorale française » réalisée par Ipsos Sopra-Steria, rendue publique dans le journal Le Monde du 22 octobre 2021, il serait le candidat pour lequel les femmes rechignent le plus à voter.

Pour lui qui considère que la législation sur la pilule a permis aux femmes de « s'emparer du feu sacré de la procréation », il n'est pas difficile d'imaginer que ses positions sur la contraception se traduiraient très certainement par un recul digne de celui que vivent les femmes polonaises s'il accédait aux rênes du pouvoir.

Il faut croire que sa haine des femmes est telle qu'elle lui permet de passer toutes ses barrières puisqu'il est capable de s'allier avec ceux de son genre quand bien même leurs opinions politiques seraient aux antipodes. Dans son dernier livre, « La France n'a pas dit son dernier mot » le masculiniste vient en défense de Tariq Ramadan mis en examen pour plusieurs affaires de viols en France et en Suisse. Nous pouvons y lire « Je ne sais rien de cette histoire mais je demeure convaincu qu'il est tombé dans un piège ». Pour lui il n'y a ici que « ce qu'on appelait jadis dans les romans et les chansons populaires les «affres de l'amour» ». Que Zemmour soit capable de faire abstraction du « projet de l'islamisation de la France » de Tariq Ramadan pour prendre sa défense en dit long sur sa considération de l'autre genre.

Au moment où nous écrivons ce dossier plu-

sieurs femmes ont fait état d'agressions sexuelles de la part d'Éric Zemmour. Le récit d'une élue d'Aix-en-Provence semble avoir permis de libérer la parole de plusieurs femmes.
Dans les abominations de Zemmour, on trouve, en troisième position, les LGBTQI+. Il l'affirmait clairement sur CNews le 14 janvier : « Je n'ai rien contre les homosexuels, en revanche je lutte politiquement contre les gays ». Son homophobie transpire de partout et c'est toujours sous l'angle du « c'était mieux avant » qu'il l'exprime. Allant jusqu'à regretter le temps béni de la discrimination, il écrit dans « Premier sexe » : « Pour traduire la nouvelle société, où les homosexuels non seulement ne sont plus discriminés, mais au contraire incarnent l'humanité future, un nouveau mot s'imposait : ce sera gay ». Logiquement, il est fermement opposé à ce que les homosexuel.les puissent avoir des enfants. Position qu'il défend encore sur CNews en octobre 2019 : « Soit on couche avec l'autre sexe et on fait des enfants, soit on ne couche pas avec l'autre sexe et on n'a pas d'enfants ».

Dernière obsession à son actif : la réhabilitation de Pétain et le révisionnisme vis-à-vis de l'affaire Dreyfus. C'est un fait, bien qu'Éric Zemmour ait longuement fréquenté la synagogue, cela ne l'empêche pas de fricoter avec des personnalités emblématiques de l'antisémitisme français. Mais rappelons-le, le polémiste est un auteur maurrassien. Il n'a aucun complexe à réécrire l'histoire, quitte à sortir des chiffres mensongers, tant que cela va dans le sens du roman national qu'il essaie de vendre à qui veut bien l'entendre. Ainsi, le 26 septembre 2021, le polémiste s'est illustré une nouvelle fois en affirmant : « que Vichy a protégé les juifs français et donné les juifs étrangers ». Rajoutons que les tentations révisionnistes de Zemmour ne s'arrêtent pas là puisqu'il estime que l'innocence de Dreyfus n'a rien d'évident et affirme que le capitaine de l'armée française qui fut accusé d'espionnage en 1894 n'était pas attaqué « tellement en tant que juif » mais en tant qu'« allemand ». A partir de là nous comprenons mieux pourquoi le polémiste est hostile aux lois mémorielles telle que la loi Gayssot qui réprime le délit de négationnisme. De fait les origines d'Eric Zemmour ne doivent pas nous faire oublier sa filiation idéologique bien affirmée avec un Charles Maurras ou cet autre écrivain nationaliste, antidreyfusard et antisémite qu'est Maurice Barrès, dont il se réclame ouvertement.

Un entourage rempli d'infréquentables : Zemmour et ses amis

Un article de Médiapart d'octobre 2021 dévoile une partie de son équipe de campagne. Le pédigrée des individus qui la constitue nous donne une idée de l'origine politique des personnes avec lesquelles Zemmour est capable de travailler. Derrière l'emblématique Sarah Knafo qui chapeaute ce regroupement d'individus issus de différentes franges de l'extrême droite, nous trouvons d'ancien.nes militant.es de la Manif pour tous. C'est le cas d'Albéric Dumont qui se retrouve maintenant parmi les anti-PMA du collectif « Marchons enfants » ou de Samuel Lafont et Diane Ouvry qui sont passé.es par l'UNI, un syndicat étudiant de droite bien affirmée. Nous comptons aussi des anciens du Mouvement national républicain (MNR) de Bruno Mégret. C'est le cas de Grégoire Dupont-Tingaud qui a commencé à faire ses armes au Groupe union défense (GUD), puis au Front national de la jeunesse (FNJ).

Les déclarations de Zemmour sur les origines chrétiennes de la France ont fait fondre tout le courant du christianisme politique. Il a ainsi trouvé l'appui du parti politique VIA, le nouveau nom du Parti chrétien-démocrate, fondé par Christine Boutin. Celles et ceux qui n'ont toujours pas digéré l'adoption de la loi permettant le mariage et l'adoption aux couples homos misent sur leur idole du Figaro pour rassasier leur appétit de revanche. C'est certainement ce qui explique pourquoi tout ce petit monde s'est rencontré le vendredi 2 juillet 2021 pour partager un repas qui a tous les apparâts d'une alliance futur où le pésident de VIA, Jean-Frédéric Poisson, pourrait devenir le patron de la commission d'investiture aux législatives de 2022.

De plus, l'équipe de campagne du polémiste peut profiter des départs du FN/RN qui se font de plus en plus nombreux avec les dernières déroutes électorales des municipales et des régionales. Cela couvait depuis un moment : la dédiabolisation menée par Marine Le Pen a perturbé plus d'un.e adhérent.e du parti parmi celles et ceux qui commençaient à la trouver bien moins vindicative. Si l'on rajoute à cela les conflits internes entre Marine Le Pen et les proches de sa nièce Marion Maréchal qui défendent une autre

ligne bien plus proche de celle de Zemmour, ce cocktail est complet pour que nombre de militant.es du FN/RN quittent le parti et rejoignent un candidat plus proche de la haine qui leur sert de gagne-pain. Un bon candidat à la présidence de la république se mesure aussi à sa capacité à promettre des places aux législatives… C'est d'autant plus vrai avec la réforme du quinquennat. Dès lors pour les anciens cadres déçu.es du FN/RN le candidat Zemmour pourrait se révéler un bon cheval sur qui miser.

Entre Zemmour et Marion Maréchal c'est une histoire qui date. Bien avant septembre 2021, où ils se sont retrouvés à Budapest pour un sommet initié par le très homophobe premier ministre hongrois Viktor Orban, le polémiste avait déjà eu l'occasion d'intervenir dans l'école de la nièce de Marine Le Pen. Et c'est elle qui avait tout fait pour qu'il soit présent à la convention de la droite en 2019. Mais le polémiste ne profite pas que des fuites du FN/RN puisque chez LR aussi cela bascule. En effet des adhérents rejoignent l'association « Les amis d'Éric Zemmour » et particulièrement celles et ceux qui sont proches de la ligne droitière de Laurent Wauquiez. Il semble bien que la couverture médiatique dont a bénéficié Zemmour lui a permis de séduire largement dans les rangs d'un parti en crise dont les chef.fes se déchirent depuis plusieurs années. Au-delà des désertions avérées, c'est plus largement l'électorat LR qui est sensible aux positions du polémiste. Et cela est exacerbé par les cadres du parti elles et eux-mêmes. Certain.es sont très perméables aux positions déclinistes ou anti-immigration de l'ancien journaliste du Figaro. Il est vrai que les déclarations d'un Éric Ciotti n'ont rien à envier à celles de Zemmour. Cela est d'autant plus clair que ce cadre de LR est clair sur un éventuel choix : « Entre Macron et Zemmour, je le dis, je préfère Zemmour ».

Au-delà de son équipe proche, force est de constater que Zemmour a réussi à réunir large parmi ses soutiens. Le panel va de figures « très respectables » de la droite républicaine comme Éric Ciotti, en passant par des figures historiques de l'extrême droite telle que Jean-Marie Le Pen, jusqu'aux franges les plus radicales de l'extrême droite parmi lesquelles on trouve Thomas Joly, le président du Parti de la France, le youtubeur raciste Papacito, mais aussi le suprémaciste blanc Daniel Conversano ou l'antisémite multirécidiviste Hervé Ryssen.

De l'argent il y en a, et Zemmour connaît bien ceux qui en ont

Une campagne nécessite des moyens et même de gros moyens. En la matière Zemmour a su bien gérer son entourage en profitant des contacts accumulés avec le temps. Avoir travaillé de nombreuses années au Figaro peut se révéler très utile quand il s'agit de rencontrer les membres du CAC40. Autant dire que son équipe n'a pas attendu que l'association « les amis d'Éric Zemmour » décroche l'agrément pour récolter les dons pour lui faire multiplier les rencontres. Parmi ces interlocuteurs ont peut citer Henri de Castries, l'ancien patron d'AXA qui par ailleurs est président depuis 2015 du très libéral Institut Montaigne, avec qui il a dîné en juin 2021. Repas pendant lequel ces messieurs étaient accompagnés du président de Syntec Numérique, Godefroy de Bentzmann, également coprésident de Devoteam. Nicolas de Tavernost, le PDG du groupe M6, était également convié. De son côté, le millionnaire et adepte des paradis fiscaux Charles Gave a déjà prêté 300 000 euros. Longtemps proche de Nicolas Dupont-Aignan, le président du think tank « Institut des libertés », dont la chaîne Youtube va chercher ses invités sur CNews, a changé de cheval et soutien dorénavant celui avec qui il partage la théorie complotiste du grand remplacement. Parmi les amitiés «profitables» du polémiste, nous pouvons aussi citer Loik Le Floch-Prigent dont la capacité à gérer l'entreprise Elf-Aquitaine avec probité lui a permis de passer quelques temps derrière les barreaux après avoir été condamné pour abus de biens sociaux dans l'affaire Elf. Zemmour a certainement trouvé en lui celui qui a tous les attributs d'un parfait conseillé économique.

Qu'on se le dise : avoir un tel entourage donne une indication claire sur ce que pourrait être le programme économique du polémiste. Il a beau affirmer qu'«Être le porte-voix des classes populaires est ma plus grande fierté» il n'en demeure pas moins que ses fréquentations en disent long sur la place qu'occupent dans la société celles et ceux dont il défendra les intérêts. Rien d'étonnant à ce qu'il soit opposé à l'augmentation du

SMIC, et pour allonger l'âge de départ à la retraite. Au-delà des positions racistes et sexistes de Zemmour, ce sont aussi ses positions économiques bien antisociales qu'il nous faut dénoncer et combattre.

La complicité des patrons de presse

Si Zemmour en est arrivé là il est nécessaire de lever le voile sur celles et ceux qui lui ont servi de marchepied. Car, en retraçant la carrière de polémiste d'Eric Zemmour, force est de constater que beaucoup ont joué avec sa vocation à faire le buzz. Dès lors, pas étonnant que certain. es journalistes commencent à se dire qu'elles et ils ont créé un monstre qui leur a échappé. Si certains comme Laurent Ruquier reconnaissent publiquement qu'ils s'en mangent les doigts d'autres n'ont pas cette honnêteté. Il faut dire qu'il est de notoriété publique que des personnes comme Thierry Ardisson ont joué avec le sulfureux invité qui permettait à coup sûr de faire craquer l'audimat et d'occuper l'espace médiatique a posteriori. L'aboutissement a été atteint par la chaîne CNews qui a carrément créé une émission pour Zemmour. C'est dans l'émission « Face à l'info » que le polémiste a pu pendant près de deux ans déverser ses haines. Cela sans jamais lui opposer de contradicteur.ice et, confort suprême, en acceptant que la présentatrice de l'émission, Christine Kelly, lise les questions que le polémiste avait préparé pour elle.

Le fait est qu'il faut bien reconnaître que si l'on se place du côté des magnats de la presse écrite ou audiovisuelle, inviter Zemmour permet à coup sûr de faire de l'audience. A titre d'exemple, le débat Mélenchon-Zemmour a réuni 3,8 millions de téléspectateur.ice.s sur BFMTV. Pour autant cette émission n'avait pas la même forme que celles qu'Éric Zemmour a pour habitude de fréquenter. En effet il est rare pour ne pas dire inhabituel de voir le polémiste dans un débat contradictoire. C'est bien là le reproche que l'on peut faire à celles et ceux qui ont créé le monstre médiatique qu'est Zemmour. Durant toutes ces années, pourquoi la place de ses contradicteur. ice.s, et elles et ils sont nombreux, a été réduite à peau de chagrin ? Car il faut bien le dire, les diatribes zemmouriennes ont fait couler beaucoup d'encre et continuent à susciter nombre de réactions. Notamment de chercheur.es qui ont invalidé les pseudos théories de Zemmour. Il faudra bien expliquer pourquoi les réponses d'historiens tels que Robert Paxton ou Gérard Noiriel qui lui a même consacré un ouvrage n'ont pas eu la même publicité que le polémiste. Il en va de même pour le démographe Hervé Le Bras qui a démenti la thèse du «grand remplacement». Cela en dit long sur les pseudos vertus pédagogiques de certains médias.

Dans cette histoire le rôle des magnats de la presse doit clairement être mis à l'index. Espérons qu'un jour ils auront des comptes à rendre. En premier lieu celui du milliardaire Vincent Bolloré qui a très largement participé à faire de Zemmour un monstre médiatique. S'il est clair que l'arrivée du polémiste sur CNews a permis à cette dernière de multiplier son audience par trois, il apparaît de plus en plus évident que le capitaine d'industrie de 69 ans n'a pas fait cela uniquement pour l'audimat. En effet, il semble bien que le très catholique Bolloré a adopté, au moins en partie, les positions de son éditorialiste vedette avec lequel il déjeune près d'une fois par mois. La nomination récente à la direction de Paris match de Patrick Mahé, longtemps proche de Jean-Marie Le Pen et ancien militant de l'organisation « Occident» qui a été dissoute le 31 octobre 1968, vient contribuer à cette adhésion idéologique. Bolloré considère que « Zemmour ouvre à la droite la porte du deuxième tour ». Et nous sommes en droit de nous demander si le patron du CAC40 n'a pas décidé de détrôner Emmanuel Macron en mettant tout en œuvre pour que son poulain suprémaciste lui permette d'avoir la tête du président LREM. Dans ce déroulé il est difficile de ne pas faire le parallèle avec ce qui s'est passé de l'autre côté de l'Atlantique avec la chaîne Fox news du milliardaire Rupert Murdoch qui a largement participé à l'entreprise qui a fait passer Trump des plateaux télé à la Maison blanche.

Zemmour vient occuper la place que des décennies de lepénisation des esprits ont créé. Si aujourd'hui il réussit à réunir si largement autour de lui c'est bien parce que cette vision raciste et réactionnaire de la société, qui a trouvé en Jean-Marie Le Pen son premier défenseur médiatisé, a été reprise par nombre d'organisations politiques de droite mais aussi d'hommes poli-

tiques de gauche quand l'opportunisme électoral le rendait nécessaire. Cette espace politique que vient de trouver Zemmour lui a été préparé par celles et ceux qui n'ont jamais eu le courage de s'attaquer de front à la haine véhiculée par les extrêmes droites françaises. Celles et ceux qui n'ont pas eu le courage d'affirmer que l'immigration n'est pas par essence source de problems économiques ou sociaux.

Après ce tour d'horizon de la logorrhée haineuse du polémiste nous pourrions nous contenter de rire de celui dont les excès pourraient paraître grotesques. Cependant ses déclarations ne sont pas sans conséquences dans la vraie vie. Le fait que cette haine puisse se déverser quotidiennement sur les plateaux télé légitime les apparitions de l'extrême droite dans la rue, où elle n'est malheureusement pas assez contestée. Cela lui donne des ailes pour menacer, harceler sur les réseaux sociaux, dégrader des locaux mais aussi agresser les individus qu'elle cible. L'augmentation récente des agressions d'extrême droite doit nous alerter. Tout comme la recrudescence des tentatives d'attentat préparées par des individus appartenant aux franges les plus radicalisées de celle-ci.



IL EST ÉCRIT AIME TON PROCHAIN... PAS TA PROCHAINE !



Déclaration intersyndicale – CGT 93 – Solidaires 93 – FSU 93 – CFTC 93 – CFDT 93 – FO 93

La Seine-Saint-Denis n'est pas la poubelle de l'extrême droite ! Contre Zemmour, son monde et ses idées maintenons la mobilisation !

Comme à Nantes, Marseille, Bordeaux, Genève ... Zemmour fait face à la contestation citoyenne dans chaque ville où il essaie de déployer sa propagande réactionnaire et raciste. A Paris, une dynamique s'est mise en place pour couvrir de nos slogans ses discours nauséabonds et faire taire sa mécanique de la haine. Des appels à rassemblement devant le Zénith, et une grande manifestation appelée par plus d'une cinquantaine de partenaires, recevaient un écho important auprès notamment de nos bases syndicales, ce qui présageait d'un temps forts d'ampleur. Mercredi Éric Zemmour, désormais candidat à la présidentielle, annonçait le déplacement du meeting du Zénith de Paris au Parc des exposition de Villepinte, aux portes de l'aéroport Charles De Gaulle. C'est une première victoire ! Éric Zemmour bat en retraite ! C'est la démonstration de la force du mouvement social contre Zemmour et les idées d'extrême droite. Mais, nous ne nous satisfaisons pas du maintien du meeting, de surcroît sur le territoire de la Seine-Saint-Denis.

Il est évident pour nous que le choix du Parc des expositions est lié à son caractère isolé et désert, c'est un lieu hors sol, où Zemmour pourra s'isoler pour déverser sa haine, sans possibilité pour les habitants de s'exprimer.
Ce délinquant, condamné pour provocation à la discrimination raciale, n'a pas sa place en Seine saint Denis ! Les patrons qui ont accepté de commercer avec ce personnage pour lui offrir un lieu de replis porte une lourde responsabilité.

Que ce soit à Paris, en Seine-Saint-Denis ou ailleurs nous serons sans faiblesse afin de combattre les idées d'extrême droite qui véhiculent le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme, l'islamophobie, le patriarcat et la LGBTphobie. Nous lutterons sans relâche pour défendre les valeurs fondamentales et dénoncer des slogans et politiques qui visent des composantes de la communauté nationale et qui font de l'étranger, du migrant, le bouc émissaire.

Nous continuerons à lutter contre toutes les résurgences du fascisme, pour un syndicalisme de l'unité des travailleurs, de la fraternité et du progrès social !

Bobigny le 3 décembre 2021

Communiqué de l'ATMF – *La police municipale de Béziers a arraché la vie à Mohamed GABSI*

Ce mercredi 8 avril, Mohamed Helmi Gabsi, 33 ans, a été arraché à ses trois enfants et à sa famille. Il nous a quittés malgré lui, avec comme dernières images, des violences de policiers municipaux et ses appels de détresse.

Après un transport musclé, le poids d'un policier assis sur lui, face à terre, tout au long du trajet menant au commissariat, il expirera son dernier souffle. Pour qui allaient ses dernières pensées, alors qu'il sentait la vie l'abandonner ? Sans conteste à ses enfants. Ceux-là même qui auront pour unique lègue, l'histoire d'un père à qui une autorité publique a ôté la vie. Nous partageons profondément la douleur de sa famille.

Mohamed n'a pas mérité de mourir si jeune.

Mohamed n'a pas mérité de mourir de cette façon.

Mohamed n'a pas mérité de mourir pour cette raison, ne pas avoir respecté le confinement.

Mohamed n'a pas mérité de mourir, parce qu'il est pauvre, parce qu'il est SDF, parce qu'il a des antécédents.

Mohamed est un humain.

Mohamed est un citoyen.

A ce titre, le respect de sa vie lui était dû.

« La sécurité, c'est la première preuve d'amour qu'on doit au peuple », a déclaré Robert Ménard, allié du Rassemblement National, Maire de Béziers, une des villes les plus pauvres de France. Il doit assumer la responsabilité d'avoir triplé et armé la police municipale.

Nous demandons justice, pour Mohamed, pour ses enfants et pour sa famille et amis. Nous les assurons de notre soutien inconditionnel.

Nous demandons justice, pour tous ceux qui sont stigmatisés, mal traités, réprimés et jetés à la vindicte de la haine raciale, pendant cette pandémie.

les faits et méfaits de Ménard

9.

Les faits et les méfaits de Ménard à Béziers

9.

1er octobre 2021

Article de la Pieuvre du Midi *« Un jour, il va bien falloir que la vérité éclate et qu'une fois pour toute, on dise au service archéologique municipal que les 2600 ans d'âge de Béziers ne sont qu'une légende urbaine. » L'idée n'avait pas été reprise par la municipalité Couderc avant que celle de Ménard n'y adhère. « Et cela n'est repris sérieusement par aucun universitaire, pas un article n'est consacré au sujet dans les revues spécialisées. Mais bon, la mairie, s'appuyant sur les découvertes «très modestes» de son service, le revendique, et le Journal du Biterrois (JDB) le relaie, les Biterrois dociles le croient. Après tout, si le JDB le dit, pourquoi le contredire, n'est-ce pas ? Le souci, c'est qu'il y a des projets qui en découlent (et non des moindres). Le dernier conseil en a amené la preuve. Christophe Huc a cru à la supercherie quand il a appris qu'une étude préliminaire avait été réalisée pour 31 000 euros pour l'élévation d'une statue de 30 mètres de haut du colosse de Rhodes au Domaine départemental de Bayssan. Pourtant le maire - comme il se base sur le «travail» du service archéologique et qu'il croit que la ville a été «créée par des habitants de l'Île de Rhodes» - a expliqué que cela n'était pas «une blague» et surtout, que cela «mérite réflexion» de reconstruire une réplique du colosse ». Et la Pieuvre poursuit à propos des dépenses de la ville « Il est plus que temps que ce gaspillage d'argent public s'arrête. On va vraiment avoir l'air fin quand on saura que tout ça n'était qu'élucubrations. Et on n'aura pas fini de rire des Biterrois... Il faut donc arrêter le massacre ».*

7 octobre 2021

Le maire de Béziers était encore sur C-News et une nouvelle fois il a menti en jouant la victimisation. En effet, au cours de son interview, Robert Ménard a expliqué qu'il a été sur France Inter « il y a seulement 4 ou 5 ans et depuis plus jamais » Suit une diatribe de l'animateur, Pascal Praud, dénonçant la station de radio du service public. Et pourtant Robert Ménard a bel et bien été interviewé sur cette radio 3 semaines avant (le 13 septembre 2021) et pendant 15 minutes lors de la promotion de son petit opus, « Chère Marine ».

8 octobre 2021

La Pieuvre du Midi publie quelques statistiques de l'Insee sur la précarité en France aujourd'hui. Et les chiffres pour Béziers sont alarmants en particulier en centre-ville. Cela contredit la propagande du maire sur « Le luxe est de retour à Béziers ».

- Les locataires d'un logement insalubre ou indigne : France, 7,3% ; Béziers, 25,3% ; Centre-ville de Béziers 58,1%.

- Le surpeuplement du logement : France, 23,7% ; Béziers, 38,7% ; Centre-ville 50%.

- La précarité de l'emploi France, 27,9% ; Béziers, 38,2% ; Centre-ville 50%.

- Le chômage : France, 11,6% ; Béziers, 35% ; Centre-ville 51,6%

- Les parents pas en mesure d'agir pour le soutien scolaire : France, 9,7% ; Béziers, 24,8% ; Centre-ville 36,5%

11 octobre 2021

Vous connaissez la fameuse Mutuelle « communale » d'extrême droite (qui est dirigée par la société Traditia et dont le siège était à Bordeaux) ? En 2014, Robert Ménard l'avait lancé à Béziers puis en 2020 au sein de l'agglomération. Et bien nous avons reçu récemment un rapport de contrôle par l'Autorité des marchés financiers (AMF). Trois aspects lui ont été reprochés :

- Faire souscrire à ses clients non professionnels des actions d'un fond luxembourgeois.

- Encaisser des fonds de ses clients non destinées à rémunérer son activité.

- Conseiller à des clients de conclure des contrats de prêt avec un établissement non habilité à recevoir des fonds remboursables.

En conclusion de ce rapport *« Au vu de ces éléments, il est prononcé à l'encontre de Traditia un avertissement et, à l'encontre de M. Le Gouz de Saint-Seine (son gérant), un avertissement et une sanction pécuniaire de 50 000 € (cinquante mille euros). »*

12 octobre 2021

Interview de Robert Ménard dans le Midi Libre, sur son installation, comme président de l'Agglo : *« À mon arrivée, l'Agglo ressemblait un peu à une armée mexicaine. Il y avait tellement de chefs ! Trop de chefs… Je suis pour le système à l'américaine : quand j'arrive quelque part, je ne garde que les gens qui ont envie de travailler avec moi, des gens sur lesquels je peux compter à 100 %, qui fonctionnent comme je fonctionne, sept jours par semaine, qui partagent mes ambitions. ».* On voit bien qu'il veut concentrer tout le pouvoir entre ses mains. D'ailleurs, il affirme *« J'ai peu de goût pour laisser l'administration choisir. Le boulot des élus, c'est de faire des choix. Sinon, à quoi servent les élections ? ».* À la question *« Vous avez donc changé pas mal de directeurs. Êtes-vous satisfait de vos choix ? »* Il répond *« Absolument. Ils ont compris mon fonctionnement. Nous avons le même directeur général des services pour la Ville et pour l'Agglo. C'est plus fluide, plus facile. Il n'y a pas de rivalités. Et ce sont des gens qui ont toute ma confiance ».* Puis il accuse bassement *« certains élus de l'opposition, [qui] ont pour principal souci le montant de leurs indemnités »* en désignant l'ancien président de l'agglomération, Frédéric Lacas.

13 octobre 2021

Alors, attaqué à plusieurs reprises par Robert Ménard sur la hausse d'impôts, l'ancien président de l'Agglo Béziers Méditerranée, a rappelé un certain nombre de vérités sur l'augmentation des taxes perçues par la communauté d'agglomération. En ce qui concerne les ordures ménagères, il explique que toutes les précédentes taxes ont été votées à l'unanimité des maires de l'agglo (donc aussi par Robert Ménard). Et cette année, Robert Ménard a fait voter une hausse de plus de 14 % de la Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP).

Or, il est un fait établi que le trop-perçu de près de 4 M€ annuels dont bénéficie la Ville de Béziers depuis le transfert de la compétence de ces Ordures ménagères, permettrait de compenser cette augmentation sans augmenter les taxes payées par les habitants. Sauf que depuis 2014, le maire de Béziers s'y refuse. Ce qui représente 24 M€, largement de quoi payer les travaux de mise aux normes du centre d'enfouissement et d'absorber la hausse de la TGAP ! Enfin, concernant la taxe Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) il faut savoir que les huit communes exclues de la gouvernance n'ont jamais été consultées.

15 octobre 2021

Les gendarmes ont perquisitionné la mairie de Corneilhan dirigée par Bertrand Gelly, maire pro-Ménard au sein de l'Agglo. L'enquête porte sur une plainte pour harcèlement déposée par un ancien policier municipal, victime d'un accident de service en 2018. À sa reprise de travail et suite à son remplacement, le policier a été cantonné dans un ancien lieu de stockage avec ordre de ne pas sortir, de ne pas parler, ni recevoir du public et bien sûr avec interdiction de port d'arme. La Pieuvre du Midi précise que, suite à l'accord de coopération entre la police

municipale de Béziers et celle de Corneilhan, l'agent serait devenu gênant. Il a donc subi pressions et intimidations visant à le faire partir.

25 octobre 2021

Le conseil municipal de Béziers a voté une avance de 400 000 € remboursable sur deux ans à la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) qui gère maintenant, pour la ville, les comptes du club de rugby de l'ASBH. De plus, le maire a décidé de ne plus rendre public l'audit effectué depuis plus d'un an sur la situation financière du club. Nicolas Cossange (élu PCF) a dénoncé vivement cette nouvelle aide : *« C'est par une interview dans la presse locale que vous avez introduit ce point du conseil municipal. C'est dire votre conception de la démocratie… C'est d'argent public dont nous parlons. Investissez en votre nom propre dans l'ASBH si vous le souhaitez mais en attendant vous avez des comptes à rendre, d'autant plus que vous nous demandez de faire une avance remboursable. ».* Et encore, *« Vous dîtes, toujours dans la presse, que la gestion du club n'a pas été orthodoxe. Il est facile de jouer les magnanimes en mettant la poussière sous le tapis. Pourquoi n'engagez-vous pas des poursuites judiciaires avec la commune ? »* Anne-Marie Raysseguié (liste du centre droit) a poursuivi en demandant « À quoi vont servir ces 400 000 € ? Pour s'assurer du remboursement est-ce qu'il serait possible d'avoir un prévisionnel ? … En cas de grosses perturbations, quid des responsabilités juridiques et financières de notre ville ? » Même demande pour l'autre élu d'opposition Christophe Huc (centre droit) *« Aujourd'hui vous nous demandez de voter une avance de 400 000 €, sans avoir d'éléments… moi, en l'état des choses, je ne peux pas décemment voter pour. Vous nous demandez la confiance mais vous seul avez le contrôle. ».* De son côté, l'élu écologiste Thierry Antoine a regretté (tout en votant pour) « le manque d'informations des conseillers municipaux d'opposition. » et de préciser *« Vous l'avez dit à la presse, c'est la lecture de l'audit qui a décidé la création de la SCIC. Du coup cet audit est un document absolument nécessaire au conseil municipal pour juger et pouvoir voter en toute connaissance de cause sur les délibérations qui la concernent. D'ailleurs ces délibérations pourraient être entachées d'illégalité s'il s'avérait que des documents n'ont pas été produits au conseil municipal »* Robert Ménard a alors répondu *« Lorsqu'il y a des négociations tous les éléments ne sont pas mis sur la table. La transparence a des limites… Avant on donnait en gros un million par an au club et la moindre des choses c'était d'avoir un droit de regard. ».* Sauf qu'il est seul à avoir ce droit de regard (avec l'argent des Biterrois).

La décision de ne pas communiquer cet audit a été commenté dans un édito du Midi Libre par ces mots *« Cela laisse planer une zone d'ombre sur les conditions dans lesquelles le club de rugby a été racheté par la Ville et par ricochet, sur le véritable coût pour les contribuables. »*

À noter également qu'au cours de ce conseil municipal, les élus ont approuvé l'attribution de la concession d'aménagement pour le renouvellement urbain du centre-ville à la société Viaterra (amie du maire). Ainsi Thierry Antoine (Élu EELV) a redemandé *« Pourquoi refuser aux élus d'opposition d'être membre des réunions de la commission d'attribution de ces projets ? ».* Réponse, oh combien révélatrice du maire « L'écologie n'est pas votre propriété. L'environnement n'appartient à aucun parti. Et il y a des lieux ou l'opposition siège et d'autres non. C'est un choix. Les élections ont tranché ».

28 octobre 2021

Robert Ménard était l'invité de France Inter. Interrogé sur les propositions d'Éric Zemmour ou de Marine Le Pen, il a expliqué « partager les mêmes constats qu'eux, notamment sur la question de l'immigration, mais être en désaccord sur les réponses à apporter ». Par exemple *« Quand Éric Zemmour parle de re-émigration, je lui ai dit ça n'a pas de sens. Moi dans ma ville, deux tiers des enfants sont issus de l'immigration dans les écoles publiques et moi, ce que je veux, c'est les intégrer. »* Il oublie juste de préciser que dans « sa » ville, il les stigmatise régulièrement et les rejette systématiquement. Il a aussi un désaccord avec son ami Éric sur la suppression du permis à point. Pour lui, *« enlever le permis à point, c'est brosser dans le sens du poil des électeurs. ».* Ensuite au cours de l'interview, il a affirmé *« Sur les questions économiques, Marine Le Pen a un programme qui n'est pas réalisable : la pire des choses pour les politiques, c'est de faire des propositions dont*

ils savent qu'on ne peut pas les mener à bout ». Tout cela pour finalement centrer le débat sur sa personne *« Peut-être que ce qui me sépare d'Éric Zemmour et de Marine Le Pen c'est qu'à leur différence, je dirige un exécutif ».*

30 octobre 2021

L'éditorial du Midi libre reprend une brève du Canard Enchainé sur la disparition de La Pieuvre du Midi des rayons de la Médiathèque André Malraux (MAM) de Béziers. Le journal satirique national explique que l'abonnement n'a pas été reconduit car La Pieuvre du Midi *« ne vantait pas assez les belles réalisations de la municipalité. ».* Aussi le Midi libre explique que Robert Ménard a affirmé, lors de son interview à France Inter *« Je défends la liberté de la presse et les droits de l'Homme. »* et le journal régional de conclure *« Nous ne sommes pas assez perfides pour ajouter que cela dépend de quelle presse et de quels hommes ».*

Manifestation antifasciste à Perpignan - 3 juillet 2021.



Article de *La Semaine du Roussillon* – 3 juillet 2021
« Perpignan : des milliers de personnes contre l'extrême-droite »

Samedi 3 juillet 2021, des centaines de personnes venues du département des Pyrénées-Orientales mais également de l'Aude, de l'Hérault, de la Haute-Garonne, sont venus participer à une manifestation contre l'Extrême-droite à l'occasion du congrès national du RN à Perpignan ces 3 et 4 juillet.

Cet appel avait été lancé par une vingtaine d'associations locales et nationales, des syndicats, des partis politiques, mais a attiré aussi au delà de simples citoyens.

C'est le cas de Claire Serrurier, fonctionnaire de l'éducation nationale et perpignanaise, qui explique « Je suis là parce que je refuse que la France entière nous regarde à Perpignan comme si la ville était le centre du Front National pendant son congrès. Perpignan ce n'est pas le Rassemblement national c'est une ville ouverte, accueillante ».

Des mouvements catalans étaient également présents, brandissant des drapeaux catalans. « Je suis ici avec des indépendantistes de Catalogne, confie Joan Père Gensane. Nous sommes internationalistes est donc ouverts au monde et aux autres, tout le contraire des parties nationalistes et du Rassemblement national en particulier. On manifeste pour vivre dans un pays ouvert ».

« Un petit-fils de communiste résistant déporté ne peut pas faire moins que d'être ici aujourd'hui, affirme Jean-Paul Boy, un jeune retraité. La différence entre le RN et nous, au moment de la guerre, c'est qu'ils étaient d'un côté des miradors et nous de l'autre. Aujourd'hui, ils essayent de nous faire oublier cela, mais ils continuent à supporter la même idéologie. Et je suis content d'être là parce que je vois qu'il y a des jeunes qui sont aussi mobilisés pour cela ».

« On voit que le fascisme se rapproche dangereusement, estime Sonia Marzo. Nos parents ont connu cela, nous, nous n'avons pas pu éviter que cela commence à revenir. On se rapproche de ce qui s'est dessiné dans les années 30, du même climat. Le gouvernement joue sur la peur de l'extrême-droite. On a pourtant un Etat violent qui met tout en place pour eux. Je n'ai pas connu le fascisme, j'ai 70 ans mais je vois que la démocratie est affaiblie. Il ne fait pas bon être étranger aujourd'hui en France. Il y a beaucoup de divisions, beaucoup d'exclusions. Il manque une éducation à cela pour les jeunes ».

« Je suis là par rejet de l'extrême droite, explique Claude Tellier, 75 ans. Je n'ai pas de bannière personnelle, je suis juste humaniste. Je trouve qu'il est important d'être là, j'ai l'impression que l'on a baissé la garde par rapport aux idées d'Extrême droite. »
« Je viens manifester car il ne faut pas laisser le terrain au Rassemblement national. L'Extrême droite sort des élections affaiblie mais il faut continuer le combat » indique que Florent Marsal, 22 ans, ex candidat PS aux élections cantonales.

La manifestation, encadrée par un service d'ordre de la CGT et d'importante force de l'ordre, s'est déroulée dans des rues à l'ouest de la ville, hors du cheminement habituel, à l'opposé du quartier où se tient le congrès du Rassemblement national.

Le défilé s'est déroulée sans heurts et les manifestants, au nombre de 3000 selon les organisateurs et 650 selon la préfecture, sont revenus toujours dans le calme, un peu avant 16 heures, à leur point de départ, la place Catalogne, où était prévu un concert dans la continuité de cet appel contre l'Extrême-droite.



l'extrême-droite c'est la violence

10.

La caractéristique principale de l'extrême droite et du fascisme, c'est la violence

10. Chapitre

Le but avoué, sans complexe, de l'extrême droite est de s'attaquer aux acquis démocratiques, à l'État de Droit, aux droits de syndicaux, des LGTB, à l'égalité et à l'émancipation des femmes, et de mettre en place une politique raciste et discriminatoire contre les Français. ses issu.e.s de l'immigration post coloniale, les étrangers et les réfugié.e.s.

Pour que cette politique se réalise, leurs méthodes ne consistent pas seulement à diffuser leur propagande délétère et à participer aux élections.

Ils utilisent, aussi, la violence contre tous.tes ceux.celles qui sont « ciblé.e.s » dans leurs programmes et les associations/organisations qui défendent les droits des salariés, des minorités et les acquis démocratiques.

Nous voulons ici faire l'inventaire de ces violences fascistes, non exhaustives depuis les dernières années.

Les plus récentes

Elles se sont déroulées dans le sillage des manifestations antivax. Nous ne parlons pas ici des affrontements avec la police mais des agressions à l'égard de personnes, d'organisations et des institutions sanitaires

Ainsi, depuis le début de ces manifestations, pendant ou en dehors de celles-ci, des attaques ciblées contre des journalistes, des élu.es, des pharmacien.nes, des médecins, des centres de vaccinations ont été perpétrées. Sur les lieux de travail, des agressions verbales ont été également proférées en direction des personnels vaccinés.

Leurs auteur.e.s ? Bien sûr c'est loin d'être la majorité das antivax qui participent aux manifs antipass sanitaire. Mais, sur les réseaux sociaux antivax, des appels à la violence et à la haine, sont régulièrement proférés. La secte Qanon, quant à elle, appelle à « l'insurrection » depuis de nombreux mois, des adeptes « attendant le signal » ont certainement pris les devants. Les groupuscules fascistes, de leur côté, ne sont certainement pas en reste, profitant de l'aubaine pour déchaîner leur violence habituelle.

Ainsi, les nazis antisémites se sont senti pousser des ailes : durant l'été 2021, la tombe de Simone Veil a été plusieurs fois recouverte de croix gammées.

Le mouvement ouvrier et syndical fait aussi parti de leurs cibles : Le Local national de l'Union Syndicales Solidaires a été détérioré avec des tags fascistes.

La stèle d'hommage à Pierre Maître, syndicaliste CGT assassiné il y a 40 ans sur un piquet de grève par une milice patronale, a été dégradée par une inscription fasciste. Ce sont les méthodes habituelles et récurrentes des mouvements fascistes.

Les violences des groupuscules fascistes et identitaires des dernières années

Pour lister ces agissement , nous avons retranscrit des extraits des communiqués associatifs et syndicaux les dénonçant que le site VISA-ISA. org publient régulièrement.

Albi, octobre 2021 : Deux étudiants dont un militant syndical agressés.

Deux étudiants agressés, dont un représentant du syndicat étudiant et militant de la CGT, ont été pris à partie puis attaqués par trois militants d'extrême-droite proche de la mouvance de Génération Identitaire (Patria Albiges) : des coups ont été portés et des menaces proférées dans une tentative d'intimidation. Antonin, roué de coups au sol, a subi des traumatismes qui l'ont conduit aux urgences.

Lille, octobre 2021 : Une militante insultée et menacée sur les réseaux sociaux.

Une étudiante à Science Po Lille et militante à Solidaires étudiant-e-s Lille avait publié une vidéo sur YouTube dans laquelle elle s'attaquait aux fondements idéologiques de la théorie complotiste et raciste du "grand remplacement". Dès le lendemain, elle a subi une vague de harcèlement misogyne et raciste de la part de l'extrême droite, renforcée par la publications d'articles sur le site néo-nazi "Démocratie Participative", (site néonazi et négationniste apparu en 2017) hébergé aux Etats-Unis ce déchaînement de haine ne s'arrête pas et est couplé à de nombreuses menaces.

Octobre 2021, Vaucluse, Local de l' »Union Syndical Solidaires » vandalisé par les royalistes.

Les devantures de l'Union Syndicale Solidaires 84 ont été dégradées et recouvertes d'inscriptions pour la troisième fois en deux semaines. Si les slogans inscrits la première fois étaient peu lisibles, ceux de la deuxième attaque ne laissent pas de doutes sur la provenance de cette dégradation. L'inscription « vive le roi » et la « fleur de lys » sont la signature sans appel du forfait.

Septembre 2021, fichage, de militants sur un site d'extrême droite

Plus de vingt syndicalistes ont été, avec des universitaires, des artistes, des journalistes, des avocat·es, mais aussi des militant·es issu·es d'associations, de partis politiques, fiché·es par un site d'extrême-droite pour leur prise de position contre le racisme.

Suite à la diffusion de cette information, la CNIL s'est auto saisie et a ouvert une enquête. Toute la lumière doit être faite sur les responsabilités des auteurs·trices de cette liste et des propriétaires du site.

Depuis des années, les groupuscules fascistes et racistes, profitant de la banalisation des idées d'extrême-droite, n'hésitent pas à intervenir de manière violente contre des manifestations ou des actions de solidarité, notamment avec les migrant·es, ni à saccager des locaux associatifs ou syndicaux.

Août 2021, Tours : Agression physique de l'extrême droite lors d'une manifestation.

Lors d'une manifestation du 21/08/2021, deux camarades (un membre de syndicat Sud santé et un gilet jaune) ont été victime d'une agression du groupuscule d'extrême droite «Des Tours et des Lys».

Juin 2021, Tarbes : Autre agression physique de l'extrême droite.

Après la dispersion d'une manifestation, deux agressions de la part de militants d'extrême droite ont eu lieu, à deux endroits de la ville.
La première envers un groupe de militant-es des Jeunes Révolutionnaires, qui ont été attaqués en voiture en sortant d'un parking près de la Bourse du Travail, lieu de départ de la manifestation. 4 à 5 individus ont attaqué physiquement la voiture en criant insultes sexistes et saluts nazis. Les militant-es ont réussi à partir avec de simples dégâts matériels sur la voiture.

La seconde envers 4 militant-es Solidaires, UCL et sympathisant-es, qui tenaient ce jour un stand mobile abritant une caisse de solidarité. Ces militant-es ramenaient ce stand à leur domicile

lorsqu'ils et elles se sont rendu compte qu'un groupe de 4 à 5 personnes les suivait. Elles et ils ont réussi à se réfugier au domicile de l'un d'eux, sans que personne n'ait été blessé. Le groupe d'individus a donné des coups dans la porte de l'immeuble et menacé les militant-es, avant de finalement partir.

Pendant la manifestation, déjà un individu avait pris à partie, insulté et filmé le cortège. Il arborait des signes visuels affiliés à l'extrême droite.

Mai 2021 : Aix en Provence, collage raciste et islamophobe des identitaires.

En mai et juin 2020 Génération identitaire collait des affiches sur plusieurs panneaux d'affichage à Aix-en-Provence. Ces affiches comportaient en lettres capitales le slogan « Immigration racaille islamisation » avec en dessous la mention « reconquête ».

Devant la gravité de ces faits, la Ligue des droits de l'Homme a alors porté plainte auprès du Procureur de la République. SOS racisme et d'autres associations ont également signalé ces comportements. Depuis, et ces plaintes y ont contribué, Génération identitaire a été dissoute.

Orléans, Mai 2021 : Occupation et agression de nervis d'extrême droite dans un théâtre en lutte et occupé.

Dans la nuit du 8 au 9 mai dernier, le Théâtre d'Orléans occupé a été attaqué par des nervis d'extrême-droite Vers 1h du matin, un groupe de 5 à 6 individus est entré par effraction dans le théâtre. Ils ont frappé à coups de poing le vigile du théâtre avant de le plaquer au sol. Une altercation a eu lieu ensuite avec les occupant.es qui tentaient de les faire sortir, au cours de laquelle les occupant.es ont alors reçu à leur tour de nombreux coups. Mais face au nombre et à la détermination des occupant.es à ne pas se laisser intimider et violenter, les fachos ont dû prendre la fuite.

Avril 2021 : Moselle : menaces par lettre anonyme contre des militants qui luttent pour les droits fondamentaux de migrants

En Moselle, à Rosselange, un militant retraité de la sidérurgie et son épouse ont reçu dans leur boîte aux lettres la veille de la mobilisation des menaces anonymes d'une extrême violence : insultes, propos racistes, thèses du Rassemblement National repris contre les personnes demandant l'asile, menaces de mort et de brûler leur maison…Un condensé de ce qui se fait de pire en termes de propos fascistes ! Ils militent pour les droits des demandeurs d'asile et sont engagés dans l'aide quotidienne en leur faveur sous forme d'aide alimentaire ou en hygiène, étaient aussi partie prenante dans un rassemblement de soutien le 20 mars avec les États Généraux des Migrations.

Mars 2021 : Alsace : Des militant.es de l'Union syndicale Solidaires menacé.e.s par un membre de l'action française

Deux militant.es de l'Union syndicale Solidaires Alsace lors d'un collage d'affiche concernant les élections professionnelles dans les très petites entreprises et associations ont été abordé.es par un homme portant des gants coqués qui les interpelle en demandant « c'est Solidaires ? Vous savez qui je suis ? ». Il a alors déchiré l'affiche qui venait d'être collée.

Les l'ont formellement identifié, il s'agit d'un membre bien connu de l'Action française Strasbourg. Mis face à son identité, il profère des menaces de coups en montrant ostensiblement ses gants coqués.

Cet événement est à rapprocher des événements du 12 décembre 2019 lorsque des membres de l'Action française ont agressé des étudiant.es en lutte contre la Loi de Programmation de la Recherche dont des militant.es de Solidaires Etudiant.es, occasionnant des blessures allant jusqu'à 7 jours d'ITT2.

Mars 2021 : Intrusion de l'action française dans l'hémicycle du conseil régional à Toulouse

Les agresseurs étaient porteurs de messages de haine, de division et d'exclusion. Comme toujours avec l'extrême-droite, le but est d'empêcher le débat démocratique par la violence et l'intimidation.

« Cette agression rappelle opportunément que derrière le visage apaisé que tentent de se don

ner les élus d'extrême-droite, la réalité de ce clan politique reste celle de la bêtise et d'une haine profondément anti-démocratique et antirépublicaine » - Communiqué de la CGT -

« A l'heure où certain.e.s soutiennent publiquement les actions d'organisations d'extrême-droite telles que Génération Identitaire jusque sur les plateaux de télévision des chaînes qui ont fait leur fond de commerce des provocations racistes, à l'heure où la haine vis-à-vis des étrangers se répand sans bornes dans la société, c'est une vraie satisfaction de voir que dans la vraie vie des individus lambda se mobilisent pour que la montagne ne devienne pas le cimetière de celles et ceux qui sont contraint.e.s de partir vivre ailleurs ». – Communiqué de Solidaires –

Mars 2021, Pau

Dans la nuit du 9 au 10 mars 2021, certains murs du campus de l'Université de Pau ont été recouverts d'inscriptions fascistes et notamment pétainistes.

Janvier 2021, Pyrénées ; Opération « anti-migrants », des nervis d'extrême droite qui « patrouillent »

Le mardi 19 janvier, une trentaine d'activistes, néo fascistes, du mouvement Génération Identitaire menaient en catimini une action de propagande xénophobe. Tout de Schtroumpf vêtus, les nervis en doudounes bleues se sont ainsi pavanés seuls au col du Portillon, entre Luchon et le Val d'Aran, exhibant leurs fiers 4x4 floqués de leur logo.

Décembre 2020 : Lyon

A la sortie d'une collecte solidaire de vêtements et de jouets organisée par l'association PESE dans les locaux de la librairie la Plume Noire, deux adhérents de l'association PESE (Pour l'Égalité Sociale et l'Écologie) également syndiqués à Solidaires Rhône ont été agressés par un groupe de 7-8 militants d'extrême-droite.
Ayant visiblement repéré les lieux, les fascistes ont attendu que les 2 bénévoles soient seuls pour les rouer de coups (10 minutes auparavant, une dizaine de personnes étaient présentes dans la librairie).

« *La ville de Lyon a été le témoin depuis près de 10 ans d'une montée en puissance des violences fascistes à Lyon : agressions racistes, LGBTphobes, contre des militantes syndicalistes, associatifs ou politiques, ou de simples passant dont la tenue était associée par leurs auteurs à «la gauche», attaques ou dégradation de locaux politiques, associatifs, de lieux de cultes (mosquée, synagogues) ont eu lieu ces dernières années. »* – Communiqué Unitaire –

Novembre 2020 : Menaces de mort contre un universitaire.

Éric Fassin (professeur à Paris 8 - Vincennes - Saint-Denis, chercheur au Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité et membre fondateur de l'Internationale du genre, a fait l'objet de menace de mort de manière répétée et de décapitation sur les réseaux sociaux. En retour, il a déclaré :

« Les menaces qui visent des universitaires sont des attaques contre les libertés académiques, et donc contre les valeurs démocratiques. À l'étranger, nos collègues l'ont bien compris, comme le montrent les nombreux messages de solidarité reçus du monde entier – y compris de collègues qui ont payé cher le prix de leur défense de la liberté, comme en Turquie. Aujourd'hui, les collègues du Brésil et de toute l'Amérique latine, qui connaissent les menaces et qui savent les risques de l'engagement, me et nous manifestent leur solidarité. À toutes, à tous, ma et notre reconnaissance. Nous sommes bien du même côté : celui de la démocratie ».

Septembre 2020, Nice : Agression fasciste sur le campus.

Des étudiants du syndicat « Solidaires Etudiant.e.s » ont été pris à partie par des membres d'un groupuscule raciste d'extrême-droite niçois étranger à l'Université. L'un des étudiants a dû être hospitalisé. Heureusement son pronostic vital n'est pas engagé.

« *Nous ne tolérerons pas de revivre les violences des groupuscules d'extrême-droite (GUD, Unité-Radicale, Identitaires) des années 1990/2000 sur les campus niçois. »* - Communiqué Unitaire FSU – Solidaires – CGT –

Mai 2020 : Paris, le bar associatif Saint Sauveur attqué par les fascistes.

Après 21 heure, un groupe d'une vingtaine d'individus a surgi du haut de la rue, armé de manche de pioche et s'est ruée sur les gens attablés. Ils saccagent la terrasse, agressent les gens sur la place sans distinction et inondent de gaz lacrymogène le bar où se sont réfugiés un grand nombre de personnes. Cassent quelques vitres...

Grace à la réaction spontanée du quartier ils doivent fuir.

Mai 2020 : Montpellier : saccage d'un local associatif et agression de deux journalistes.

Le dimanche 17 mai 2020 des groupuscules d'extrême-droite. vandalisent le local associatif militant le Barricade, investi dans les luttes sociales et agresses, en pleine rue en leur volant leur portable deux journalistes.

Mai 2020 : Béziers, agression d'un journaliste

Dimanche 17 mai, un rassemblement de plusieurs groupuscules racistes d'extrême droite, comme les royalistes de l'Action française, les volontaires pour la France et surtout ceux de la Ligue du midi s'est tenu à Montpellier pour rendre hommage à Jeanne d'Arc. Une trentaine d'activistes étaient présents dans le quartier des Beaux-Arts et une prise de parole a eu lieu en présence des forces de police. Ces groupes extrémistes ne se sont pas contentés d'un discours car ils ont aussi agressé la journaliste Ysis Percq qui travaille pour l'AFP et France Bleu Hérault, en lui arrachant son téléphone portable afin d'effacer la vidéos du dirigeant de la Ligue du Midi, Richard Roudier, qui faisait tranquillement son discours en pleine rue.

Janvier 2020 : Violences fascistes à l'EHESS (Ecole des Haute Etude en Sciences Sociales)

Le mercredi 29 janvier, un étudiant a été agressé devant les locaux de l'EHESS par deux individus se réclamant du groupuscule d'extrême-droite les Zouaves Paris. Ils ont également volé, pour la troisième fois, une banderole installée sur l'EHESS et ont revendiqué cette action sur les réseaux sociaux. Cette agression n'est pas la première au sein de cet établissement. Il faut rappeler, aussi, les multiples attaques et menaces envers la Brêche de la part de groupes fascistes, ainsi que l'irruption violente de nationalistes antisémites lors d'un colloque l'année dernière.

Strasbourg, décembre 2019 : Attaque violente contre des étudiants et des militants syndicaux.

Ce 12 décembre à 12h15 un groupe d'une quinzaine de militants se réclamant de l'Action Française, dont la majorité était cagoulée, a procédé à une attaque violente contre des étudiants et des militants syndicaux afin de tenter de lever le blocage du bâtiment Le Patio. Cette action a été revendiquée par voie de communiqué de presse, signé par le responsable d'Action française Strasbourg, par ailleurs étudiant inscrit à la faculté des Sciences historiques et à la faculté de Théologie catholique de l'Université de Strasbourg.

Les victimes de cette agression par l'extrême droite radicale ont été choquées et une étudiante a été blessée.

Octobre 2019 : Au conseil régional « Occitanie » Agression d'une femme portant le voile par un élu RN

Julien Odoul, élu du Rassemblement national a demandé à ce qu'une une femme présente dans le public du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté avec des enfants, retire son voile.

Octobre 2019, Lyon : Attaque du local de l'Union Syndicale Solidaires

Dimanche 20 octobre, un petit groupe de fascistes est parvenu à pénétrer dans l'immeuble où se trouve le local de l'Union Syndicale Solidaires Rhône. Ils ont réussi à tirer vers eux un camarade qui se tenait à la porte pour le jeter dans les escaliers et le rouer de coups avant de s'enfuir suite à l'intervention d'autres camarades de Solidaires étudiant·e·s, alors en formation syndicale au local.

Cette attaque fait suite à de nombreuses agres-

sion et attaques à Lyon contre des locaux militants,ceux de la CGT, de la CNT, du Parti Communiste, la librairie La Plume noire ou Radio Canut et à l'encontre de personnes issu.e.s de l'immigration post coloniale, des étrangers et de la communauté LGTB

Septembre 2019, Le Mans : Le local de l'UNEF vandalisé pour la cinquième fois

Le local de l'UNEF Le Mans a été vandalisé par l'Action Française, c'est la cinquième que des groupuscules fascistes s'attaquent à l'UNEF. A 2 reprises, les vitres du local ont été cassées par des jets de briques, et trois fois des affiches et autocollants au message nauséabond y ont été collés. Les murs et façades des UFR ont également été recouverts d'autocollants.

Avril 2019 : Sauvage agression d'un membre de la Roya Citoyenne

En pleine nuit, de samedi à dimanche 14 avril, un membre actif de Roya citoyenne, qui héberge et accompagne en toute légalité des demandeurs d'asile dans leurs démarches administratives, s'est sauvagement fait agresser à son domicile à Contes par une quinzaine de jeunes, certains munis d'armes blanches. Ils ont entièrement détruit son véhicule, brisé toutes les vitres de son appartement, saccagé par des objets lancés depuis l'extérieur.

Ce militant a dû être hospitalisé en urgence avec perte de connaissance, traumatisme crânien et de nombreuses contusions avec points de suture causés par les projectiles. Les demandeurs d'asile qu'il accueillait et lui-même sont gravement traumatisés psychologiquement, et ce d'autant plus que cet acte prolongeait une première agression subie à son domicile il y a quelques semaines…

Septembre 2018, Valence : Agression de Cédric etdu directeur du cinlé « Le Navire ».

Dimanche 16 septembre, vers 20 h, alors que la projection, en avant première, du film « Libre », relatant les actions de solidarité avec les migrants allait commencer, une demi-douzaine d'individus sont venus agresser Cédric Herrou et Cyril Désiré, le directeur du cinéma Le Navire. Parmi les agresseurs, au moins deux militants du GUD de Lyon et un membre du service d'ordre du Rassemblement National, ce qui ne laisse aucun doute sur le caractère politique de cet assaut.

Septembre 2018, Clermont-Ferrand :Agression devant le Local des identitaires « Bastion social ».

Quatre passants se sont faits agresser rue de la Treille à Clermont-Ferrand dans la nuit de samedi à dimanche 9 septembre 2018, devant le local du Bastion Social et par des membres de ce groupuscule. Une des victimes souffre aujourd'hui d'une double fracture à la jambe et une autre a le nez cassé.

Cette agression s'ajoute aux précédentes, rapportées par la presse locale comme nationale, qui ont été commises depuis l'implantation du Bastion Social à Clermont-Ferrand, mouvance raciste et violente, originaire de la région lyonnaise et héritière du « GUD ». De la même façon, partout où le Bastion Social est présent en France, des condamnations pour violences tombent à leur encontre. Leur « chef » par exemple s'est vu condamné pour incitation à la haine raciale. Les responsables du même groupuscule de Marseille et Aix en Provence ont été condamnés à 6 mois de prison pour violences sur un gendarme et son ami guadeloupéen…

Juillet 2018, Alsace : Tag nazis et racistes

Dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 juillet 2018, un tag raciste a été inscrit sur le mur de la mairie de HAEGEN (67), près de SAVERNE. Cinq jours plus tôt le 30 juin, un slogan raciste très similaire «dehors les nègres» accompagné d'une croix gammée avait été découvert sur le mur de la mairie de THAL - MARMOUTIER à 2 km de là.
Depuis décembre 2017, le village accueille des réfugié.es arrivé.es en décembre 2017. Les 56 personnes seront accueillies au couvent des Sœurs Franciscaines de THAL MARMOUTIER.

« Comment en 2018 peut-on encore voir des symboles nazis en Alsace, après tout ce que notre région a subi pendant la Seconde Guerre Mondiale ? Nous n'oublions pas la déportation de millions de Juifs, d'homosexuels, de Tziganes, de politiques, de syndicalistes CGT comme Georges Wodli tué par la Gestapo à

Strasbourg. Nous n'oublierons pas le drame des Malgré – nous enrôlés de force dans l'armée allemande. De la même manière que nous combattons l'antisémitisme, nous ne tolérons pas les inscriptions de haine raciste à l'égard des Noirs. » Extrait du Communiqué de l'UL CGT Saverne et les environs.

En conclusion, l'ensemble des partis, mouvements, associations, organisations syndicales, sociales et politiques qui défendent les acquis démocratiques doivent condamner ces exactions, et exprimer leur solidarité avec les personnes et les organisations victimes de ces actes. En ce qui nous concerne se pose la question de la riposte et de la protection, dans l'unité, des lieux et des personnes visées par les fascistes. La vigilance et la contre-offensive sont à l'ordre du jour.



Communiqué de la Fédération SUD Rail – 23 novembre 21
Agression contre des militants SUD-Rail

Hier soir, deux militants de SUD-Rail étaient tranquillement attablés en terrasse à Paris, quand ils ont été pris violemment à partie, parce que l'un d'eux portait simplement un sweet-shirt antifasciste, par un groupe de 7 fascistes : insultes, coups, lunettes cassées, menaces de mort.

Les deux adhérents de notre organisation syndicale ont pu se réfugier à l'intérieur du bar mais, en plus du choc psychologique, les conséquences auraient pu être bien plus graves car le groupe de fascistes souhaitait encore en découdre, à 7 contre 2.

La fédération des syndicats SUD-Rail exprime sa solidarité avec les deux militants SUD-Rail agressés.

Cette nouvelle agression, en plus des dizaines de violences commises par l'extrême droite recensées par le site *Rapports de force*, montre que l'extrême droite est galvanisée par le climat politique et médiatique qui laisse libre cours aux discours haineux et aux actions violentes de l'extrême droite. Sur les réseaux sociaux, la surenchère et le harcèlement fasciste se déchaîne. Le début de campagne présidentielle est submergé médiatiquement par les offensives idéologiques de l'extrême droite, avec un racisme sans filtre sur le « grand remplacement » par exemple. Plusieurs projets d'attentats d'extrême droite en France ont été empêchés, sans que ce soit médiatisé, mais le risque existe en permanence. Nous n'oublions pas également que l'extrême droite tue, le procès en appel des assassins de notre camarade Clément Méric l'a encore démontré.

Pas une semaine ne se passe sans que des locaux, des librairies ne soient vandalisé.es, des militant.es progressistes ou de simples citoyen.nes ne soient menacé.es ou agressé.es, des manifestations ne soient attaquées. Des syndicalistes ont été fiché.es, dont des camarades de Solidaires, avec des universitaires, des artistes, des journalistes, des avocat·es, mais aussi des militant·es issu·es d'associations, de partis politiques, par un site d'extrême-droite pour leur prise de position contre le racisme Aucune réaction pourtant du côté gouvernemental, qui préfère au contraire stigmatiser les soit-disant « islamo-gauchistes », le soit-disant « wokisme ».

Le message de notre fédération est très clair : nous combattrons sans relâche l'extrême droite.

Notre Union syndicale Solidaires est impliquée au quotidien dans ce combat antifasciste, qui doit se faire dans l'unité, comme par exemple avec la manifestation contre le congrès du RN à Perpignan en juillet 2021 et la manifestation contre les violences de l'extrême droite à Lyon en octobre 2021.

Face à l'extrême droite, à ses discours, ses actions, ses violences, la fédération SUD-Rail ne lâchera rien.

Nous appelons l'ensemble des fédérations cheminotes et des syndicats à faire front unitairement contre la montée de l'extrême droite et ses idées, sur nos lieux de travail comme dans le débat public.

Union Syndicale Solidaires
SUD Rail

théories complotistes, un danger mortel

11.



Evènement organisé par VISA 13 en visio
pendant la pandémie 22 avril 2021



Les théories complotistes sont un danger mortel pour le mouvement syndical et les luttes sociales

Chapitre 11

La quasi-totalité des théories du complot sont initiées et diffusées par l'extrême droite pour pervertir et manipuler la radicalité sociale à son profit.

C'est une nécessité incontournable de combattre avec la plus extrême fermeté celles et ceux qui, par leurs mensonges et théories complotistes voudraient que l'on se trompe d'ennemi.e.s.

Complotisme/conspirationnisme ? Kesako ?

Les propagandistes du complotisme (ou conspirationnismes) veulent faire croire que les phénomènes sociaux, historiques et scientifiques trouveraient leur origine et leur explication par l'intervention et la manipulation d'une « élite » invisible. Des sphères (politiques, financières, intellectuelles, scientifiques et (ou) internationales) seraient les chefs d'orchestres d'évènements provoqués dans le plus grand secret pour leurs bénéfices exclusifs.

Cette attitude consiste à remettre en cause toute explication officielle d'un phénomène social, économique, historique et (ou) scientifique, en la dénonçant comme un mensonge d'un groupe dominant pour cacher la réalité.

Les adeptes et diffuseurs de ces théories s'imaginent investis de la mission de dénoncer ces agissements en révélant la « vraie vérité ».

Ils dénoncent toutes autorités politiques, économiques, intellectuelles et (ou) scientifiques comme étant des « élites » qui complotent et mentent systématiquement pour asseoir leur pouvoir et leurs intérêts afin de tirer profits des situations de crises qu'ils auraient eux-mêmes créés.

Ils discréditent toute analyse rationnelle, la qualifiant de mensongère, sur l'origine, les causes et les effets des crises et oppressions que nous subissons. Ceux.celles qui la formulent sont dénoncé.e.s comme corrompu.e.s et complices du pouvoir des ennemis/bénéficiaires de soit disant « crimes » dissimulés.

La plupart du temps, ils élaborent leur raisonnements alambiqués en finissant systématique par la question suivante : « A qui profiteraient ces crimes ? ». Et cela leur suffit pour justifier leur argumentation.

Pour eux, tout serait « joué d'avance », les mobilisations sociales ne serviraient à rien puisqu'au final, tout serait manipulé par ces « élites ».

Leur « logique » est de croire uniquement ceux qui proclament ces théories charlatanesques : gourous, leader, et autres guides suprêmes qui les intoxiquent sur les réseaux sociaux.

Historiquement, la diffusion de théories complotistes a toujours été intrinsèque à l'instauration des régimes autoritaires et (ou) fascistes et à leur perpétuation.

La quasi-totalité des théories du complot sont initiées et diffusées par l'extrême droite pour pervertir et manipuler la radicalité sociale à son profit

Quand une révolte populaire légitime contre l'injustice, la discrimination sociale, la pauvreté et la marginalisation économique est détournée et instrumentalisée par les fascistes, il est déjà bien tard pour espérer lui donner un débouché progressiste, humaniste et démocratique.

C'est la raison pour laquelle il est impératif que le mouvement syndical et les acteurs du mouvement social dénoncent et démontent les thèses conspirationnistes pour empêcher la contamination de certain.e.s de leurs camarades qu'ils côtoient dans les mobilisations.

Cette tâche politique a été longtemps négligée par le mouvement syndical alors que le complotisme avait peu d'échos parmi les salariés et était considéré comme des fantasmagories délirantes qui prêtaient à sourire.

Que certain.es puissent croire que la terre était plate, qu'en 1969, que l'alunissage de la capsule américaine Apollo 9 avait été réalisé dans des studios de cinéma, que l'extra terrestre Roswell ait vraiment existé ou que Beyoncé avait été remplacée par un clone n'entravait pas le développement des luttes, des solidarités et le militantisme syndical au sein des entreprises.

Mais depuis une vingtaine d'années, des théories du complot bien plus néfastes politiquement ont pénétré insidieusement la société et sont reprises par certain.e.s de nos collègues.

La période de la pandémie a encore accentué, de façon massive et rapide, leur développement

Cela n'a rien à voir avec l'expression de délires « romanesques » inspirés de romans de gares ou de sciences-fiction.

Comme la quasi-majorité des affabulations divulguées au cours des siècles passés, cette idéologie conspirationniste propage une idéologie réactionnaire, anti-ouvrière, raciste, antisémite, antiscience et antidémocratique.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont été à l'origine de la croissance exponentielle de la diffusion des thèses conspirationnistes par la « fachosphère »

Avec la publication, en 2002, de son livre : « L'effroyable imposture », sur les attentats du 11 septembre, Thierry Meyssan fut le précurseur d'une réactivation de la diffusion quasi systématique, par l'extrême droite, de théories complotistes irrationnelles, et qui, ensuite s'est développée et concrétisée par la propagation de nouvelles élucubrations délirantes.

Dans ce livre il explique que ces attaques terroristes ont été fomentées par la Maison-Blanche, le Mossad, la CIA ou les trois en même temps, alors qu'Al-Qaeda en a toujours revendiqué la paternité. Comme l'a écrit le Journal Libération : « Il a ainsi posé la première pierre du complotisme grand public».

Le complotisme : Un buisness qui rapporte.

Le livre sera vendu à 250 000 exemplaires et traduit dans de nombreuses langues générant des bénéfices faramineux pour son auteur. Aujourd'hui, l'enrichissement reste une motivation importante des gourous, charlatans et autres mentors du complotisme. Leurs plateformes, fréquentées par des dizaines de milliers d'internautes, voire des centaines de milliers, génèrent des profits très importants de recettes publicitaires. Les cagnottes/soutiens financiers proposés aux internautes sont aussi des facteurs d'enrichissement non négligeable pour tous ces escrocs. (Voir l'émission « Complément d'Enquête » de France 2 : « « Fake news, la machine à fric », au coeur du mensonge », au cour de laquelle les journaliste Aude Favre et Sylvain Louvet ont enquêté pendant près d'un an sur ce marché qui finance les fake news et qui pèse deux milliards d'euros. Ces volumes de publicité sont générés par les sites conspirationnistes et les plateformes qui les hébergent).

La thèse complotiste sur l'attentat du 11 septembre 2001 a été propagée soutenue par les pires propagandistes de l'idéologie d'extrême droite

Au-delà des profits réalisés par Thierry Meyssan, grâce à son livre, interrogeons-nous sur son positionnement politique et les individus qui le soutiennent.

Au milieu des années 2000, il se rapproche du régime de Bachar el-Assad, il se fait photographier lors d'un voyage en Syrie en compagnie de :

- **Dieudonné** (qualifié de propagandiste national-socialiste par la justice belge)

- **Soral** (condamné à une vingtaine de reprises pour des infractions de provocation à la haine, diffamation et injures antisémites, pour provocation à la haine en raison de la religion, après avoir imputé aux juifs l'incendie de Notre-Dame de Paris et le 27 octobre 2021, définitivement pour contestation de crimes contre l'humanité)

- **Frédéric Chatillon** (qui le 1er mai 2009, échangeant avec Axel Loustau, autre proche de Marine Le Pen, sur Facebook à propos du jour anniversaire du suicide de Hitler : «Oui en effet quelle triste journée… il nous manque beaucoup !!!» ; «Je t'accompagne Axel dans les snif… snif…», peut-on lire.. – Libération du 28 mars 2017 -)

Le CV et les méfaits de ces « compagnons de route » ne tiennent rien au hasard, nous verrons que les manipulations complotistes d'hier et d'aujourd'hui ont quasiment toujours été élaborées, soutenues et diffusées par ces réseaux d'extrême droite, les racistes et les antisémites.

Sur les sites de Dieudonné et de Soral sa thèse frauduleuse sur le 11 septembre sera largement reprise et diffusée. Thierry Messan a été l'initiateur de la recrudescence, jusqu'à aujourd'hui, de la diffusion, par la fachosphère, d'une idéologie conspirationniste à travers de nombreuses fakes news et théories les plus délirantes les unes que les autres. Et la crise pandémique a été un facteur démultiplicateur de l'audience de celles-ci.

Des théories du complot d'hier à aujourd'hui…. et toujours les racistes, les antisémites et l'extrême droite en embuscade

Depuis la Révolution française, l'idéologie et les manipulations complotistes ont quasiment toujours été élaborées, diffusées et soutenues par l'extrême droite, les racistes et les antisémites. Et certaines depuis le moyen âge.

Voici la liste non exhaustive des allégations conspirationnistes d'hier et d'aujourd'hui.

/// Celles d'hier

Lors de la peste noire de 1348, les juifs sont accusés d'avoir propagé l'épidémie, s'ensuivit de nombreux massacres et pogroms dans la communauté juive. Les historiens s'accordent au chiffre de 50 000 victimes dans toute l'Europe.

L'Abbé Barruel et les causes de la Révolution française : « Selon une théorie construite par l'abbé Barruel dès 1797, la Révolution ne serait pas due à un mouvement populaire, mais à un complot international de la franc-maçonnerie dirigé contre la monarchie et l'Église catholique ».

Les Illuminati : « Cette confrérie de libres-penseurs exista une dizaine d'années avant d'être dissoute par l'État bavarois en 1784. C'est aujourd'hui un des musts du conspirationnisme de considérer qu'elle existe toujours et qu'elle dirige le monde ! Pour servir leurs desseins, les Illuminati auraient ainsi successivement provoqué la Première et la Seconde Guerre mondiale, la Révolution russe, la crise de 1929, etc. Les braves bourgeois anticléricaux du XVIIIe siècle qui formèrent cette société ne soupçonnaient pas quelle serait leur immense célébrité deux cents ans plus tard !

Le Protocole des Sages de Sion : Ce texte « secret » abject et tristement célèbre est censé révéler un complot des Juifs pour la domination du monde. Il fut en fait confectionné par un faussaire à la fin du XIXe siècle, pour le compte de la police secrète tsariste. L'extrême droite antisémite l'utilisa jusque dans les années 1930,

et il continue aujourd'hui de circuler au Moyen-Orient.

L'affaire Dreyfus. La condamnation fin 1894 du capitaine Dreyfus pour avoir prétendument livré des documents secrets français à l'Empire Allemand peut être désigné comme un complot militaire et judiciaire.

Le contexte social est marqué par la montée du nationalisme et de l'antisémitisme. Cette croissance de l'antisémitisme, très virulente depuis la publication de « La France Juive » d'Edouard Drumont en 1886 (150 000 exemplaires la première année), va de pair avec une montée du cléricalisme. Les tensions sont fortes dans toutes les couches de la société, attisées par une presse influente et pratiquement libre d'écrire et de diffuser n'importe quelle information, fût-elle injurieuse ou diffamatoire. Les risques juridiques sont limités si la cible est une personne privée.

Dans le journal l'Action française, l'antidreyfusard Charles Maurras écrivait en 1911 que *« tout parait impossible ou affreusement difficile sans cette providence de l'antisémitisme. Par elle, tout s'arrange, tout s'aplanit, se simplifie. Si l'on n'était pas antisémite par volonté patriotique, on le deviendrait par simple sentiment de l'opportunité. »*

Le nazisme et l'extermination des populations juives d'Europe. Hitler, dans son violent pamphlet programmatique Mein Kampf paru en 1925 (il écrit notamment «que le peuple juif travaillait délibérément à la ruine de l'Europe, et de l'Allemagne en particulier »), et le parti nazi allemand vont reprendre et exploiter ces pseudo complots «judéo-maçonniques » et « judéo-bolchéviques », qui vont servir à faire de l'antisémitisme l'axe structurel de leur idéologie raciale meurtrière. Une fois au pouvoir en 1933, les nazis vont déclencher une politique de terreur non seulement contre leurs opposants politiques et syndicaux mais en ciblant également la population juive, avec les lois raciales antisémites de Nuremberg en 1935, la « nuit de Cristal » en novembre 1938. Dans un discours au Reichstag en janvier 1939, Hitler lie la guerre qu'il va bientôt déclencher à la destruction des Juifs d'Europe. Les exécutions en masse des populations juives en Pologne et en Union Soviétique par les Einsatzgruppen (« groupes d'intervention ») vont débuter en juin 1941, avec l'aide d'auxiliaires baltes et ukrainiens. En janvier 1942 se tient la conférence de Wannsee avec 15 hauts dignitaires nazis réunis pour mettre en œuvre « la solution finale de la question juive » qui va aboutir durant la guerre à la politique d'extermination massive et planifiée de 6 millions de Juifs et Juives, mais également des Tziganes, des handicapés, des homosexuels… au nom de la supériorité et de la pureté de la « race aryenne » supérieure.

Après la Shoah et la défaite du nazisme, l'extrême droite et les thèses complotistes antisémites vont être mises au banc durant plusieurs décennies.

Toute ressemblance avec l'époque que nous vivons n'est pas fortuite, mais même si les français.e.s issu.e.s de l'immigration post coloniale et les réfugié.e.s sont les cibles prioritaires de l'extrême droite et des racistes, aujourd'hui, les personnes d'origine et de la communauté juive ne sont pas épargnées par ces derniers.

Et cet antisémitisme « bien de chez nous », « de souche », est aujoud'hui divulgué par l'extrême droite et certain.e.s sites conspirationnistes et (ou) antivax.

Il s'est exprimé, sans complexe, chez certain.e.s manifestant.e.s dans les manifestations antivax par le port d'une étoile jaune visant à comparer le statut des non vacciné.es aux victimes juives de la shoah pendant le nazisme,

Cette comparaison odieuse est une « saloperie » orchestrée par
les adeptes, dans notre pays, de l'idéologie nazie qui ont imprimé ces étoiles et d'autres autocollants du même acabit, dont le mouvement « La Rose blanche » est un des initiateur.

Leur but : banaliser le nazisme qui ne serait, somme toute, pas plus grave que l'instauration d'un pass sanitaire.

Par ailleurs, on a pu voir, à Metz, une manifestante, ancienne militante du Front National, arborant, lors d'une manifestation antivax, une pancarte sur laquelle était inscrit les nom des personnalités juives surmontés de la question

« Qui ? ». Cette pancarte constitue le ralliement des antisémites dans les manifestations antivax. Le but était de présenter à la vindicte populaire, des personnalités d'origine juive, désignées comme responsables, du fait de leur origine, de la crise pandémique. Elle a été condamnée à six mois de prison par le Tribunal de Metz pour incitation à la haine raciale.

Pour ceux, de notre camp social, qui minoreraient la gravité de ces faits sous prétexte que dénoncer un antisémitisme « minoritaire (?) » Dans ces manifestations ferait le jeu de ceux qui voudraient discréditer les luttes sociale, il est important de leur rappeler que l'affaire Dreyfus a constitué, pour le mouvement ouvrier, un « basculement » salutaire dans la prise en compte de la lutte contre l'antisémitisme.

La défense du Capitaine Dreyfus, innocent, victime de l'antisémitisme, a constitué une clarification positive alors que précédemment, certain.e.s dirigeants et des militant.e.s adoptaient une position ambiguë pour ne pas dire plus vis-à-vis de l'antisémitisme.

Le libertaire Bernard Lazare fut un des tout premier à défendre Dreyfus, suivi ensuite par Emile Zola et Jean Jaurès

Une partie de ceux, dans le mouvement ouvrier, qui ont refusé de soutenir Dreyfus se sont ensuite fourvoyés avec des mouvement nationalistes et antisémites prônant le « ni droite ni gauche » agrémenté d'un programme social/national.

Ces faits historiques doivent nous amener à développer notre vigilance concernant la lutte contre l'antisémitisme d'où qu'il provienne dans la période que nous vivons actuellement.

/// Celles plus récentes et d'aujourd'hui

Le Sida

Le sida a nourri plusieurs théories du complot. Dans les années 1980, certains groupes de gauche américains y ont vu un mythe créé pour stigmatiser les gays et les toxicomanes. En Afrique, la rumeur veut qu'il ait été inventé par des scientifiques blancs pour dépeupler le continent. Certains chefs d'Etat (Gambie, Afrique du Sud) l'ont à un moment repris cette rumeur à leur compte.

Les vaccins qui font bip. La grippe H1N1 a revigoré cette théorie propagée par certaines « sectes guérisseuses » ou intégristes catholiques : la vaccination de masse aurait en fait pour but d'affaiblir la population mondiale (voire de provoquer une hécatombe) pour renforcer le pouvoir des multinationales pharmaceutiques et les États capitalistes. Concernant le vaccin contre le covid 19, selon certains, ce vaccin permettrait même d'inoculer des micropuces détectables par satellite, qui permettraient ensuite de prendre le contrôle des individus via leur ADN transformé en circuit informatique !!!

Macron défend la finance parce qu'il a travaillé pour la Banque Rothschild.

La dénonciation de la finance, en ciblant exclusivement les capitalistes d'origine juives est une obsession récurrente et un hochet des antisémites depuis toujours.

Si Macron avait été dirigeant de la Société Générale ou de la BNP, cela n'aurait pas suscité les mêmes « connivences/dénonciations » des antisémites « antisytème (?) ».Comme le disait Auguste Bébel, dirigeant socialiste allemand : « L'antisémitisme c'est le socialisme des imbéciles ».

Que Macron défende le système libéral et capitaliste ne fait aucun doute. Cela n'a rien à voir avec le fait qu'il ait travaillé à la Banque Rothschild.

La même démonstration vaut aussi pour tous ceux qui se gaussent, d'un air entendu, suintant un antisémitisme ignoble, en prononçant les patronymes de Soros, Rockefeller, Zuckerberg, comme par hasard tous d'origine juives, désignées comme les élites mondialistes qui nous manipulent.

/// Les fantasmagories conspirationniste concernant la pandémie.

Les capitalistes ont créé le virus et veulent supprimer un quart des êtres humains de la planète, la pandémie est une aubaine pour eux, ils l'ont déclenché.

Ce délire des conspirationnistes a commencé à être divulgué et repris massivement lors de l'apparition de la pandémie. Certain.e.s expliquent que les dirigeants capitalistes avaient fabriqué volontairement le virus Covid 19, pour lui faire porter la responsabilité d'un crack boursier prévu et inévitable.

La pandémie ayant plutôt boosté les place financières, cette fake news fut abandonnée.

Comme si les capitalistes avaient intérêt à scier la branche sur laquelle ils réalisent leurs profits en supprimant :

- Les producteur.trice.s de richesses (une partie du salariat et des exploités) qu'ils accaparent à leur profit

- En stoppant la production de marchandise sur lesquelles ils réalisent leurs bénéfices.

Le Vaccin à ARN contre le Covid 19 modifierait l'ADN de nos cellules.

Les mouvements antivax se trouvèrent « fort dépourvus » quand apparurent les vaccins Pfizer et Moderna à ARN messager.

En effet, jusqu'à présent, toute la propagande antivax se construisait par la dénonciations des particules « métalliques », aluminium ou autre contenues dans les vaccins (en proportions infinitésimales).

Il fallait donc trouver un autre « hochet », ce fut l'ARN, contenus dans ces vaccins d'un autre type, qui allait nous transformer en OGM, débilité assénée pour faire peur et une nouvelle fois développer leur propagande délétère.

Mais aussi

- Big pharma a créé la pandémie pour faire du profit avec les médicaments et les vaccins.

- Le vaccin injecte des nano particules pour nous espionner grace aux antennes de la 5 G.

- Le Covid 19 n'existe pas.

Face au déferlement des fake news et autres délires des antivax, toujours relayés par la « fachosphère », nous vous conseillons les sites suivants :

Herverifie (Facebook)
https://www.facebook.com/HERVERIFIE/

Les vaxxeuses (Facebook) :
https://www.facebook.com/vaxxeuses/,

Le blog « Ceci n'est pas une initiative citoyenne » :
https://cecinestpasinitiativecitoyenne.be/

Le Blog de nos camarades **« Debbunkers de hoax/rumeurs d'extrême droite» :**
https://www.debunkersdehoax.org/

Nous nous sommes attribués le rôle de vous informer sur la nature des réseaux, les CV et positions politique des personnalités à l'origine de cette désinformation criminelle concernant la pandémie et les vaccins.

Attardons-nous sur les réseaux « anti-vax »

Nous ne parlons pas ici des personnes qui se posent seulement des questions sur le développement rapide des vaccins contre le Covid 19, ou sur leur efficacité.

Nous parlons bien des propagateurs d'une idéologie anti-vaccin qui, au mieux, vont tenter d'avancer quelques arguments scientifiques fallacieux, au pire vont tenter de nous faire croire que le vaccin contre le Covid 19 sera inoculé en même temps qu'une puce 5G permettant de nous contrôler, le tout fomenté par une organisation mondiale secrète !

Le but bien réel de ces personnes est d'instaurer la confusion, semer le trouble, détourner l'attention de la population des véritables problèmes et

faire en sorte qu'une majorité de la population perde toute confiance dans l'ensemble des institutions publiques…au profit de solutions idéologiques à l'extrême droite de l'échiquier politique. En France, nous pourrons commencer par citer le désormais célèbre Louis Fouché, qui était médecin anesthésiste-réanimateur à l'hôpital de la Conception à Marseille, et créateur du site Réinfocovid. Ce désormais « gourou » des réseaux sociaux est aussi un « compagnon de route » de l'extrême-droite, du souverainisme et des catholiques traditionnalistes.

Le 5 décembre 2020, il intervient dans une émission de Radio Courtoisie. Cette radio d'obédience catholique traditionnaliste, qui se définie elle-même comme étant la radio de « toutes les droites » a été créée en 1987 par Jean Ferré, fervent défenseur de l'Algérie française et anti-avortement convaincu.

Le 13 décembre 2020, il participe à un live vidéo à l'invitation du youtubeur Thierry Casasnovas. Ce dernier a fait l'objet, depuis 2016, de plus de 400 signalements auprès de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Le 29 décembre 2020, il apparaît sur la chaîne internet UPR-TV, dans un long entretien avec François Asselineau.

Par ailleurs, dans une de ses vidéo, il explique que le nazi Eichmann n'était qu'un petit fonctionnaire remplissant des trains de voyageurs en ignorant le sort réservé aux juifs partant pour Auschwitz.

Cela contribue à banaliser le nazisme qui ne serait, somme toute, pas plus grave que l'instauration d'un pass sanitaire.

Tous ces faits et déclaration ne laissent planer aucun doute sur le positionnement de Louis Fouché sur l'échiquier politique !

Par ailleurs même si tous.tes ses initiateur.trices et soutiens du réseau Réinfocovid ne sont pas issu.es de l'extrême droite, elles et ils lui servent objectivement la soupe sans le savoir ou « à l'insu de leur plein gré ».

Jean-Bernard Fourtillan. Pharmacien de formation et professeur agrégé de chimie thérapeutique, à la retraite depuis 2008. Il a récemment été recherché par la justice pour avoir donné des traitements expérimentaux à des personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson et d'avoir exercé illégalement la profession de médecin ou de pharmacien. Fin 2019, les autorités de santé avaient en effet annoncé le démantèlement d'un vaste essai clinique « sauvage et illégal », dont il était l'auteur aux côtés de son acolyte Henri Joyeux, sur plus de 400 patients cobayes. Tous deux militent par ailleurs contre la pilule et contre l'avortement. Le 8 janvier 2020, Jean-Bernard Fourtillan était interviewé sur la radio de TV Libertés, média d'extrême droite.

Christian Perronne, infectiologue. Le 17 décembre 2020, il a été mis fin à ses fonctions de chef du service des maladies infectieuses et tropicales à l'hôpital Raymond-Poincaré à Garches (AP-HP). Il est membre de l'association BonSens, aux côtés notamment d'Alexandra Henrion-Caude (catholique intégriste et habituée de TV Libertés), de Valérie Bugault (membre de l'UPR, proche de l'association catholique intégriste Civitas, qui intervient en 2019-2020 aux côtés de l'antisémite Alain Soral dans une série de conférences et est une habituée du média d'extrême-droite TV Libertés) ou encore de Silvano Trotta youtubeur pro Trump et convaincu que la lune est un satellite artificiel creux !

Nous pourrions aussi citer le cas de Serge Rader, antivax hystérique, décédé du Covid 19. Ce pharmacien a été conseiller national et expert « médicaments » auprès de Nicolas Dupont-Aignan, et candidat à plusieurs élections pour Debout la République. Il est un invité régulier du média d'extrême droite TV Libertés, et apparait également sur le site Boulevard Voltaire, crée entre autres par Robert Ménard.

Nous retrouverons aussi dans la sphère des anti-vax, Luc Montagner (prix Nobel de médecine 2008) qui est un proche de Serge Rader et Henri Joyeux (cité plus haut) ; Salim Laïbi, ex-proche de l'antisémite Alain Soral, titulaire de la «Quenelle d'or» de Dieudonné ; Christian Tal Schaller, adepte de la thérapie par l'urine ; Jean-Jacques Crèvecoeur, conférencier belge et formateur en développement personnel. Celui-ci est un proche de Laïbi et Schaller avec qui il anime des

lives vidéo sur les réseaux sociaux, et est un disciple de l'Allemand Ryke Geerd Hamer, mort en 2017, médecin condamné pour exercice illégal et mise en danger de la vie d'autrui, qui a entraîné la mort prématurée de 140 personnes.

Sur le plan international, on trouvera en première ligne Andrew Wakefield, praticien vaccino-complotiste, britannique, radié de l'ordre des médecins en 2010 pour avoir truqué une étude sur le vaccin ROR (rougeole-oreillons-rubéoles) et l'autisme. Il s'exile en 2015 aux Etats-Unis et devient très proche des milieux ultra-conservateurs. Il rencontre Donald Trump en 2016, lors de la campagne présidentielle, pour le conseiller sur la politique (anti-) vaccinale à mettre en œuvre aux Etats-Unis.

Enfin, il est important de souligner le rôle prédominant de certains mouvements religieux sectaires, notamment catholiques intégristes, dans la propagation de l'idéologie anti-vaccin depuis de très nombreuses années. Nous citerons ici la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X, un mouvement catholique intégriste créé en 1970 par Mgr Lefebvre, excommunié en 1988. La Fraternité est notamment connue pour des propos négationnistes tenus par l'un de ses évêques. Elle est associée à l'institut Civitas, association catholique intégriste ouvertement homophobe. La Fraternité est farouchement opposée à la vaccination des enfants.

Quant à l'anthroposophie, mouvement ésotérique fondé au début du XXème siècle par le « philosophe » autrichien Rudolf Steiner (mort en 1925, ouvertement raciste), ses adeptes dissuadent, malgré leurs dénégations, les « parents » de vacciner les enfants qui fréquentent leurs écoles. L'influence des arguments anti-vaccin de cette association « spirituelle » s'étend bien au-delà de ses adulateurs.trices.

D'autre part, toujours concernant l'anthroposophie, le 6 septembre 2001, La 11ème chambre de la Cour d'Appel de Paris, avait écrit dans ses conclusions « que ce mouvement est d'ailleurs considéré comme une secte non seulement par la commission d'enquête française, mais aussi par une commission d'enquête belge, un rapport des Renseignements généraux de 1997 et les spécialistes du mouvement sectaire ».

Une galaxie de personnages et de courants aussi réactionnaires que parfois loufoques, mais néanmoins dangereux, dont l'idéologie sous-jacente est belle et bien d'extrême-droite !

Qanon, le conspirationnisme « trumpiste » venu des Etats Unis

Qanon existe depuis 2017 sur les réseaux sociaux. Les membres de cette mouvance ont participé le 6 janvier 2021, aux Etats Unis à l'assaut du Capitole. Ce jour là, nous avons assisté, en direct, à la première tentative au 21ème siècle, de coup de force fasciste dans un pays occidental industrialisé.

Cette mouvance est soutenue aux Etats Unis par plusieurs politiciens républicains. Elle dénonce les élites qui seraient à l'origine d'un vaste trafic d'enfants à des fins pédophiles et d'expérimentation pour des traitements de rajeunissement. Un de leur adepte a, en 2016, a attaqué une pizzeria, sous prétexte que ce commerce aurait servi « de couverture » pour commettre ces soit-disant crimes.

Nous ne développerons pas les multiples divagations de cette secte. Cela prêterait à rire si elle ne comptait pas des dizaines, voir des centaines de milliers d'adeptes dans le monde qui adhèrent à ces délires. (Ainsi quand Twitter et Facebook ont supprimé l'accès à des contenus QAnon, ils étaient partagés par environ 3 millions de personnes).

Ce mouvement conspirationniste a dénoncé la victoire de Joe Biden à la présidentielle des États Unis, arguant que l'élection était truquée.

Aujourd'hui, bien qu'affaiblie depuis la défaite de Trump, elle continue à influencer de façon notoire le milieu complotiste. En France, ses ramifications sont à la pointe du mouvement antivax. Les Qanoniens français sont en bons termes avec l'ensemble de la mouvance antivax ainsi qu'avec des personnalités de l'extrême droite, qui reprennent certaines de leurs théories comme, entre autre, celle de « l'Etat profond ».

Citons en exemple, aussi, Rémy Daillet, instigateur de l'enlèvement de la petite fille Mia, *« figure du complotisme, mis en examen et*

écroué pour « association de malfaiteurs terroriste criminelle….soupçonné d'être l'inspirateur d'un groupe projetant de « renverser les institutions » et envisageant, pour ce faire, une série d'actions violentes…… qui reprenait à son compte la théorie du grand remplacement ou encore les grandes lignes de la théorie conspirationniste américaine QAnon, qui prétend qu'une vaste coalition implique l'establishment politique américain dans un complot pédophile international»…. « Ces dernières années, M. Daillet animait plusieurs sites Internet et pages sur les réseaux sociaux, développant des théories complotistes antivaccination et anti-5G. Il affirmait que la France était dirigée en sous-main par des puissances occultes » (Journal Le Monde du 22 octobre 2021).

La Théorie du grand remplacement

Cette théorie, construite et divulguée par l'écrivain Renaud Camus, propage l'idée selon laquelle les populations européennes sont en passe d'être remplacées par des populations étrangères issues des pays dominés ex-coloniaux. L'ignominie raciste colportée par cette théorie conspirationniste est la suivante : la population blanche des pays développée est victime d'un complot visant à la remplacée par des populations noires, arabes, maghrébines, et originaire des pays post coloniaux, la plupart de confessions musulmanes

Le terroriste australien, qui, en mars 2019, a massacré 51 personnes dans deux mosquées de Christchucrch en Nouvelle Zélande était un adepte de la théorie du grand remplacement.

Un concept similaire avait déjà été développé au 19ème siècle par Edouard Drumont, pamphlétaire antisémite, contre la communauté juive, accusant les juifs de vouloir : *« détruire cette France d'autrefois qui a été si glorieuse pour la remplacer par la domination d'une poignée d'Hébreux de tous les pays »*.

L'historien Nicolas Lebourg rappelle ainsi que dès l'après-Seconde Guerre mondiale *« se développe, dans les organisations internationales d'extrême droite, l'idée que l'immigration est le fruit d'un complot juif, visant à remplacer la race blanche par une humanité métisse vivant partout des mêmes marchandises »* (CQFD Mensuel de critique et d'expérimentation sociales).

Ainsi, la théorie du « grand remplacement », qui visait les juifs depuis le nationalisme du XIXe siècle avec Maurice Barrès, s'est réorientée contre l'islam après le 11 septembre 2001, révélateur du passage d'une grande partie de l'extrême droite française de l'antisémitisme à l'islamophobie.

Jusqu'à présent, cette logorrhée infecte n'était, promotionnée systématiquement et régulièrement que par la fachosphère.

Elle est maintenant validée et reprise par une partie non négligeable de la classe politique à droite : de Wauquiez à Eric Ciotti, en passant par Dupont Aignan.

Si, pour le moment, Marine Le Pen n'emploie pas l'expression, son numéro deux, Jordan Bardella, l'a, lui, validé dans une interview.

Le député LR, Gilles Platret, de son côté, a surenchéri récemment en parlant *« d'épuration ethnique qui serait menée par le bloc musulman dans certains quartier »*.

Quand à Eric Zemmour c'est le fer de lance et le propagateur virulent des théories de Renaud Camus.

La théorie du grand remplacement est une théorie du complot, basée sur des mensonges et des fantasmes.

Que dit Renaud Camus ? : *« Le Grand remplacement, c'est le changement de peuple, la contre-colonisation, la conquête, l'élargissement permanent des zones de territoire déjà soumis aux néo-colonisateurs. […] Les nouveaux venus rendent la vie impossible aux indigènes, les forcent à fuir, à évacuer le terrain, […] ou bien, pis encore, à se soumettre sur place. »*

Le démographe Hervé Le Bras, spécialiste de l'immigration, s'évertue pourtant à le répéter : *« Il n'y aura pas de ruée migratoire vers l'Europe, c'est un grand fantasme. » Et de rappeler que « pour l'Afrique, on ne dit jamais que près de 90 % des migrations se font entre pays africains »*. Données qui n'intéressent pas Camus. (CQFD Idem).

Par ailleurs, le nombre d'immigrés, en France est stable : 10,2 % pour 67,3 millions d'habitants, soit 10,2 % de la population, 10,5 % à 12 % en intégrant les 300 000 à 600 000 personnes en situation irrégulière), contre 7,4 % en 1975 et 5 % en 1946. La moyenne actuelle des pays de l'OCDE est de 13,6 %. Ces immigrés sont, selon la définition de l'Institut national de la statistique et des études économiques, des personnes nées étrangères à l'étranger, ce qui veut dire que, parmi elles, se trouvent des personnes devenues françaises (36 %).

La principale cible de ces « fanatiques » de la théorie du grand remplacement sont les Français.ses, issu.e.s de l'immigration post coloniale, souvent de religion musulmane, qui sont stigmatisés et relégués dans des quartiers où ils subissent le chômage, des conditions d'habitat indignes, la pauvreté et la discrimination sociale.

Zemmour, Camus et ses sbires ont pour projet politique la « remigration » c'est-à-dire, non seulement, l'expulsion des étrangers du sol français, mais aussi, ceux qui sont devenus français par le droit du sol.

La théorie du grand remplacement est une théorie complotiste qui postule qu'il existe une sorte de grand plan global et secret, ourdi par des groupes mystérieux qu'on dote de pouvoirs immenses. En outre, on retrouve dans ce postulat d'une *« élite remplaciste », « apatride » et « mondialisée »*, qui serait l'ennemie de la tradition et du peuple *« de souche »*, des traits classiques des théories antisémites développées au début du XXe siècle, qui attribuaient ces caractéristiques aux Juifs.

La légitimation, exclusive, des français.ses, blanc.he.s, d'origine chrétien.ne de vivre en France, défendue, de fait par les théoriciens du « grand remplacement » est de la même nature que celle des nazi.e.s qui défendaient la pureté de la *« race aryenne »*. Pendant la période nazi, les allemands devaient prouver leur *« aryanité »* sur depuis deux siècles, les politiciens adeptes de la théorie du « grand remplacement », ont quasiment le même projet politique, l'expulsion massive, non seulement des étrangers et des réfugiés, mais aussi tous les « devenus français » qui ne répondraient pas à leurs critères.

Le combat contre le développement des idées complotistes est une nécessité absolue pour le mouvement syndical, social et tous ceux qui défendent les droits humains et les conquêtes démocratiques..

La crise pandémique a constitué un terreau propice à ce déferlement d'obscurantisme agressif et antidémocratique initié par la fachosphère et les réseaux d'extrême droite. Ce qui est inquiétant et grave, c'est qu'il ait pu trouvé des échos et des connivences chez certain.e.s de nos camarades et collègues que nous côtoyons dans les luttes sociales.
Le mouvement social et syndical, ainsi que ses alliés, doit de réagir avec la plus grande volonté et fermeté
Le confinement/isolement de chacun.es a entravé les échanges et élaborations collectives. Pendant ces périodes, les complotistes ont pu diffuser leur propagande et leurs manipulations délétères.

La colère légitime contre Macron et son gouvernement ne doit en aucun cas mener à une alliance, qu'elle soit objective ou de circonstance ceux qui diffusent ce poison qui trouve ses racines dans l'idéologie de l'extrême droite !

L'approbation, par certain.e.s de nos camarades de lutte, et d'intellectuels de gauche, d'une partie des thèses développées dans Hold Up a démontré la capacité perverse de celle-ci à brouiller les repères.

Par ailleurs, la négation du danger réel du complotisme et de la nécessité de le combattre a affaibli la vigilance antifasciste. Les critiques de l'anticomplotisme sous prétexte qu'il serait un moyen, pour les « élites », de mépriser la révolte légitime des exploités et des dominés est dangereuse et paradoxalement méprisante vis-à-vis des acteurs du mouvement social qui sont, en quelque sorte, assigné à l'expression d'une révolte pulsionnelle sans capacité de nuance et de réflexion.

Certain.es d'entre nous se sont d'autant plus laissé.es abuser que les mensonges complo-

tistes étaient « enrobés » d'un discours anti-système et de critiques justifiées de l'incompétence et des mensonges du gouvernement Macron.

Des déclarations minimisant le danger de l'extrême droite qui expliquaient que nous serions déjà sous le fascisme ont, elles aussi, brouillé les repères.

Elles nous reviennent « en boomerang » avec les détournements actuels des symboles du nazisme dans les manifestations antipass/antivax.

A VISA, nous ne mettrons jamais sur le même plan un gouvernement ultra libéral, type Macron ou autre, créature du système bonapartiste de la 5ème république, avec le fascisme.

Les affiches représentant Macron grimé en Hitler et en Pétain sont pour nous des supercheries, destinées à « brouiller les pistes » en banalisant les partis fascistes, nazis et antisémites dans une perspective de dédiabolisation identique à celle qu'a réalisé et réussi, en partie, le FN/RN.

Nous combattons énergiquement les slogans confusionnistes du type « dictature sanitaire », « résistance », « dénonciation des collabos ».

Cela constitue pour nous une insulte ignoble pour celles et ceux qui ont combattu le nazisme et les dictatures et qui ont été torturé.es, déporté.es, exécuté.es, massacré.es par ces régimes.

Nous dénonçons aussi le caractère abject de l'expression « apartheid sanitaire » qui banalise les discriminations, crimes et massacres endurés par les victimes du colonialisme et l'esclavage.

Bien entendu, la dénonciation de la gestion gouvernementale de la crise sanitaire est nécessaire, comme le fait de dénoncer le manque de moyens et de financement dans les hôpitaux ou la recherche, le manque de transparence, les revirements réguliers etc.

Mais cette dénonciation doit s'accompagner de revendications claires car le « jeu » de l'extrême droite et des complotistes antivax cache le véritable combat à mener, celui d'un grand service public de la santé.

D'ailleurs, concernant les vaccins, qu'ils soient très anciens (rougeole, variole...) ou plus récents (hépatite, paludisme, covid..), nous devons exiger d'en faire des biens-communs universels, face à la monopolisation de ceux-ci par les pays les plus riches ou les grandes entreprises pharmaceutiques. Les 35 milliards de chiffre d'affaire, engrangés par Pfizer, grâce à la vente de ses vaccins, est un immense scandale.

Plus globalement, c'est toute la politique de santé (de la médecine de ville aux laboratoires, en passant par les hôpitaux et la prise en charge de la dépendance) qui doit être repensée en termes de service public. Pas de profit sur la pandémie !

Complots réels et fantasmes

Bien sûr les complots existent mais ceux là n'ont rien à voir avec ceux inventés par les conspirationnistes des réseaux d'extrême droite, et ils se gardent bien de les dénoncer.

Bien sûr il y a des complots, passés, présents et à venir, beaucoup de « complots » à découvrir, œuvre des Etats -nations, de leur police, de leurs armées, de leurs services secrets. Ces complots sont bien réels, souvent sanglants et criminels.

Ces complots ont pour but de faire perdurer le pouvoir des dominant.e.s sur les dominé.e.s, de réprimer les mouvements sociaux, et les révolutions, de maintenir la domination des pays impérialistes sur les autres. Ils sont d'une autre nature, et d'une autre réalité que les soi-disant complots attribués à des Bill Gates, à l'OMS, au Forum de Davos etc……

Certes, l'économie est à présent mondialisée, mais les projets politiques de ces Etats-nations dominants s'expriment dans des projets antagonistes, contradictoires, souvent agressifs, à partir de projets et d'intérêts économiques diamétralement opposés.

Fantasmer qu'un petit groupe de « conspirationnistes » déciderait et organiserait la politique mondiale et l'avenir de la planète est un nonsens et une théorie dangereuse. C'est une impasse politique !

Pourtant, la plupart de celles et ceux qui peuvent adhérer (au moins ponctuellement) à ces théories ne sont pas forcément nazi.e.s, antisémites ou d'extrême droite. La colère et la peur nous font parfois prendre des chemins de traverse.

Le but inavoué des théoriciens du « conspirationnisme » est de nous transformer en marionnettes dont ces derniers tirent les « grosses ficelles » au profit de leur projet politique antidémocratique.

Notre rôle et notre devoir de syndicalistes est de combattre celles et ceux qui veulent dévoyer les mobilisations sociales en les faisant basculer sur le versant obscur du projet politique de l'extrême droite. Seule la réactivation des luttes sociales permettront, à nouveau, débats et échanges dans un cadre collectif. Cela nous laisse espérer qu'il n'est pas inéluctable que celles et ceux qui se sont laissé.es abuser persistent dans leur adhésion aux thèses complotistes.

Ne pas stigmatiser, ne pas céder et convaincre, avant tout !

Tou.te.s les syndicalistes, acteurs.trices du mouvement social, luttant contre les discriminations racistes, antisémites, sexistes, anti LGTBQI doivent combattre et dénoncer avec la plus extrême vigueur ces théories complotistes qui sont une impasse et un danger mortel pour toutes velléités de projet d'émancipation sociale et démocratique.

VISA ne répondra pas avec un contre argumentaire à celles et ceux qui pensent que le projet de Bill Gates, Rockfeller, Attali et le Forum de Davos serait de massacrer 25 % des habitant. es de la planète par la famine, les virus et la pollution et d'insérer des nano particules dans le cerveau des 75 % restant pour les transformer en robot docile.

Notre rôle et notre devoir de syndicalistes est d'alerter en dénonçant celles et ceux qui, en propageant des « fantasmagories complotistes » ont pour projet politique l'avènement de gouvernements d'extrême droite, façon Bolsonaro, Trump, Viktor Orban, Erdogan etc.

Le fascisme se nourrit du mensonge, de falsifications et de manipulations, sa haine mortifère est un danger mortel pour les libertés et la démocratie.
La plupart du temps, les « complotistes » développent leur propagande mensongère à partir de quelques faits réels qu'ils déforment ensuite au service de leur idéologie et de leur projet politique : un volume de véracité pour quatre volumes de mensonges, comme pour le pastis, façon d'enivrer volontairement une partie de la société.

Les « facistoïdes complotistes » cherchent à instrumentaliser à leur profit nos désarrois, nos souffrances, nos peurs et nos questionnements qui, pour certain.es d'entre nous se sont transformé en désespoir.

Une réponse syndicale !

Face à cette tentative de dévoiement par l'extrême droite de nos colères, il est impératif que le mouvement social et syndical soit le porte-parole de nos révoltes légitimes.

Contre les politiques ultra-libérales, qui, pour les profits et la rentabilité, ont détruit notre système de santé.

Contre la politique du gouvernement Macron, qui, après avoir menti, entre autre, sur les masques, utilise la crise sanitaire pour faire perdurer un état d'exception restreignant les libertés démocratiques.

Contre la poursuite d'une politique antisociale ultra libérale par un gouvernement Macron qui profite des difficultés, liées à la crise, du mouvement social et syndical à se mobiliser, pour faire voter, par le parlement, des décrets et lois s'attaquant aux acquis sociaux.

Contre les trusts pharmaceutiques « Big Pharma », qui spéculent sur la santé, cherchent à profiter de la crise pour faire des profits sur les traitements, les vaccins, devenus incontournables, pour sortir de cette crise.

Face à un gouvernement qui fait des cadeaux fiscaux de milliards d'euros aux entreprises du CAC 40 et proposent des aides dérisoires pour ceux et celles qui vivent dans une précarité décuplée par la crise sanitaire.

Face à un gouvernement, qui, après avoir réprimé dans une violence extrême le mouvement social des gilets jaunes, a fait voté la « Loi relative à la sécurité globale » qui va permettre d'accentuer les violences et la répression policière des manifestations des mouvements sociaux en toute impunité.

Garder le cap !

Mais pour que ces révoltes et ces colères puissent permettre d'obtenir, par les mobilisations futures, des succès du mouvement social et syndical, VISA estime primordial d'interpeller cordialement nos camarades de luttes, nos ami.e.s syndicalistes, nos collègues de travail, toutes celles et tous ceux que nous côtoyons, nos connaissances, certains membres de nos familles à partir de ces questions.

- Pourquoi les théories complotistes, notamment ces derniers mois, ne s'attardent pas sur la suppression des lits en réanimation ? le manque de moyens dans les hôpitaux ? dans la fonction publique en général ?

- Pourquoi ces mêmes théories n'abordent jamais la question des cadeaux fiscaux faits aux grandes entreprises, aux aides que leur accorde le gouvernement, notamment en période de pandémie, alors que celles-ci continuent de licencier ?

- Pourquoi n'appellent-t-ils jamais à la solidarité entre les peuples, avec les migrant.es, pour l'égalité entre les femmes et les hommes, contre les violences sexistes, sexuelles et homophobes ?

Pourquoi ne se mobilisent-ils pas pour la fin des brevets sur les vaccins qui devraient être dans les domaine public.

- Pourquoi les tenants de ces théories complotistes n'appellent jamais à s'organiser collectivement, à se syndiquer, à faire grève ou à manifester ?
La réponse est simple : parce que la grille de lecture des propagateurs des théories complotistes n'est pas la nôtre et parce que leur objectif n'est pas le nôtre !

Les principales tâches qui nous incombent, à nous, syndicalistes et acteurs.trices du mouvement social sont de lutter contre la désespérance, recréer les solidarités, inverser le rapport de force entre les « possédants » et les classes populaires, se mobiliser pour nos revendications, contre les fermetures d'entreprises, contre les Lois liberticides du gouvernement, construire les mobilisations sociales nécessaires pour une société juste et égalitaire.

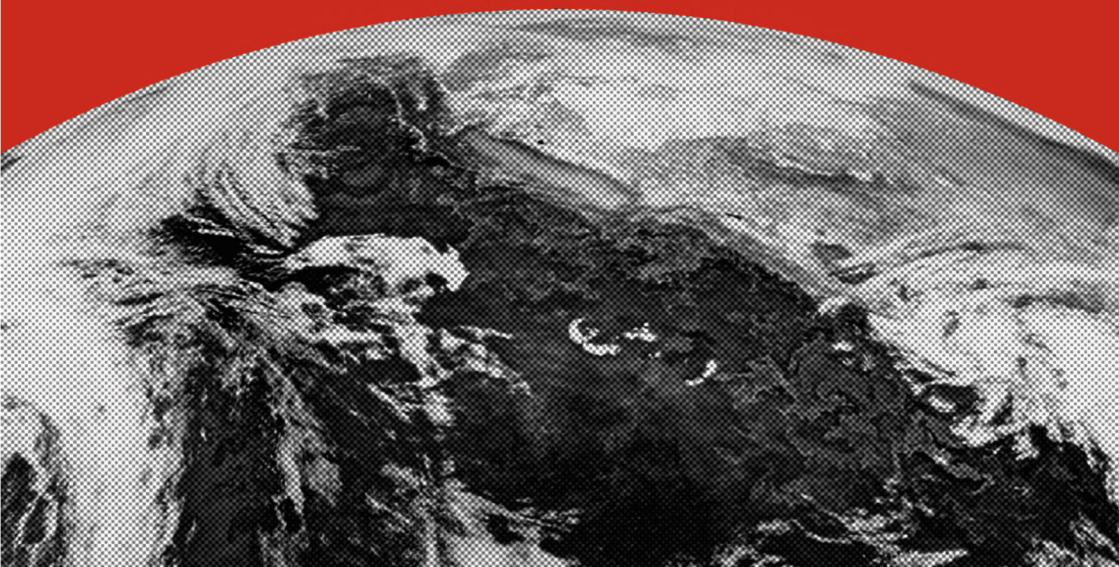
Pour cela, c'est une nécessité incontournable de combattre avec la plus extrême fermeté celles et ceux qui, par leur mensonges et théories complotistes voudraient que l'on se trompe d'ennemi.e.s.

Leur but est d'affaiblir et de diviser le mouvement social et syndical, ils font le jeu du gouvernement, mais pas seulement, car leurs CV, leurs références, leurs méthodes, leur racisme, leur antisémitisme est intrinsèque à leur projet politique : Le fascisme, dans sa version « vingt et unième siècle » !

Face aux réponses simplistes et au désespoir que suscitent le complotisme et l'extrême droite, le mouvement syndical et le mouvement social dans leur ensemble doivent lui opposer l'espoir de la lutte collective et émancipatrice.

la gangrène qui ronge le monde

12.



A l'appel du collectif Justice et Liberté de Strasbourg, du comité national de vigilance contre l'extrême-droite et de nombreuses autres associations, une grande manifestation a lieu à Strasbourg pour contrer le congrès du FN. C'est la plus grande manifestation antifasciste organisée à ce jour depuis la libération.

La grande manifestation de Strasbourg, 29 mars 1997



La gangrène qui ronge le monde : nouveaux fascismes, régimes autoritaires ou dictatoriaux, milices fondamentalistes

12 Chapitre

La progression de l'extrême droite en France n'est malheureusement pas une exception dans le monde. Avec la pandémie Covid 19 les politiques autoritaires se sont accélérées dans de nombreux pays. Malgré des résistances sociales importantes, ces gouvernements autoritaires ou dictatoriaux, issus de la droite dure nationaliste ou clairement néo-fascistes, ont aggravé la crise sanitaire par leurs indécisions voire leurs passivités criminelles. Ils ont utilisé toutes les ficelles du complotisme et désigné des boucs émissaires pour mieux masquer leurs responsabilités.

Cet épisode ne résume pas toutes leurs turpitudes mais il les a mis crûment en lumière. Parallèlement, des partis ou milices néo-fascistes se sont renforcés et, par leur propagande raciste, contre les droits des femmes et des immigrés, ainsi que par des actions de plus en plus violentes, poussent à une radicalisation politique à l'extrême droite dont ils espèrent être les premiers bénéficiaires. Pour compléter ce tableau il faut souligner que cinq coups d'État ont jalonné l'année 2021 (Birmanie, Guinée, Mali, Tunisie et Soudan). Sans prétendre faire une revue de détail, voici quelques faits marquants dans différents pays du globe qui viennent confirmer ces constats alarmants.

AUX AMERIQUES

Les Etats-Unis pourraient être à première vue un contre-exemple de ce que nous écrivons en introduction de ce chapitre : Donald Trump a été battu aux élections de novembre 2020. Mais le soulagement de beaucoup ne doit pas faire oublier d'autres paramètres très inquiétants pour l'avenir. Il a certes perdu mais ce ne fut pas une déroute ; il a même augmenté significativement son nombre de suffrages par rapport à 2016. Contrairement à ce que certains prédisaient, son étreinte sur le parti républicain - au sommet mais aussi à sa base - ne s'est pas desserrée. Déjà lors du vote de la procédure d'impeachment le 13 janvier, sept jours seulement après l'attaque du Capitole du 6 janvier 2021, 197 élus Républicains à la Chambre des Représentants avaient voté contre. Seuls 10 d'entre eux avaient voté pour, avec les Démocrates. Depuis, les élus Républicains au Sénat et à la Chambre ont tout fait pour saboter toutes les mises en accusation de Trump. La commission d'enquête de la Chambre sur les évènements du 6 janvier est paralysée par l'obstruction des Républicains : Trump a incité toutes les personnes convoquées – dont Steve Bannon, le stratège de l'extrême droite US – à ne pas s'y présenter. Trump n'a pas encore annoncé sa candidature pour un deuxième mandat mais il prépare le terrain. Il exhorte ses amis à « faire le ménage » au sein

du parti et en premier lieu à réduire au silence les 10 « traîtres » qui avaient voté pour sa destitution. La première visée est Liz Cheney, tête de proue des 10. Elle a été déjà démise de son poste de numéro 3 du parti, et, aux primaires républicaines du Wyoming en aout 2022, elle sera concurrencée par une autre candidate républicaine sponsorisée par Trump. A la base du parti, la popularité de Trump reste encore très haute. La fable expliquant que l'attaque du Capitole était un complot gauchiste est très en vogue chez les militants et sympathisants, qui croient toujours aussi que l'élection leur a été volée. Enfin dans plusieurs états qu'ils contrôlent, les Républicains mettent les bouchées doubles pour appliquer le programme de Trump : mise en cause du droit à l'avortement, lois restrictives pour limiter le vote par correspondance. Enfin, et c'est le plus important, l'attaque du Capitole du 6 janvier par des centaines de sympathisants, chauffés à blanc par le discours de Trump, et emmenés par des militants clairement fascistes ou néonazis, a créé une onde de choc dans les rangs de l'extrême droite de par le monde. On ne peut pas encore en prédire toutes les implications mais un tabou est tombé : pour la première fois depuis 1945, dans un pays « occidental avancé », un coup de force fasciste s'en est pris au symbole suprême du pouvoir sans que, pour le moment, les instigateurs en payent le prix fort ni judiciairement ni politiquement.

D'aucuns, à l'instar de ce qui s'est passé aux Etats-Unis, utilisent les mêmes thèses complotistes et les mêmes méthodes pour asseoir leurs projets séditieux. C'est le cas au **PEROU** où après l'élection du candidat de gauche en juin 2021, une grande campagne de la droite dure derrière Keiko Fujimori a tenté de remettre en cause l'élection de Pedro Castillo en arguant de fraudes supposées. La validation des résultats le 28 juillet n'a pas empêché de nombreux groupes fascistes, « Les Combattants », « L'insurrection », « La légion des patriotes », ou « Rénovation Populaire » de manifester toutes les semaines pour réclamer la destitution du nouveau président, certains appelant à un coup d'État. Tous ces groupes, parfois liés à l'Opus Dei, manifestent avec des drapeaux oripeaux du franquisme ou de la colonisation espagnole, et reprennent les saluts nazis. Un autre ciment commun est leur lutte contre le droit à l'avortement. A cette heure leurs funestes projets n'ont pas abouti.

La situation au **BRESIL** est très différente. Le président fasciste Jair Bolsonaro entre dans la dernière année de son mandat. L'élection présidentielle est prévue en octobre 2022. Sa gestion catastrophique de la pandémie l'a fragilisé. Des mobilisations sociales et citoyennes traversent le pays sans pour autant, pour le moment, le faire dévier de sa politique anti-sanitaire, d'agressions économiques et sociales en premier lieu contre les peuples amérindiens. Il est maintenant en butte à l'offensive du Tribunal Suprême Fédéral et du Sénat. La commission d'enquête de ce dernier a pointé la gestion « criminelle » du chef de l'état face au Covid 19. Elle a proposé 11 chefs d'accusation dont « crime contre l'humanité». La tentation est grande chez ce grand admirateur des putschs militaires des années 60 de recourir à un coup d'état pour se maintenir au pouvoir. Les manifestations du 7 septembre ont donné le ton contre le TSF « infiltré par les communistes », contre la « dictature des toges ». Bolsonaro a même menacé d'envoyer la troupe pour fermer le tribunal ! Les premiers mois de 2022 seront décisifs quant à sa volonté de rester au pouvoir coûte que coûte.

EN ASIE

Aux **PHILIPPINES**, le président fasciste Rodrigo Duterte continue son œuvre de terreur et de mort. Élu en 2016 sur un programme centré sur l'éradication des trafics de drogue, cette chasse à l'homme menée par la police et l'armée a abouti surtout au meurtre de milliers d'opposants, de syndicalistes, de militants associatifs, de défenseurs des droits, d'élus locaux, de magistrats et d'avocats. Ce président fait l'apologie du viol, tient des propos antisémites (il a comparé le génocide des juifs par Hitler à ce qu'il pouvait réaliser lui aussi avec les trafiquants) et menace de faire tirer sur ceux qui ne respectent pas les mesures de confinement anti-covid. Comme la constitution ne lui permet pas de se représenter en 2022, il laisse planer le doute sur ses intentions : se présenter à la vice-présidence ou passer la main à sa fille ou bien soutenir le fils de l'ancien dictateur Marcos. Il ne manquait donc plus que le népotisme à rajouter à ce terrifiant bilan : plus de 12000 morts d'après les ONG. En attendant il concentre ses forces répressives contre les guérillas dans la région du Nord Mindanao. Devant ses troupes il proclama « Je dis

à la police, durant une confrontation, si l'ennemi tient une arme, tuez-le, tuez-le directement, ne vous embêtez pas avec les Droits de l'Homme, ce sont mes ordres. C'est moi qui irai en prison, ne vous inquiétez pas »

Du côté de **L'INDE**, la politique du gouvernement du premier ministre Narendra Modi et de son parti d'extrême droite nationaliste hindouiste, le BJP, s'est aggravée depuis sa réélection en 2019. La loi sur la citoyenneté de décembre 2019 adosse son obtention sur la religion. Elle induit une « vérification nationale » visant à identifier les « immigrants illégaux » en fait à refuser ou retirer la nationalité indienne à des millions de musulmans. Cette loi criminelle vise d'abord les réfugiés des pays limitrophes mais aussi des millions d'Indiens de confession musulmane qui doivent prouver leur antériorité dans le pays. Récemment encore le ministre de l'intérieur Amit Shah a qualifié les musulmans de « termites ». Cette politique raciste a suscité des oppositions fortes mais aussi des affrontements intercommunautaires. Ces poisons infusent dans la région et pays voisins. Au Cachemire, et maintenant au Bengladesh des exactions contre les minorités hindouistes, bouddhistes ou chrétiennes se multiplient avec la complicité des pouvoirs en place. Le gouvernement indien est le premier responsable de ce pourrissement régional. Il est aussi à l'origine d'une attaque sans précédent contre les droits politiques et sociaux dans le pays. Plusieurs ONG ont fait les comptes : au moins 7000 personnes ont été accusées de sédition par le régime ; la censure, le contrôle des médias, l'emprisonnement d'opposants politiques sont monnaie courante. Cette répression s'est aggravée pendant la pandémie avec le muselage financier des ONG et les lois sur « la prévention des activités illégales » ainsi que l'abandon de milliers de travailleurs migrants pendant les confinements. Sur le terrain économique et social, les effets terribles de la pandémie et de sa gestion par le gouvernement l'ont conduit à accélérer brutalement sa politique antisociale. Des privatisations importantes ont été décrétées, entrainant de nombreux licenciements en 2019. Des mobilisations ouvrières importantes eurent lieu. Mais c'est la réforme des terres et des prix agricoles, privant des millions de paysans d'une part importante de leurs revenus qui a conduit à la plus forte révolte sociale dans tout le pays. La résistance paysanne qui a duré plusieurs mois en 2020 et 2021 a obligé le pouvoir à reculer partiellement. Ceci constitue un encouragement pour les luttes à venir : le régime Modi a été ébranlé ; il n'est donc pas indéboulonnable !

Le même constat peut s'appliquer aussi à la **BIRMANIE (MYANMAR).** Le coup d'état du 1 février 2021 visait à mettre fin au partage - inégal - du pouvoir qui, depuis 2016, avait fait de Aung San Suu Kyi, opposante historique et prix Nobel de la paix, la cheffe (de facto mais pas en titre) du gouvernement. Son parti, le LND avait remporté les législatives en 2012, 2016 et 2020 mais l'armée, grâce à une Constitution sur mesure depuis 2008, gardait le contrôle d'une grande partie du pouvoir. Le 1 février 2021 les chefs militaires décidèrent donc de rompre ce compromis. Mais contrairement à ce qui s'était passé en 2007 et surtout en 1988 quand les révoltes contre les militaires avaient été rapidement écrasées avec des milliers de morts, cette fois ci la résistance populaire, multiforme et massive, perdure et s'enracine. Malgré l'usage par la junte birmane de son artillerie et de son aviation, la résistance armée et civile s'organise. Avec les syndicats et les partis d'opposition se sont mobilisés aussi fortement les femmes et les jeunes, notamment lycéens, les soignants et les fonctionnaires. Des actions importantes de désobéissance civile ont eu lieu dès les premiers jours du coup d'état. Très important aussi est la création du Gouvernement d'Unité Nationale clandestin qui regroupe une grande partie de l'opposition à l'armée sur une base pluriethnique. Le G.U.N. a pris une position politique courageuse sur la question du génocide des Rohingyas : ces massacres et déplacement d'une population à majorité musulmane avaient été perpétués par l'armée en 2017 avec le soutien actif de mouvements bouddhistes fascisants comme « l'organisation de défense de la race et de la nation », puis son successeur la « Buddha Dhamma Parchta Foundation » qui reste un des principaux soutiens au coup d'état. Aung San Suu Kyi avait pris à l'époque une position complice de ces atrocités en traitant les Rohingyas de « terroristes » devant l'ONU. Le G.U.N. rompt avec cette tradition nationaliste et oppresseuse des minorités, il s'engage à «s'efforcer de faire en sorte que les auteurs de ces actes répondent de leurs actes (…/…) c'est aussi un moyen de dissuasion contre de

futures atrocités (…/…) tous les groupes ethniques originaires de l'Union jouissent pleinement des droits individuels (…/…) et des droits collectifs (…/…). Le G.U.N. ne tolérera aucune discrimination» Il propose aussi une nouvelle constitution qui «doit fonder la citoyenneté sur la naissance en Myanmar ou la naissance n'importe où en tant qu'enfant de citoyens de Myanmar ». Voici aussi une rupture avec les 4 degrés de citoyenneté qui existent depuis 1982 et 1990 et qui figent les discriminations. Le 4°degré (la « carte blanche ») ne donnant aucun droit aux résidents qui en sont munis. Ces avancées politiques sont un atout pour l'extension de la résistance. Mais elle est confrontée à une armée puissante, habituée aux prébendes du pouvoir, bénéficiant du soutien de grands groupes capitalistes qui exploitent les richesses du pays, de l'appui des dictatures russes et chinoises et enfin de la bienveillance d'une partie des dignitaires bouddhistes. Le combat est inégal et le peuple de Myanmar a besoin de tout le soutien syndical et citoyen.

Ne passons pas non plus sous silence la situation dramatique en **AFGHANISTAN** après la victoire militaire des Talibans et le retrait américain en aout 2021. Le peuple afghan, et en premier lieu les femmes, sont les premières victimes de cette situation. Les talibans et leur organisation fondamentaliste islamique qui bénéficie du protectorat de la hiérarchie militaire pakistanaise vont remettre en place leurs lois liberticides visant d'abord les femmes et les homosexuel-les et aussi toute la société civile. Elles devront aussi subir les violences aveugles de DAECH (Etat Islamique) qui, en concurrence avec les talibans et Al Qaida, veut faire de l'Afghanistan une base arrière pour ses opérations terroristes intégristes. Quelques manifestations ont osé défier le pouvoir en ville, vite réprimées. Pour beaucoup, surtout dans la jeunesse, l'exil reste actuellement la seule option. Notre solidarité avec ces réfugié-e-s doit être sans faille.

L'AFRIQUE

Le continent africain, souvent « terrain de jeu » des vieilles puissances coloniales et aussi des trois superpuissances actuelles, Etats-Unis, Chine et Russie, connait régulièrement des putschs militaires visant soi-disant à rétablir l'ordre et à prendre en compte les attentes de la population victimes de l'incurie et de la corruption des régimes précédents. Bien sûr tout continuait comme avant, si ce n'est que le peu de libertés démocratiques qui parfois existait était balayé par l'armée et son «capitalisme kaki». En cette année 2021, quatre coups d'état se sont produits, mais pour deux d'entre eux au moins, le Soudan et la Tunisie, rien ne se passe comme avant. Les « printemps arabes » ont essaimé aussi en Afrique. Des mobilisations sociales et démocratiques plus longues avaient déjà permis de faire chuter de vieilles dictatures. Les résistances actuelles sont plus déterminées pour bloquer les tentatives de retour en arrière. Si, la dictature du Maréchal Sissi a stoppé en **EGYPTE** ce bouillonnement démocratique, il n'est pas certain que cela se passe de la même façon au **SOUDAN** : Les généraux auteurs du coup d'état du 25 Octobre 2021 ont certes l'appui de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte. Mais la situation économique et sociale est catastrophique avec une inflation à 400% et une dévaluation de 85% de la livre soudanaise. Les prix de base ont monté en flèche. Les manifestations de désobéissance civile se multiplient et l'armée a dispersé plusieurs cortèges à Khartoum procédant à de nombreuses arrestations le 8 novembre. La situation est donc loin d'être stabilisée.

En **TUNISIE** c'est un coup d'état institutionnel qui eut lieu le 25 juillet 2021. « L'homme providentiel », le président Kais Saied, déjà connu auparavant pour ses positions ultra-réactionnaires sur les droits des femmes, a pu illusionner quelque temps au vu de la crise économique et sociale doublée de la corruption et de la paralysie des coalitions politiques en place pendant la pandémie. Mais après avoir suspendu les pouvoirs du parlement il procéda le 22 septembre à une nouvelle concentration de tous les pouvoirs entre ses mains : il gouverne par décrets et s'arroge le droit de rédiger seul une nouvelle constitution. Des premières manifestations d'opposition se sont déroulées dès le 26 septembre. La mobilisation du peuple tunisien ces dernières années peut faire espérer que le retour d'une dictature clone de celle de Ben Ali ne se fera pas sans de fortes résistances.

AU PROCHE ET MOYEN ORIENT

En **SYRIE** la situation est particulièrement dra-

matique. La victoire des armées du dictateur Assad n'a pu se faire qu'avec le soutien actif de la Russie et des milices du régime intégriste des mollahs iraniens. Le pays est en ruine et seules quelques poches des forces démocratiques, principalement dans les zones kurdes, résistent encore même si elles sont aussi soumises aux exactions des groupes armés des fondamentalistes de Daech et aux incursions de l'armée turque. C'est aussi une défaite pour tous les antifascistes.

En **IRAK** les conséquences de l'intervention US sont loin d'être soldées. Elle a permis d'abord la création d'un monstre politique fondamentaliste islamique, Daech, qui après s'être implanté en Syrie et y avoir créé son califat, est revenu à sa base arrière irakienne suite à sa défaite militaire, à mettre surtout à l'actif des combattant-e-s kurdes. La population irakienne est maintenant prise en étau entre Daech et les milices pro-iraniennes qui sont un des piliers politico-policiers du pouvoir en place. Malgré tout la colère sociale et l'aspiration à la paix et plus de démocratie s'exprime régulièrement dans la rue depuis 2019. A la fin de cette année-là on comptait plus de 500 morts dus surtout à la répression par ces milices. La plupart des organisations progressistes ont appelé au boycott des élections législatives du 10 octobre 2021. 60% des inscrits se sont abstenus et la coalition politique représentant les milices pro- iraniennes a perdu presque la moitié de ses sièges au parlement.

Au **LIBAN**, le chaos économique et social a trouvé un point culminant avec l'explosion du port de Beyrouth le 4 aout 2020 qui a fait plus de 200 morts et des milliers de blessés en détruisant une partie de la ville. La colère ne faiblit pas contre la corruption des partis « communautaires », les banques qui ont mis leurs actifs à l'abri mais ferment les guichets à la population et la paupérisation galopante. Des manifestations massives et régulières pointent ce gouvernement paralysé et singulièrement le Hezbollah, parti fondamentaliste chiite pro-iranien, tenu comme co-responsable de ce désastre. Confronté à cette perte d'influence, ce parti organisa un contre feu le 14 octobre 2021 en convoquant une manifestation pour exiger la démission du juge d'instruction qui enquête sur l'explosion dans le port. Profitant du fait qu'une fusillade avait fait six morts dans les manifestants, le chef du Hezbollah annonçait disposer de « 100 000 combattants armés et entrainés ». Voilà donc un avertissement clair au peuple libanais mobilisé.

En **TURQUIE**, le régime néo fasciste national-islamique du président Recep Tayyip Erdogan profite du chaos dans les pays voisins pour poursuivre sa politique de gendarme régional dont le premier objectif est d'empêcher à tout prix l'autodétermination du peuple Kurde. Outre les incursions armées, la répression politique contre les Kurdes, leurs partis, leurs soutiens dans la société civile, est constante. Son nationalisme visant à faire de la Turquie une grande puissance l'amène à développer des liens économiques et militaires avec de nombreux pays africains (Ethiopie, Maroc, Niger etc..). L'expulsion des 10 ambassadeurs de l'Union européenne qui avaient demandé la libération d'un opposant turc fait partie de cette mise en scène d'« homme fort », à la fois à usage interne vis à-vis de ses opposants à sa politique et aussi pour que l'union européenne ne s'occupe pas de ses affaires. L'inculpation de 30 internautes le 3 novembre qui avaient publié des informations sur son état de santé rappelle la nature de cet état policier. Mais sur le terrain économique et social les choses se gâtent pour Erdogan. La livre turque a perdu 30% de sa valeur en 2018 et le taux de chômage monte à 13% en 2021. Il n'est pas certain que la remise au gout du jour d'un islam conservateur qu'il revendique suffise à masquer ces échecs. L'élection d'un opposant centriste à la mairie d'Istanbul en 2019 - malgré une première annulation du scrutin - est un avertissement avant la Présidentielle de 2023.

EN EUROPE

La **SLOVENIE**, petit pays de l'ex-Yougoslavie ne fait pas la une des médias. Pourtant depuis 2020 un apprenti Trump y est premier ministre : Janez Jansa, à la tête d'une coalition de droite. Cet ancien militant de gauche connait une dérive sans rivages. Comme son modèle nord-américain, il bombarde les médias de tweets incendiaires (+ de 100 par jour), dénonçant pêle-mêle les journalistes, surtout les femmes ; il en a qualifié deux de « prostituées à la retraite ». La rhétorique complotiste et antisémite est très présente avec la dénonciation de « l'état profond » de « l'élite globale ». Il se rapproche de l'axe Hongrie-Po-

logne et surfe sur la crise migratoire. Il sait aussi passer des paroles aux actes, par exemple en bloquant depuis janvier 2021 les subventions à l'agence de presse slovène STA, moyen de préparer la prise de contrôle de l'agence. Pendant les confinements il découragea les manifestations avec des amendes prohibitives. Mais fin avril 2021 des milliers de manifestants l'ont défié dans les rues de la capitale Ljubljana. Il était arrivé en tête aux législatives de 2018 avec 25% des voix mais il ne put constituer une coalition majoritaire qu'en mars 2020. Les prochaines échéances électorales doivent se dérouler en juin 2022.

En **HONGRIE**, le régime d'extrême droite de Viktor Orban avec son parti Fidesz a connu une première défaite aux élections municipales de 2019 en perdant Budapest et cinq préfectures de région. C'était un avertissement après sa « loi d'esclavage de 2018 » qui restreignait fortement les droits sociaux et qui donna lieu à d'importantes mobilisations ouvrières. Depuis ce revers, Orban applique avec encore plus de détermination son programme d'extrême droite : attaques incessantes contre les immigrés accusés d'importer le virus, loi anti LGTB. En avril 2021 une loi entérine le transfert de biens et d'institutions publiques, dans l'éducation, la culture, le tourisme, vers des fondations aux mains de fidèles du pouvoir. Dans l'enseignement supérieur, plus des deux tiers des universités publiques sont passées sous le régime de fondations. Parallèlement, les atteintes à l'état de droit, à la liberté de la presse et de la justice se sont aggravées. Les associations anti-avortement sont aussi largement financées par le pouvoir. Sur le plan politique européen, la rupture avec la droite classique du PPE a été consommée en mars 2021. Depuis, Orban essaye de fédérer une partie de l'extrême droite européenne d'abord avec le PiS polonais et la Ligue italienne de Salvini. Il a reçu récemment Marine Le Pen et Zemmour. Si Orban réussit son pari de gagner les législatives en 2022, face à une coalition hétéroclite, de la gauche à la droite dure, emmenée par un conservateur catholique, cela lui donnera un poids certain pour diriger une grande coalition d'extrême droite au parlement européen.

En **POLOGNE**, le gouvernement de Mateusz Morawiecki et son parti le PiS suivent aussi la même pente de la droite dure à l'extrême droite. Avec sa loi scélérate rendant l'avortement pratiquement illégal, une mobilisation des femmes d'une ampleur inégalée a commencé en octobre 2020 jusqu'au 27 janvier 2021, jour de la proclamation de la loi. Encore ces derniers jours d'autres ont eu lieu suite au décès d'une femme enceinte. Les associations fondamentalistes catholiques veulent aller plus loin encore en présentant fin octobre un projet de loi « d'initiative citoyenne » qui veut rendre punissable jusqu'à la prison à perpétuité dans certains cas, les mères ou les médecins qui pratiqueraient un avortement. Ce projet a été mis à l'ordre du jour des prochaines sessions de la Diète par sa présidente. Par ailleurs les députés ont commencé à débattre du projet « STOP LGTB » qui vise à interdire « l'homopropagande dans l'espace public ». C'est maintenant dans un bras de fer avec l'union européenne que le gouvernement polonais et le PiS se sont engagés : la bataille pour la primauté du droit polonais sur le droit européen : un « Polexit » institutionnel en quelque sorte. Ne nous y trompons pas, ce n'est pas la politique libérale économique et sociale qui est visée là, ce sont les droits démocratiques encore préservés en Europe qui sont ainsi attaqués. Le gouvernement polonais veut ainsi se laisser les mains libres pour d'autres mesures répressives d'autant qu'il ne sera pas soumis à une pression électorale en 2022.

En **ITALIE**, l'entrée de la Ligue de Salvini dans le gouvernement Prodi en février 2021 a libéré une place à l'extrême droite pour d'autres groupes fascistes dont Fratelli d'Italia est le fer de lance. C'est sur le terrain de la lutte contre le pass sanitaire qu'ils se sont illustrés. Le 9 octobre 2021, à la tête d'une manifestation à Rome, ils ont d'abord marché sur la Chambre des députés avant de mettre à sac le siège de la CGIL, principal syndicat ouvrier en Italie, montrant par là ce qu'ils entendaient par « défendre les libertés ». Une grande manifestation de 200 000 personnes à Rome répliqua à cette infamie. Tout récemment encore à Navarro et encore à Rome d'autres manifestants anti-pass arborèrent le costume rayé des prisonniers dans les camps nazis. L'extrême droite phagocyte donc clairement ce mouvement. Le parti de Salvini est en crise depuis sa sévère défaite aux élections municipales d'octobre 2021, ainsi que le mouvement soi-disant antisystème « 5 étoiles ». Salvini tente de se réfugier sous le parapluie hongrois

d'Orban dans un début d'alliance européenne. Il n'est pas certain que cela suffise à enrayer le déclin de son parti. D'autres groupes fascistes, comme « Fratelli d'Italie », moins institutionnels, sont à l'affût pour prendre la relève fasciste.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS A TIRER

Ce tour d'horizon est bien sûr incomplet. Dans le cadre du format de cette brochure, nous n'avons pas développé sur des vieilles dictatures comme celles du Golfe Persique ou sur celle des Mollahs en Iran. Nous n'avons pas non plus abordé les dictatures chinoises et russes qui renvoient à des racines plus complexes. Nous ne minimisons pas pour autant leur rôle néfaste d'autant qu'elles ont été souvent en soutien à des gouvernements, groupes ou milices d'extrême droite dans d'autres pays. Pour des raisons de place aussi nous n'avons pas traité du parti Vox en Espagne, des unionistes protestants d'Irlande du Nord sous la pression du Brexit, ni des partis suprémacistes juifs et de l'évolution à l'extrême droite du Likoud en Israël. Néanmoins de ce tableau nous pouvons tirer quelques traits communs à tous ces partis, groupes, régimes autoritaires ou dictatoriaux :

Qu'ils proviennent de courants fascistes, de l'ultra-droite nationaliste, de la nébuleuse fondamentaliste religieuse (islamique, hindouiste, bouddhiste, juive, protestante ou catholique), ou de l'extrême droite libertarienne et complotiste, ils ont en commun la volonté de limiter voire supprimer toutes les libertés démocratiques, politiques, syndicales et associatives, la volonté de supprimer tout droit pour les femmes et les homosexuel-le-s, la volonté de s'en prendre aux migrants et plus généralement à toutes les minorités ethniques, culturelles et religieuses afin d'en faire les boucs émissaires de toutes les difficultés de leurs pays. Ils ont tous la volonté de réprimer violemment les mobilisations populaires qui s'opposent à eux.

Les nouveaux courants fascistes du 21ème siècle, particulièrement dans les pays occidentaux, s'accommodent très bien de dictatures « classiques » dans des pays du « Sud ». Ce qui les occupe ce n'est pas la répression qui règne dans ces pays, c'est la possibilité de développer des campagnes racistes contre leurs victimes : celles qui sont obligées de fuir et d'émigrer. Ils pointent du doigt les migrants, agitent la théorie du « grand remplacement ». Ils prônent la construction de murs, comme Trump à la frontière mexicaine ou le gouvernement polonais à celle de la Biélorussie. Ils veulent empêcher les bateaux d'accoster comme le proclamait Salvani en Italie. Vis-à-vis des actions terroristes de groupes fondamentalistes religieux, leurs réactions sont à géométrie variable. Que des groupes extrémistes hindouistes ou bouddhistes mettent le feu à des mosquées en Inde ou en Birmanie ne les émeut pas. Leur soi-disant préoccupation, uniquement quand elles ont lieu en Occident, ce sont les actions terroristes de fondamentalistes islamiques. Cela leur sert de prétexte pour leur constante agitation islamophobe : attiser les peurs, appeler au renforcement des forces de police et de l'armée, stigmatiser les musulmans, voici le programme de ces nouveaux fascistes, héritiers de leurs ainés nostalgiques des colonisations. Les antifascistes ne font pas de tri pour dénoncer les exactions commises par des groupes ou des régimes dictatoriaux, qu'ils soient d'idéologie clairement fasciste ou pas. Ils peuvent ainsi démasquer l'instrumentation hypocrite que les fascistes en Occident font des catastrophes humanitaires ainsi provoquées, pour leur propagande de haine et de division des opprimés.

Dans beaucoup de pays pointés dans ce chapitre, des mobilisations sociales et citoyennes massives, et sans précédent récent, se sont opposées à ces gouvernements ou dictatures. Mais pour le moment aucune n'a réussi à faire tomber ces régimes. De même dans les élections, seul Trump a été battu en novembre 2020. Plusieurs mandats arrivent à terme en 2022 : Philippines, Hongrie, Brésil et Slovénie. Ces élections, si elles se tiennent de manière un tant soit peu démocratique, seront un indicateur du degré d'enracinement de la gangrène d'extrême droite dans ces pays.

Nous ne pouvons pas terminer ce chapitre sans évoquer la question des soutiens de secteurs importants du capital aux « solutions » d'extrême droite. On l'a déjà vu au 20ème siècle. Des capitalistes peuvent s'accommoder ou même favoriser l'arrivée au pouvoir de dictatures fascistes quand ils pensent que leurs intérêts vitaux sont en jeu. « Mieux vaut Hitler que le Front Populaire » disaient certains à cette époque.

Aujourd'hui, 75 ans après la défaite du « fascisme historique » en 1945, la situation est plus mouvante d'autant que l'extrême droite dans le monde s'est diversifiée : suivant les situations concrètes dans chaque pays certains ont pris une posture plus « présentable » comme le RN en France, d'autres, tels Bolsonaro ou Trump misent sur la confrontation sans masques. Les soutiens capitalistes ne sont pas majoritairement guidés par la peur d'une révolution internationale montante comme ils le ressentaient au début du 20ème siècle ; ils sont donc parfois à géométrie variable suivant les situations concrètes : il en est ainsi de Total et de ses liens bien connus avec les régimes militaires en Birmanie ou ailleurs en Afrique. Le secteur bancaire et du numérique, avec son gout pour les paradis fiscaux, ne rechigne pas non plus à faire du business dans des pays à régime autoritaire (voir à ce propos le remarquable documentaire d'Arte sur la faillite de la multinationale allemande Wirecard).

Mais la pandémie Covid 19 d'une part et la crise climatique d'autre part ont changé aussi un peu la donne. Un nouveau courant d'extrême droite, jusqu'ici assez minoritaire, a pris de l'ampleur : le courant libertarien, dont l'outil principal est le complotisme, a inspiré Trump et fait des émules dans toutes les mouvances d'extrême droite dans de nombreux pays. Anti vaccin et climatosceptique, son opposition à tout « état social » va de pair avec son gout pour les « états forts ». Au moins dans deux secteurs du capital, celui des médias et celui des énergies fossiles et de ses dérivés, ce discours trouve des soutiens importants et durables. Dans les médias, après Fox News aux USA, nous avons CNews et Bolloré en France et des équivalents dans de multiples pays et sur internet. Dans le secteur des mines et des énergies fossiles, le soutien au complotisme libertarien par le biais de diverses fondations et de sites internet, le lobbying dans les institutions internationales, la recherche de soutiens parlementaires pour faire pression sur les décisions (par exemple avec le RN et la Ligue italienne au parlement européen) a pris des dimensions très importantes. Le trust Koch Industries, (premier chiffre d'affaires aux USA en 2019 avec 110 milliards de dollars) est un des moteurs dans le monde de cette offensive à coups de milliards distribués (il faut lire à ce propos l'enquête dans Le Monde des 5 et 6 Novembre 2021 intitulée « vapotage, les vrais millions des fausses organisations de consommateurs »). Ce soutien capitaliste dans ce secteur est d'autant plus dangereux que son caractère idéologique est affirmé, entretenu par la peur pour cette branche de voir chuter ses profits si des mesures radicales étaient prises face à la crise climatique.

Les syndicalistes doivent être solidaires de toutes les victimes de l'extrême droite et des régimes autoritaires dans le monde, participer aux campagnes de soutien pour la libération des détenus ou condamnés ; ils doivent aussi dénoncer tous leurs complices capitalistes et en informer les salariés et la population. Les peuples opprimés ont besoin de notre soutien ; c'est aussi l'honneur du syndicalisme de le manifester.

CHILI – PRESIDENTIELLE : L'EXTREME DROITE EN ECHEC AU DEUXIEME TOUR !

Le 21 Novembre, le candidat fasciste José Antonio Kast, du nouveau parti « Républicain », avait recueilli 27,9 % des suffrages, devant le candidat de la gauche, Gabriel Boric, 25,7%, au premier tour de la Présidentielle.

Les grandes mobilisations sociales et citoyennes de 2019 avaient pourtant changé la donne : un processus constituant avait abouti à la rédaction d'une nouvelle constitution qui avait été adoptée par référendum en octobre 2020 avec 78% des suffrages. Une loi autorisant l'avortement dans certains cas avait aussi été votée en juillet 2017 sous le gouvernement socialiste de Michelle Bachelot.

Comme dans beaucoup de pays, la pandémie a largement freiné cette dynamique. La bourgeoisie effrayée par ce bouillonnement social a délaissé les vieux partis du centre et a placé tous ses espoirs dans la « solution » Kast. Ce dernier a annoncé la couleur brune sans vergogne : il proposait de creuser des tranchées aux frontières pour bloquer les migrants, il voulait armer les civils pour qu'ils puissent tirer sur les cambrioleurs, il assumait ses affinités avec la dictature de Pinochet et sa politique économique ultra-libérale, il se voulait le rempart contre « le communisme » que représenterait son rival de gauche, et enfin annonçait que «sous mon gouvernement, l'une des premières choses que je ferai sera d'abolir la loi sur l'avortement» . Un mélange de Trump et Bolsonaro en quelque sorte.

Le deuxième tour de la Présidentielle a eu lieu le 19 Décembre. La mobilisation sociale, citoyenne et antifasciste, a été suffisamment puissante pour renvoyer Kast aux poubelles de l'Histoire. G. Boric a été élu avec 56% des suffrages : le barrage antifasciste a tenu bon ! Mais il est certain qu'au-delà du vote de décembre, la pression populaire devra se renforcer pour que les promesses du candidat de la gauche soient tenues afin de conjurer durablement la résurgence du danger fasciste au Chili.

Liens vers des sites Internet militants antifascistes

Solidaires

https://solidaires.org/Riposte-syndicale-face-a-l-extreme-droite

CGT

https://www.cgt.fr/terms/extreme-droite

FSU

https://fsu.fr/category/la-federation/les-dossiers/droits-et-libertes/

La Horde

https://lahorde.samizdat.net/

Question de classe

https://www.questionsdeclasses.org/

Debunkers

https://www.debunkersdehoax.org/

Droits des femmes contre l'extrême-droite

https://www.droitsfemmescontreextremesdroites.org/

Éditions Syllepse

https://www.syllepse.net/mauvais-temps-_r_66.html